

Evaluation Finale du projet Restauration et Gestion des resources Naturelles transfrontières: Phase I Bassins versants des rivières Massacre et Pedernales

(Projet RTR-FV/ Massacre et Pedernales

Consultants:

Juan José Espinal

Jean Chariot Michel

Mai 2014
Port-au Prince, Haití
Santo Domingo, République Dominicaine

Contenu

LISTE D'ACRONYMES ET D'ABBRÉVIATIONS	Error! Bookmark not defined.
LISTE DE TABLEAUX	6
LISTE DE FIGURES	Error! Bookmark not defined.
A- Tableau synoptique du Projet	Error! Bookmark not defined.
B-Description du Projet	Error! Bookmark not defined.
C-Tableau de Qualification de l'Évaluation	11
D-Resumé de Conclusions, Recommandations et Leçons	Error! Bookmark not defined.
PARTIE I. INTRODUCTION	19
À- Objectif de l'Évaluation	20
B- Portée et Méthodologie	Error! Bookmark not defined.
C-Contexte de l'Évaluation	26
D-Structure du Rapport d'Évaluation	26
PARTIE II. DESCRIPTION DU PROJET ET CONTEXTE DE DÉVELO	OPPEMENT.Error! Bookmark not defined.
A- Début et Durée du Projet	Error! Bookmark not defined.
B-Problèmes que le Projet a cherché à aborder	Error! Bookmark not defined.
C-Objetifs de Développement et Immédiat du Projet	Error! Bookmark not defined.
D-Indicateurs de Référence Établis	Error! Bookmark not defined.
E- Principaux Intéressés	38
F-Résultats Prévus	38
PARTIE III. DECOUVERTE	Error! Bookmark not defined.
3.1. Conception et Formulation du Projet	42
A- Analyse du cadre logique et du Cadre de Résultats	43
B-Supositions/Risques	47
C-Leçons d'autres projets remarquables incorporés dans la conception	on du projet Error! Bookmark not defined.
D-Participation planifiée des intéressés	49
E-Objectif de répétition	Error! Bookmark not defined.
F-Avantage comparatif du PNUE et du PNUD	Error! Bookmark not defined.
G-Liens entre le projet et d'autres interventions dans le secteur	51
H-Dispositions Administratives	Error! Bookmark not defined.
3.2. Exécution du projet	Error! Bookmark not defined.

C-Retroalimentation d'activités de Suivi et Evaluation utilisé	s pour la gestion d'adaptation. Error! Bookmark not defin
D-Financement du projet.	Error! Bookmark not defined.
E-Suivi et Évaluation : conception d'entrée et d'exécution	Error! Bookmark not defined.
F-Coordination de l'application et exécution du partenaire po opérationnelles.	•
3.3. Résultats du projet	Error! Bookmark not defined.
A- Comme résultats généraux (atteinte des objectifs)	Error! Bookmark not defined.
B - Importance ou Pertinence	Error! Bookmark not defined.
C-Effectivité	Error! Bookmark not defined.
E-Implication nationale.	Error! Bookmark not defined.
F-Integration.	Error! Bookmark not defined.
G-Durabilité	Error! Bookmark not defined.
H-Impacts économiques et sociaux	Error! Bookmark not defined.
PARTIE 4. CONCLUSIONS, RECOMMANDATIONS ET LEÇONS	105
A -Mesures correctives pour la conception, l'exécution, le su	uivi et l'évaluation du projet120
B-Actions pour suivre ou renforcer les bénéfices initiaux du	projet Error! Bookmark not defined.
C -Propositions pour des orientations futures qui accentuen	t les objectifs principaux Error! Bookmark not defined.
D - Les meilleures et pires pratiques pour aborder des quest rendement et au succès	•
PARTIE 5. ANNEXES	128
ANNEXE I : COMMUNICATION DU PRIX GAGNÉ PAR LE PROJET	Г128
ANNEXE II : LISTE DES ACTEURS CLÉS ET DES GROUPES FOCAU	IX ET INTERVIEWÉS Error! Bookmark not defined.
ANNEXE III : MODÈLES DE TABLEAUX ET DE MATRICES POUR L PAR LES BRIGADES DE REBOISEMENT	
ANNEXE IV. TDRs	141
Ì II Va)-TDR publiés par le PNUD en RD	141
IV-B - TDR publiés par le PNUD en Haïti	153
ANNEXE V : CADRE DE RÉSULTAT / CADRE LOGIQUE DU PROJ	
ANNEXE VI. LISTE DES RÉUNIONS TECHNIQUES BINATIONALES	
ANNEXE VII: LISTE DE DOCUMENTS RÉVISÉS	183

LISTE D'ACRONYMES ET D'ABBRÉVIATIONS

AVANSE : Appui à la valorisation du potentiel Agricole du Nord, à la Sécurité Économique et

de l'environnement

CASEC: Conseil d'Administration de la Section Communale

CBC: Corridorr Biologique dans la Caraibe

CDBP: Comité Directif Binational de Gestion du projet

CNIGS: Centre National d'Informations Géospatiales d'Haïti

CO₂: Dioxyde de carbone

DD: Direction Départementale

DIARENA: Direction d'Information environnementale et de Ressources Naturelles

END : Stratégie Nationale de Développement

IHRC: Commission intérimaire de Reconstruction d'Haïti

Km²: Kilomètre Carré

m²: Mètre carré

MARNDR : Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural

MDE : Ministère de l'Environnement

MFK: Mouvement des Femmes de Capotille

MMA : Ministère de l'Environnement

ODM : Objectifs du Millénaire pour le Développement

ONU: Organisation des Nations Unies

PFV: Programme Frontière Verte

PMA: Programme Alimentaire Mondial

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

PNUE: Programme des Nations Unies pour l'Environnement

POA: Plan d'Organisation Annuel

PPI: Petit périmètre d'Irrigation

R-2: Résultat 2

R-3: Résultat 3

RD: République Dominicaine

RTNR-FV: restauration et gestión des ressources naturelles transfrontalières frontière Verte

S et E : Suivi et Évaluation

SIG : Système d'information Géographique

SIGEF: Système Intégré de Gestion Financière

SNIP: Système National d'Investissement Publique

TDR: Terme de Référence

TS: Taxe de survie

UBGP : Unité Binationale de Gestion du Projet

IL UNIT : Unité Nationale d'Exécution

UNESCO: Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture

USD : dollar des États-Unis

UTG: Unité technique de Gestion

1er: D'abord

2e: seconde

3e : Troisième

4to: quart

5to: cinquième

6to: Sixième

7mo: septième

LISTE DE TABLEAUX

tableau 1 : zone et Population Objectif du Projet / pays, selon le bassin, Département et Communauté	e28
tableau 2 : indicateurs de références établies selon des produits	35
tableau 3 : résultats et produits prévus pour la Phase I du Projet	41
tableau 4 : analyse du Cadre de Résultats du Projet RTNR-FV / des Bassins Massacre et Pedernales	44
tableau 5 : Acteurs Institucionnels et Sociaux et leur role dans le projet	49
tableau 6 : résumé économique des compromis de co financement de chaque organisme participant a	au
projet Error! Bookmark not def	ined.
tableau 7 : Des résultats généraux : Des structures du projet, des Indicateurs de dégagement et des	
indicateurs atteints du Projet RTNR-FV	64
tableau 8 : Surface reboisée dans la République d'Haïti, sous le Projet RTNR-FV/Masacre-Pedernales,	
entre octobre 2011 et septembre 2013, par bassin et communauté	89
tableau 9 : surface reboisée en République Dominicaine, sous le Projet RTNR-FV/Masacre-Pedernales,	,
entre octobre 2011 et septembre 2013, par bassin et communauté	90
tableau : évaluation de l'efficacité d'Inversion du Projet	95
tableau 11 : qualification du rendement du Projet RTR-FV/bassins Masacres et de Pedernales Error! Boo	okma

Résumé

L'intérêt politique croissant des gouvernements d'Haïti et de la République dominicaine pour la zone frontalière et l'importance stratégique de la région par rapport aux objectifs nationaux de réduction de la pauvreté et de gestion durable des ressources naturelles ont incité les institutions nationales, organismes internationaux de développement et des organisations non gouvernementales locales à développer des efforts importants pour faire face aux problèmes environnementaux frontaliers. Il ya eu des progrès dans la coordination bilatérale entre la République dominicaine et Haïti, en plus des investissements nationaux et internationaux dans des actions sur le terrain.

Le programme binational "Frontière Verte", conçu comme un espace de solidarité et de compromis commun "entre Haïti et la République dominicaine, est un exemple d'efforts déployés par les deux gouvernements pour aborder les besoins clés de récupération de la couverture végétale et biotique tout au long de la frontière Dominico-Haitienne

Dans ce contexte, le gouvernement de la Norvège a exprimé sa volonté d'appuyer ce processus, en soutenant les mesures du programme "frontière verte", au moyen d'un appui financier pour le développement du projet «Restauration et gestion de ressources naturelles transfrontalières: Phase I les bassins versants des rivières massacre et Pedernales "(RTNR-FV), lancé en mai 2011 et dont la mise en œuvre implique le Ministère de l'Environnement des deux pays, le PNUD et le PNUE. Initialement prévu pour une année, le projet a bénéficié de trois périodes d'extension sans coût additionnel et les activités de la dernière extension ont officiellement pris fin le 20 septembre 2013.

A- Tableau Synoptique du Projet

Títre du Projet:		et Gestion des Ress ères Massacre et P		turelles	transfro	ntières: Fa	ase I bassi	ins
			Au moment d'approbation du projet (millions de USD)		Au moment de la finalisation du Projet (millions de USD)			
			Total	Haiti	RD.	Total	Haiti	RD
Identification du projet :	RTR-FV/bassins des rivières Masacre et Pedernales	Financement du Gouvernement de Norvege:	2.500	1.733	0.767	2.615*	1.631	0.389
	République	PNUE	0.350	0.350	0	0.350	0.350	
Pays:		PMA,	0.195	0.195		0.099	0.099	
	République d'Haïti	PNUD,	0.080	0.080		0.080	0.080	
Région:	Les Caraibes	Gouvernement RD:	0		0	0.458		0.458
zone d'interêt:	Déforestation évitée	Cofinancement total:	0.625	0.625	0	0.987	0.529	0.458
Programme:	Fonds Norvégiens pour la Paix	coût total du projet:				2.020	1.631	0.389
	Fonds Norvégiens pour la paix plus cofinancement	coût total du projet	3.125	2.358	0.767	3.103	2.16	0.847
Organisme d'exécution:	Ministères de l'Environnement RD et Haití	Signature du document du projet (date d'ouverture du projet):						
Autres partenaires impliqués:	PNUD et PNUE	Dâte de fermeture (Opérationnelle):	12 de Ma	yo 2012		Fermeture Réelle: 20 Sept. 2013		

B-Description du Projet

Le projet "Revégétalisation et gestion des ressources naturelles transfrontières: Phase I bassins versants des rivières Massacre et Pedernales '', a été la première initiative mise en œuvre dans le cadre du programme binational "frontière verte" Celle-ci a eu un horizon de plusieurs années d'exécution. Le projet a été développé sous une gestion binationale de bassins hydrographiques transfrontaliers, et les besoins essentiels pour la récupération de la couverture végétale et des écosystèmes dans l'aire des bassins des rivières massacre et Pedernale ont été abordés.

Le problème central que le projet a visé d'aborder s'est présenté comme suit: La couverture végétale réduite qui menace l'intégrité des écosystèmes forestiers fragiles, la quantité et la qualité des services environnementaux, et l'augmentation de la vulnérabilité des habitants face aux désastres, considérsé comme le problème environnemental majeur affectant la zone frontalière entre la République dominicaine et Haïti.

L'objectif de développement du projet était de créer un environnement favorable à la restauration des écosystèmes " transfrontaliers et de réduire la vulnérabilité au changement climatique afin d'améliorer les

conditions de vie des populations haïtiennes et dominicaines, en particulier ceux qui vivent dans les bassins hydrographiques tout au long de la frontière.

Comme objectif immédiat le projet cherche l'établissement, dans une perspective de coopération binationale, des mesures visant à récupérer les écosystèmes vulnérables et modèles de production socialement, économiquement et environnementalement durables, le long de la ligne frontalière entre la RD et Haïti, en particulier dans la zone géographique des bassins versants des rivières Massacre et Pedernales à travers quatre résultats ou composantes:

1. Couverture végétale restaurée. liée à la gestion et à la restauration des ressourses naturelles transfrontalières fragmentées et à l'intégration des secteur public et privé favorisé par le partenariat entre le Gouvernement et les principaux intéressés au niveau local à travers des produits suivants, (i) l'établissement de mécanismes de coordination interinstitutionnelle et logistique pour établir un système de brigades binationales pour le reboisement d'espaces dégradés avec des espèces forestières et agroforestières de haute valeur. (ii) des pépinières communautaires pour produire des plantes d'espèces forestières et agroforestières, endémiques, natives et(ou) naturalisées de haute valeur.

Le travail de reboisement a été réalisé par des brigades communautaires, conçues comme une compensation mutuelle et directe aux externalités positives du reboisement et de la participation directe de la population rurale, en générant "des postes de travail et des revenus verts" grâce à la reconnaissance des coûts de planter différentes espèces de plantes de haute valeur. Pour son exécution ils ont pris en considération, les leçons apprises dans l'exécution des activités de reboisement réalisées des deux côtés de la frontière avec l'appui du Gouvernement de la République Dominicaine;

2. Renforcement de la capacité institutionnelle du secteur public et d'organisation locale des deux côtés de la frontière, pour la gestion des ressources naturelles transfrontalières.

Cette composante s'est principalement focalisée sur le développement de capacités pour garantir les responsabilités partagées et différenciées entre les Ministères de l'Environnement, les gouvernements locaux et les principaux acteurs locaux des deux pays, les activités ont été exécutées à travers deux objectifs principaux : le travail de consultation et des ateliers de formation à différents niveaux. Et aussi le développement d'un système d'information géographique et l'établissement d'une plate-forme binationale pour la conservation et la protection in situ, des aires de haute valeur de biodiversité et de conservation.

.

3. La démonstration des alternatives de subsistance durables à travers des modèles de production, de gestion intégrée des ressources hydriques et d'assainissement environnemental de base et de gestion des risques

Le but consiste à réduire la pression humaine sur les ressources naturelles des deux bassins versants, grâce à l'établissement de services ruraux d'assainissement et de modèles productifs innovateurs comme alternatives économiques environnementalement durables. Les modèles de production comprennent: des ruches, une production dans un environnement contrôlé (des micro-serres), production agricole par irrigation goutte-à-goutte, production de fourrages de haut niveau nutritionnel pour l'élevage du petit bétail, des propriétés forestières d'usages multiples (bois et énergie). Les mesures sanitaires comprennent: la capture d'eau, la disposition d'excrétas et l'amélioration de l'achèvement du logement.

Les alternatives de subsistance sont dérivées du concept de paiement ou de compensation pour des services environementaux. Les compensations directe et indirecte aux deux parties étaient pour la protection des territoires dominicains et haïtiens et la restauration du patrimoine naturel dans la zone frontalière. Les matériels et appareils ont été fournis aux bénéficiaires pour l'établissement de modèles productifs et des mesures sanitaires. Les compensations directes ont consisté à faire bénéficier les utilisateurs de meilleures conditions d'hygiène dans leurs foyers et des modèles productifs financés par le projet. En échange, les utilisateurs ont la responsabilité de la maintenance du modèle productif et mettre en pratique les mesures de conservation recommandées. Une autre compensation indirecte a été reçue par les populations rurales pour améliorer l'accès à l'eau, grâce à des investissements publiques de systèmes de captage d'eau (réservoir d'eau), comme mesures de la gestion intégrée des ressources en eau et la gestion des risques et de facon complémentaire à toutes les autres activités.

4. Renforcement de la coopération technique binationale en matière de gestion du projet, pour garantir le fonctionnement efficient et la divulgation des résultats. L'objectif de cette composante est de garantir l'administration effective et la diffusion des résultats du projet.

La zone de mise en oeuvre du projet a englobé près de 675.23 km2 au niveau de bassin. La zone directement impliquée a été distribuée de la manière suivante: Dans le bassin versant de

la rivière Massacre 501km ², desquels 150km ² correspondent à Haïti et 351km ² à la République Dominicaine. La zone affectée comprend seize (16) sections: Huit du côté haïtien dans les communautés Ferrier, Ouanaminthe et Capotille; et huit du côté dominicain dans les municipalités de Dajabón et de Loma de Cabrera. Dans le bassin versant de la rivière Pedernales, qui forme la frontière avec Haïti depuis son embouchure dans la Mer des caraibes jusqu'à plusieurs kilomètres d'eau en amont, avec une étendue de 174.23 km² la zone affectée comprend neuf (9) sections : quatre (4) du côté haïtien dans la communauté de Anse-à-Pitre; et cinq du côté dominicain dans la municipalité de Pedernales. La zone géographique et la population cible du projet se trouvent dans le tableau 1, et la position géographique dans les Figures 1 et 2.

Le processus de mise en oeuvre du projet était assuré tant par le Gouvernement d'Haïti que le Gouvernement de la République Dominicaine, pendant que les agences de l'ONU (PNUE, PNUD) ont coordonné le processus d'implémentation. Cependant, dans le cas spécifique d'Haïti, le bureau technique a assuré l'exécution du projet selon la modalité de mise en oeuvre Directe du PNUD.

Ce document constitue une évaluation finale de la première phase du projet, qui a été programmée pour 12 mois avec un budget de 3.125 millions de dollars à travers le Gouvernement Norvégien (2.5 millions), du PNUD et du PNUE (625,000) comme un cofinancement parallèle et en espèce. Le Rapport d'Évaluation est basé sur des informations secondaires et primaires, à partir de documents du projet, des rapports de progrès ainsi que des entrevues avec des bénéficiaires et acteurs clés dans le processus d'exécution et de prise de décision dans le Ministère de l'environnement de la République Dominicaine et dans l'unité d'exécution du projet en Haïti.

C-Tableau de qualification de l'Evaluation

Ce projet fut essentiellement un succès en ce qui à trait à ses buts physiques et ses transferts de capacités, avec une plus grande satisfaction du côté dominicain. Le tableau suivant résume les qualifications résultant de l'évaluation finale en fonction des éléments indiqués dans les TdR pour être qualifiés, en utilisant l'échelle de qualifications incluses dans ces derniers. Dans la qualification de durabilité, ces mêmes éléments de qualification ont été aussi utilisés

Qualification du rendement du Projet RTR-FV/Bassins Masacre et Pedernales.

1. Suivi et Evaluation	qualification		2. Execution des AI y AE:	qualification	
1. Survi et Evaluation	RD Haití		2. Execution des Ai y AE.	RD	Haití
Conception d'entrée de S et E	5	4	Qualité d'application du PNUD	5	5
Exécution du plan de S et E	5	4	Qualité d'exécution: organisme d'exécution	5	5
Qualité générale de S et E	5	4	4 Qualité générale d'application et exécution		4
3. Evaluation des résultats	qualification		4. durabilité	qualification	
5. Evaluation des resultats	RD	Haití	4. durabinte	RD	Haití
Importance	6	4	Ressources financières	4	4
Effectivité	6	4	Socio-polítiques	5	4
Efficience	6	3	Cadre institutionnel et gouvernanance	6	2
Qualification générale des résultats du projet	6	4	environnemental	6	6
			Probablité générale de durabilité:	6	4

Echelle de qualification: 6=très satisfaisant; 5 = Satisfaisant; 4 = peu satisfaisant; 3 = passable ; 2 = Insatisfaisant; y, 1 = très insatisfaisant

D- Résumé des conclusions, recommandations et Leçons

a) Des mesures correctives pour la conception, l'exécution, le suivi et l'évaluation du projet

Conclusions:

- La période d'exécution du Projet fut marquée par un processus de changement à niveau des Ministères de l'Environnement des deux pays, et cependant les échanges entre les deux pays se sont maintenus. En Haïti, la Direction Départementale devrait avoir plus de responsabilités dans la gestion du projet au lieu d'un point de contact placé dans une Direction centrale du Ministère à Port-au-Prince.
- 1029 emplois ont été créés dans les deux pays, avec 140 emplois directs du côté dominicain et 889 emplois temporaires (les membres des brigades ont été changés au moins tous les trois mois), ce qui a constitué un bienfait pour une bonne proportion de la population qui vit le long de la frontière.

- Le processus de récupération de la végétation du bassin versant Massacre a connu d'importants progrès avec la plantation de plus de 1.5 millions d'arbres. Les travaux de la Direction Régionale du Ministère de l'Environnement des deux pays furent aussi réussis même s'il faudra les renforcer dans la perspective de projets futurs en augmentant leurs capacités ou en renforcant le système de gestion des plantations conjointement avec les organisations locales
- Cette expérience de reboisement à travers des brigades en Haïti constitue un succès. Ce modèle de reboisement massif est rare en Haïti en dehors des aires protégées. Ce modèle doit être conservé pendant la prochaine phase et étendu à d'autres parties du pays. Il peut servir de référence pour une politique publique de reboisement en Haïti.
- Le projet binational facilite les échanges entre les deux pays et permet à Haïti de tirer profit des progrès faits en République Dominicaine. La coordination conjointe est une partie importante dans la réalisation d'un projet identique à celui-ci. Ce climat d'échange et d'émulation entre les deux équipes nationales a contribué en grande partie au succès du reboisement en Haïti.

Leçons Apprises:

- La réalisation d'activités similaires pour les deux pays avec différents contextes présente quelques difficultés, de type opérationnel et en termes de priorités, qui doivent être prises en considération depuis le dessin du projet, pour faciliter la collaboration entre les deux pays.
- La durabilité des actions du projet est assurée, à cause du fait que le Ministère de l'environnement du côté dominicain, a institutionnalisé l'établissement permanent des brigades de reboisement, et la supervision et la maintenance des propriétés avec des écosystèmes de forêt gérée, comme résultat du projet. Cependant, dans le cas d'Haïti, il faut ce type d'engagement de la part du Ministère de l'Environnement, ce qui n'était pas une garantie de durabilité.

- La perception de la rentabilité de la production d'arbres fruitiers et forestiers par les populations des zones d'intervention est une garantie de durabilité du projet dans les deux pays.
- Le reboisement est possible à travers la planification, des stratégies adéquates et la participation locale;
- Dans les deux pays, l'usage des brigades de reboisement est une bonne stratégie pour le reboisement rapide des aires dégradées à travers un processus de planification et de négociation avec les propriétaires des terres,
- La création d'emploi à travers des activités de reboisement et de gestion des ressources naturelles constitue une nécessité réelle des gens en Haïti;
- Les communautés locales ont manifesté un grand intérêt dans le projet, on adapte les activités et travaille pour l'attention locale dans la gestion des plantations;

Recommendations

- L'expérence positive d'une équipe binationale doit être renforcée dans les projets futurs.
 Préférablement deux équipes nationales devraient être établies avec des mécanismes d'échange
- Il est nécessaire de développer des instruments de gestion et de systématisation de l'information et des résultats du projet.
- Il serait convenable, dans le cas d'Haïti, que chaque membre de brigade travaille trois (3) jours par semaine pour qu'un plus grand nombre de personnes puissent participer aux travaux de création d'emploi par le reboisement, sans beaucoup affecter les activités agricoles et d'autres activités économiques de la zone.
- Il faudrait que le Ministère de l'Environnement d'Haïti constitue un minimum de brigades permanentes de plantation et de suivi.

- En Haïti, les activités de reboisement devraient être exécutées directement par la Direction Départementale du MDE. Le projet devrait appuyer cette structure, comme c'est le cas en République Dominicaine
- En comparaison aux problèmes environnementaux identifiés dans la partie haïtienne, les travaux de création d'emploi peuvent s'étendre sur les travaux de conservation des sols et de traitement de ravines. Il faudrait aussi tenir compte de la problématique de l'agriculture non durable, puisqu'il est observé du côté haïtien, une forte agriculture de cultures alimentaires avec des problèmes de dégradation des terres. En développant des initiatives pour incorporer des critères environnementaux dans les politiques agricoles et d'usage de la terre, les impacts de l'activité agricole sur l'environnement seront réduits.
- Une grande demande d'arbres fruitiers est exprimée du côté haïtien. Mais il faut faire attention aux maladies des citrus qui menacent ces espèces dans la zone.
- La nécessité de mettre plus de rigueur sur la formation dans la lutte contre les incendies qui menacent la partie haïtienne.
- Développement en Haïti d'un objectif clair pour le paiement des services environnementaux à travers la création d'emploi et des activités génératrices de revenus qui peuvent prendre diverses formes: le renforcement des chaînes de valeurs existantes, comme l'installation de matériels et d'appareils de transformation du manioc, crédit à un faible taux, etc.
- Nécessité d'interventions dans le contrôle de l'eau pour augmenter le taux de survie des plantations. Différentes modalités peuvent être prévues: captage de fontaine, la perforation de puits avec pompes activées par système solaire, lacs artificiels, système d'arrosage, etc. Le PPI réalisera une intervention dans le Bas-Maribaroux, probablement en collaboration avec le projet AVANSE.
- Vérifier concrètement la cohérence entre certaines interventions spécifiques du projet de la manière à trouver des synergies.
- La dissémination des progrès et/(ou) de résultats atteints avec l'implémentation de la phase I du projet, est nécessaire.

.

b) Actions pour suivre ou renforcer les beneficiaires initiaux du projet

Conclusions.

- La récupération de la végétation dans le bassin versant Massacre dans les prochaines phases fera du bien si la Direction Régionale du Ministère de l'Environnement est renforcée et capable d'assurer le suivi des plantations de concert avec les organisations locales
- Le Programme Frontière Verte est une occasion stratégique pour le renforcement de la collaboration Sud Sud entre les deux pays;
- Les deux pays partagent beaucoup de problèmes similaires qui peuvent être résolus par des efforts conjoints et coordonnés spécialement dans l'amélioration des revenus, la création d'emplois, la protection des forêts et des ressources naturelles, le développement des initiatives de diversification productive;
- Un pourcentage élevé des groupes cibles sont convaincus que les pratiques apprises dans le Projet doivent être appliquées.

Leçons Apprises

- Le reboisement est une bonne manière de créer de nombreux emplois et générer des revenus verts dans les communautés exclues / marginalisées / défavorisées, étant conçu comme une compensation mutuelle et directe aux externalités positives du reboisement et à la participation directe de la population rurale, grâce à la reconnaissance des coûts de la plantation de différentes espèces de plantes de grande valeur.
- L'effectivité d'un pourcentage élevé de groupes cibles dans la maintenance des propriétés reboisées, qui les a fait obtenir les Certifications démontre l'importance de promouvoir la réplique des pratiques agroforestières pour la restauration des aires

dégradées et des partenariats entre les communautés et les institutions du secteur environnemental

Recommandations

- Dans les prochaines phases on poursuivra le renforcement des capacités des organisations du secteur public et la capacité des institutions locales des deux côtés pour la gestion des ressources naturelles transfrontières.
- La démonstration des moyens de subsistance alternatifs à travers des alternatives de production durable, la gestion intégrée des ressources en eau, l'assainissement et la gestion des risques de base et la synergie avec différents acteurs qui travaillent dans les Bassins versants Massacre et pedernales, devrait continuer dans les prochaines phases du projet.
- Le document de projet des prochaines phases, pour une période de deux ans doit être une actualisation et un réajustement du document du projet conçu pour une période de trois ans, tout en considérant les leçons apprises de la Phase 1 et les recommandations du Comité de pilotage Binationale.
- La promotion du reboisement, de l'exploitation forestière ne peut être faite que sur la base de la création de modèles qui démontrent la viabilité de ce type d'activité par opposition aux cultures saisonnières.
- c) Propositions pour des orientations futures qui mettent l'accent sur les objectifs principaux

Conclusions.

- Les changements tangibles dans les fermes et plantations dans lesquelles le Projet a été exécuté pour la récupération de zones dégradées confirment la viabilité des actions mises

en œuvre et des impacts sur les bénéficiaires, les techniciens municipaux et les institutions liées au secteur environnemental

Leçons Apprises

- La stabilité et / ou la continuité dans les actions des ministères de l'environnement d'Haïti et la République dominicaine faciliteraient une meilleure appropriation et la participation dans la mise en œuvre des actions sur le terrain. Ceci est possible à travers le transfert de connaissances entre les ministères de l'Environnement des deux pays et de l'assistance technique des agences de mise en œuvre du projet (PNUE et PNUD).
- L'expérience en Haïti a montré que nous avons besoin d'un engagement financier sur une période plus longue (5 ans minimum) afin de faire face efficacement aux problèmes de la dégradation des ressources naturelles et de la déforestation

Recommandations

- La plate-forme institutionnelle municipale environnementale et l'adoption de systèmes productifs forestiers et agroforestiers et des pratiques adaptatives pour les bénéficiaires, constituent la base pour la réplication des résultats du projet dans le cadre des politiques et les mécanismes de participation nationale.
- d) Les meilleures et pires pratiques en matière de traitement de questions relatives à la perfinence, la performance et le succès.

Conclusions.

La pertinence se manifeste dans:

Le pourcentage élevé de groupes cibles convaincus de la nécessité d'apporter des réponses au problème du déboisement par la mise en œuvre de pratiques pour la récupération environnementale et la productivité des sols, ainsi que par la promotion des modes de production durable pour réduire la pression anthropique sur le couvert végétal.

Une plus grande responsabilisation des fonctionnaires des institutions institutionnels et des techniciens municipaux et départementaux des ministères de l'environnement sur la restauration et la conservation de la couverture végétale.

- La coordination avec les acteurs locaux pour renforcer la diffusion des systèmes de production forestière et agroforestière et les modèles de production durable.
- La coopération bilatérale entre les entités environnementales provinciales et départementales des deux pays à travers le renforcement de la coordination entre elles et la mise en place des systèmes de production forestière et agroforestière à travers l'échange de matériel végétal et des techniques de production et de propagation.
- L'engagement des entités provinciales de l'environnement dans la promotion des systèmes adaptatifs.

Recommandations

Dans le futur, on peut augmenter l'impact des prochaines phases du projet comme suit:

- Le renforcement de la coordination formelle entre le Bureau Binational du Projet et les institutions locales impliquées dans la gestion et l'administration des ressources naturelles.
- L'amélioration de la systématisation de l'information pertinente pour les partenaires producteurs et les organismes communautaires.
- La facilitation d'un mécanisme administratif et financier simplifié pour éviter des difficultés dans la mise en œuvre des activités de manière rapide et dans les délais.
- La diminution des obstacles ou des limitations qui ont accentué les difficultés d'acquisition de technologies et le transfert de connaissances pour appuyer à partir de la RD l'établissement des modèles de moyens de subsistance alternatifs en Haïti, comme un moyen de réduire les écarts entre les situations des deux pays qui ont entravé la mise en œuvre des activités;
- Le renforcement de la systématisation et de la diffusion des résultats par le biais de la création d'une page Web pour assurer le monitorage et le suivi numérique efficace du projet.

- L'idée d'entreprendre des actions futures communes devrait être une réelle opportunité pour une meilleure collaboration entre les ministères et les institutions locales des deux pays.

PARTE I. INTRODUTION

L'intérêt politique croissant des gouvernements d'Haïti et de la République dominicaine pour la zone frontalière et l'importance stratégique de la région par rapport aux objectifs nationaux de réduction de la pauvreté et gestion durable des ressources naturelles ont incité les institutions nationales, organismes internationaux de développement et des organisations non gouvernementales locales à développer des efforts importants pour faire face aux problèmes environnementaux frontaliers. Il ya eu des progrès dans la coordination bilatérale entre la République dominicaine et Haïti, en plus des investissements nationaux et internationaux dans des actions sur le terrain.

Le programme binational "Frontière Verte", conçu comme un espace de solidarité et de compromis commun " entre Haïti et la République dominicaine, est un exemple d'efforts déployés par les deux gouvernements pour aborder les besoins clés de récupération de la couverture végétale et biotique tout au long de la frontière Dominico-Haitienne

Dans ce contexte, le gouvernement de la Norvège a exprimé sa volonté d'appuyer ce processus, en soutenant les mesures du programme "frontière verte", au moyen d'appui financier pour le développement du projet «Revégétalisation et gestion de ressources naturelles transfrontalières: Phase I les bassins versants des rivières Massacre et Pedernales "(RTNR-FV), lancé en mai 2011 et dont la mise en œuvre implique le ministère de l'Environnement des deux pays, le PNUD et le PNUE. Prévu initialement pour une année, le projet a bénéficié de trois périodes d'extension sans coût additionnel et les activités de la dernière extension ont officiellement pris fin le 20 septembre 2013.

A- But de l'Evaluation

• Objetif général.

La réalisation de l'évaluation finale vise à faire le point sur toutes les activités réalisées dans la première phase (c'est-à-dire de mai 2011 à septembre 2013) et à établir le niveau de

rendement du projet, les résultats atteints à ce jour, ainsi que les leçons à tirer de l'expérience dans le contexte des priorités établies par les deux gouvernements. De plus, cette évaluation devra apprécier la pertinence des orientations proposées par les Ministres de l'Environnement des deux pays à travers le Protocole d'Accord signé pour la mise en œuvre du projet.

• Objetifs spécifiques

- 1. Evaluer de manière générale les résultats obtenus par le projet et quelques effets obtenus à moyen et à long terme (à partir de moyens vérifiables), notamment :
- en matière d'amélioration des conditions de vie des familles bénéficiaires ;
- en matière de reboisement et gestion des ressources naturelles transfrontières
- en matière de recapitalisation des familles bénéficiaires ;
- en matière de relance de l'activité économique dans les zones ciblées.
- en matière de pérennisation des bonnes pratiques d'échanges entre brigadiers des deux pays et la coopération binationale
- 2. Evaluer la pertinence, l'efficacité, l'efficience, la durabilité et les impacts des stratégies et activités mises en œuvre dans le cadre de ce projet, avec une attention particulière sur :
- le choix des activités mises en place dans le cadre du projet par rapport aux priorités nationales et aux objectifs stratégiques des deux gouvernements : Haïti et RD
- les leçons apprises et les meilleures pratiques concernant la conception du projet, la mise en œuvre ainsi que la gestion des activités ;
- les relations entre les parties prenantes du projet ;
- la coordination entre le projet et les autres partenaires et acteurs présents dans les zones d'intervention ;
- le montage institutionnel du projet et la conception du projet en général
- l'appropriation par les bénéficiaires des activités menées sur le terrain et par les deux ministères
- La prise en compte de l'aspect genre dans la mise en œuvre de l'action.
- 3. Tirer finalement des enseignements et formuler des recommandations aux parties prenantes d'une part quant aux actions qui ont été mises en œuvre et d'autre part quant au suivi à donner à la première phase.

B-Portée et Méthodologie

La méthodologie suit les alignements des termes de référence. L'évaluation a été réalisée par deux consultants des deux pays qui ont été capables de faire des échanges et de consulter pendant tout le processus. L'évaluation s'est développée dans un temps réparti en 15 jours / hommes. Le rapport s'est basé sur des informations secondaires et primaires. On a eu accès aux documents disponibles du projet. Les visites de champ, entrevues aux acteurs clés institutionnels, et l'analyse d'information furent les principales activités développées pour accomplir des travaux confiés.

Pendant le processus d'évaluation dans les deux pays 15 personnes considérées clés pour les buts de l'étude (voir annexe) ont été interviewées. Les groupes focaux furent les différents bénéficiaires du projet. L'outil d'évaluation s'est appliqué à des personnes bénéficiaires, ayant pour objectif faire l'analyse qui a permis de soupeser et de prendre des leçons sur la Pertinence, l'Efficacité, l'Efficience et l'Impact qui furent les aspects évalués et les éléments basiques analysés.

♦ Aspects evalués y les éléments d'analyse

- 1. **PERTINENCE**. On a fait une identification, une construction et une décision du modèle d'intervention, defini à partir de la cartographie des acteurs, des consultations, une information sur les diagnostics préliminaires et une participation des groupes cibles. En plus on a fait une analyse de la cohérence du modèle, et si les solutions posées sont adaptées pour chaque problématique à résoudre c'est-à-dire la cohérence entre les actions planifiées et les problèmes identifiés, un temps et demi en fonction du modèle. À partir d'éléments suivants d'analyse :
 - ✓ stratégie d'intervention;
 - ✓ Réponses du projet au problème de déforestation dans zone de mise en oeuvre;
 - ✓ activités préparatoires pour l'identification des problèmes;
 - ✓ critères de sélection et focalisation des familles bénéficiaires;
 - ✓ adéquation des décisions du projet avec les attentes et priorités des gens;
 - ✓ dimension genre dans l'exécution du projet;
 - ✓ participation et leadership des femmes dans différentes phases du projet;
 - ✓ participation des femmes de la zone du projet dans le reboisement;

- ✓ niveau de participation des partenaires dans différentes phases du projet;
- ✓ Facteurs de risques.
- 2. **EFFICACITÉ.** L'évaluation de la réalisation des objectifs, des résultats et des produits, et de la mise en œuvre des activités du projet a été faite par l'analyse des éléments suivants.
 - o Avantage supplémentaire généré par le projet;
 - o Mise en œuvre des résultats:
 - o Modèle de mise en œuvre;
 - o Responsabilités des institutions partenaires;
 - Renforcement des organisations de base dans la zone du projet comme effet de la stratégie et des activités mises en œuvre
- **3. EFFICIENCE.** On **a fait** une évaluation des ressources assignées et des moyens pour **implémentation** et gestion des activités du projet, basée sur des entretiens avec des partenaires de mise en application et l'observation directe de la situation. Cela se réalisera grâce à l'analyse des éléments suivants :
- ✓ utilisation du budget;
- ✓ appui financier et logistique;
- ✓ Les mécanismes de contrôle, paiement de brigades, et les procédés d'usage des ressources;
- ✓ Les différences entre les objectifs et les résultats;
- ✓ impact du projet dans des termes d'efficacité de l'action;
- ✓ La consistance et la cohérence des activités, ressources et résultats;
- ✓ Les recommandations pour améliorer le développement des activités du projet.
- **4. IMPACT.** L'impact du projet s'est mesuré grâce à l'analyse des éléments suivants :
- ✓ impacts économiques et sociaux;
- ✓ changements enregistrés avec la mise en application du projet
- ✓ apports du projet qui favorisent la création de synergies et la gestion des ressources naturelles transfrontalières :
- ✓ Des impacts transversaux comme la gouvernance.

♦ techniques d'obtention et d'analyse de l'information

Pour l'obtention de l'information, on a fait une combinaison des techniques suivantes d'évaluation.

- ✓ analyse de l'information secondaire. Les principaux documents relatifs au projet ont été analysés en tenant compte de: la qualité et la pertinence de l'information fournie; une cohérence et une corrélation entre le document; et l'identification des besoins d'information. Entre les documents révisés se trouvent : 1) La Note Conceptuelle du projet, présentée à la Commission Intérimaire de Reconstruction d'Haïti; 2) le document du projet; 3) La Déclaration d'intention de Ouanaminthe pour une coopération triangulaire entre la République d'Haïti, la République Dominicaine et le Ministère des Relations Extérieures de la Norvège pour appuyer le Programme Frontière Verte; ainsi que des rapports de suivi et les moyens de vérification, la liste des bénéficiaires de chacune des interventions du projet et les Notes des réunions binationales.
- ✓ identification de différents acteurs impliqués dans la mise en oeuvre du projet. Un contact s'est établi avec toutes ces catégories de groupes d'intérêt ci-dessous, pour tenir compte de la diversité d'opinions sur les projets :
 - o Responsables au niveau du PNUD et du PNUE
 - Responsables du MDE impliqués dans le projet au niveau central et départemental
 - o Equipe du projet : l'ex- directeur, le nouveau directeur, d'autres exécutifs
 - Gardes forestiers
 - o D'autres partenaires et acteurs dans le milieu d'intervention,
 - o Organisations communautaires de base :
 - o Comité départemental du projet :
 - Mairie, CASEC,
 - Réseau de gardes volontaires
 - Familles bénéficiaires
- ✓ Entretiens bilatéraux. 15 personnes institutionnelles clés (nationales et locales) impliquées dans des rôles et responsabilités distincts dans les différentes phases du projet,

ont été interviewées sous une forme bilatérale. Ces entretiens ont eu une durée de 15 à 45 minutes avec pour finalité de connaître les perceptions sur le projet, les engagements pour la durabilité, les succès, les difficultés et les recommandations identifiées.

- ✓ Entretiens avec des Groupes focaux. À travers cette technique, des bénéficiaires communautaires ont été consultés, permettant l'analyse de quelques aspects stratégiques, opérationnels et transversaux du projet, ainsi qu'une analyse de différents acteurs, la structure de leadership et d'organisation communautaire et la qualité des activités. Les enquêtes sur le terrain se basent sur un échantillonnage intentionnel dans les différentes catégories de bénéficiaires couverts par les activités du projet et qui reflètent la distribution spatiale et économique. Les enquêtes de terrain ont été faites à travers des entretiens et des enquêtes avec des bénéficiaires individuels ou d'un groupe focal. On a mesuré le niveau de réussite des résultats, des situations avant le projet et pendant l'évaluation, l'appréciation des bénéficiaires de la contribution du projet et de ses premiers effets sur l'environnement.
- ✓ Observations directes de terrain. À partir de cette technique on a évalué les aspects dont l'opérationnalisation et le fonctionnement doivent aider les communautaires bénéficiaires ainsi que l'effectivité dans les constructions comme: des pépinières communautaires, des serres, des ruchers, des prises d'eau, des maisonnettes de protection et d'observation, des tours de contrôle d'incendies forestières, et tous ces éléments liés aux travaux physiques développés et aux propriétés reboisées.
- ✓ Questionnaire. Grâce à cette technique on a consolidé les différentes questions qui ont couvert l'évaluation de tous les aspects de l'intervention du projet, regroupées dans les six critères principaux: atteintes des objectifs, pertinence, effectivité, efficacité, durabilité et impact. Le questionnaire a été appliqué dans les entretiens et conversations effectués tant avec des personnes institutionnelles clés qu'avec les groupes focaux en prenant en considération leurs rôles dans les différentes phases du projet. Des guides d'entretien semi-structurés ont été préparés pour compiler des données de ces acteurs.

C-Contexte de l'Évaluation

Dans la réalisation du contrat souscrit avec le PNUD des deux pays, les consultants réalisent la présente évaluation finale selon la modalité de contrat externe, pour estimer le degré d'avancement à la fin de la période de l'action et l'atteinte des résultats du projet des deux côtés. Ont été aussi respectés les engagements des agences de mise en œuvre qui, à travers la qualité de leurs interventions, ont favorisé un environnement de collaboration et de travail en apportant des explications raisonnables que soutiennent les recommandations, qui selon les critères des évaluateurs, sont pertinentes et applicables pour de futures interventions.

Le contrat avec les évaluateurs a été exécuté sur demande du PNUE, institution chargée de sponsoriser l'évaluation, évolution finale externe, avec l'accord des Ministères de l'environnement des deux pays et du PNUD.

D- Structure du Rapport d'Évaluation

Dans sa composition ce Rapport final des résultats du projet est structuré en quatre parties en accord avec les stratégies et les mandats du PNUD en rapport avec le guide de contenu et la forme de structuration du contenu de l'évaluation, et les questions formulées dans les Termes de Référence.

La première partie qui aborde les aspects se référant à l'objectif de l'évaluation, la portée, la méthodologie et le contexte de l'évaluation est introductive. Dans la deuxième partie, il y a une brève description du projet et un contexte de développement, abordant les aspects liés au début et à la durée du projet, les problèmes que le projet a essayé d'aborder, les objectifs immédiats et de développement du projet ainsi que les indicateurs de référence établis, les principaux intéressés et les résultats prévus.

La troisième partie montre les principales découvertes au cours de l'évaluation en suivant les stratégies et les ordres du PNUD sur les questions formulées dans les TDRs. Ainsi que les matrices ou les tableaux de résumés des points trouvés qui servent de soutien à l'information présentée dans cette évaluation. Les principaux aspects évalués dans ce paragraphe sont : l'élaboration et la formulation du projet; l'exécution du projet; et, les résultats du projet, basés

sur l'analyse de la réussite des objectifs, de l'importance ou de la pertinence, de l'effectivité, de l'efficacité, de l'implication nationale, de l'intégration, de la durabilité et des impacts du projet.

La quatrième partie, présente les conclusions, les recommandations et les leçons du projet, elle présente les mesures correctives pour l'élaboration, l'exécution, le suivi et l'évaluation du projet; les actions pour suivre ou renforcer les bénéfices initiaux du projet: les propositions pour des directions futures qui accentuent les principaux objectifs; les meilleures et pires pratiques pour aborder des questions relatives à la pertinence, au rendement et au succès.

La cinquième et dernière partie, contient les annexes. Ceux-ci sont: des termes de références; une liste de personnes interviewées; un questionnaire; et une matrice de questions d'évaluation entre autres.

PARTIE II-Description du Projet et contexte de developpement du projet

Le projet "Revégétalisation et gestion des ressources naturelles transfrontalières: Phase I bassins versants des rivières Massacre et Pedernales », a été la première initiative mise en œuvre dans le cadre du programme binational "frontière verte" Celle-ci a eu un horizon de plusieurs années d'exécution. Le projet a été développé sous une gestion binationale de bassins hydrographiques transfrontaliers, et les besoins essentiels pour la récupération de la couverture végétale et des écosystèmes dans la région des bassins des rivières Massacre et Pedernales ont été abordés. La zone de mise en oeuvre du projet a englobé près de 675.23 km2 au niveau de bassin. La zone

La zone de mise en oeuvre du projet à englobe pres de 6/3.23 km² au niveau de bassin. La zone directement impliquée a été distribuée de la manière suivante : Dans le bassin de la rivière Massacre 501km², desquels 150km² correspondent à Haïti et 351km² à la République Dominicaine. La zone affectée comprend seize (16) sections : huit du côté haïtien dans les communautés Ferrier, Ouanaminthe et Capotille; et huit du côté dominicain dans les municipalités de Dajabón et de Loma de Cabrera. Dans le bassin versant de la rivière Pedernales, qui forme la frontière avec Haiti depuis son embouchure dans la Mer des caraibes jusqu'à plusieurs kilomètres d'eau en amont, avec une étendue de 174.23km² la zone affectée comprend neuf (9) sections : quatre (4) du côté haïtien dans la communauté de Anse-à-Pitre; et cinq du côté dominicain dans la municipalité de Pedernales. La zone géographique et la population cible du projet se trouvent dans le tableau ci-dessous.

Tabla 1: Zone et Population cible du Projet/Pays par bassin versant, Département et Comunne

BASSIN VERSANT DE LA RIVIÈRE MASSACRE			BASSIN VERSANT DE LA RIVIÈRE PEDERNALES				
REPÚBLIQUE D'HAITI REPÚBLIQUE DOMINICAINE				REPÚBLIQUE DOMINICAINE			
DEPARTEMENT/ COMMUNE/ SECTION	POPULA TION	PROVINCE/ MUNICIPALITÉ/ SECTION	POPULA TION	DEPARTEME NT/ COMMUNE/ SECTION	POPULA TION	PROVINCE/ MUNICIPALITÉ / SECTION	POPULA TION
NORD-EST DEPARTEMENT	128,182	DAJABON	5,985	SUD-EST DEPARTMEN T	21,846	PEDERNALES	1,622
Ferrier (Bas-Maribaroux)	13,096	Dajabon (Cañongo, (Libertador, Cayuco Corral Grande)	4,211	Anse-à-Pitres (Boucan- guillaume +Q.Banane, y Bois-D'orme)	21,846	Pedernales (Aguas Negras, La Altagracia, Mencia, Los Arroyos, Las Mercedes)	1,622
Ouanaminthe (Haut-Maribaroux, Acul- Des-Pins, Savane-Longue, Savane-Au-Lait, Gens-De- Nantes)	100,000	Loma de Cabrera (Pueblo Nuevo Capotillo, Hipólito Billini, Tres Palmas	1,774				
Capotille (Capotille, Lamine)	15,086						

La zone spatiale de mise en oeuvre du projet se montre dans les cartes des deux bassins hydrographiques dans les figures 1, 2, 3 et 4.

Figure 1: Republique Dominicaine: Carte Político-Administrative du bassin de la rivière Masacre.

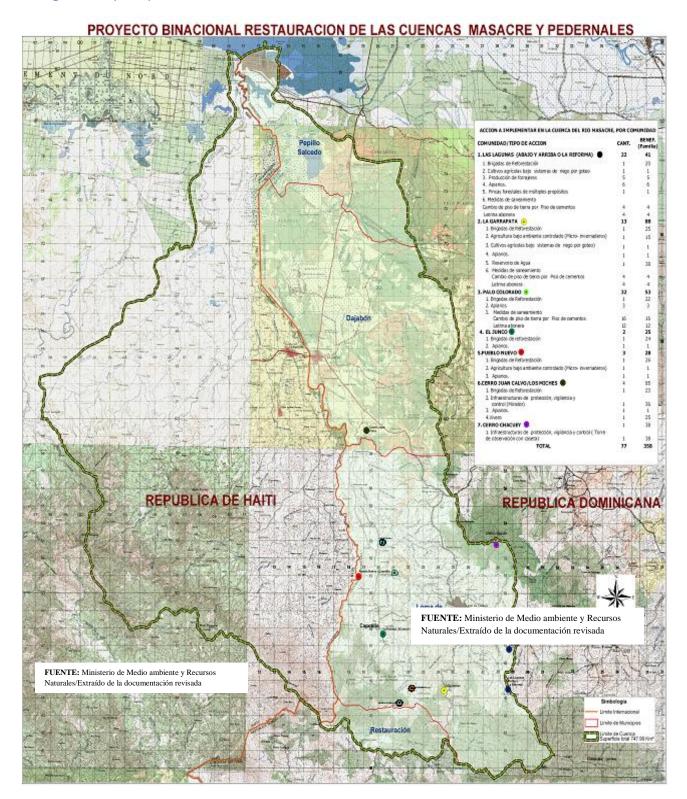


Figura 2: Republique Dominicaine: Carte Politico-Administrative du bassin versant de la rivière Pedernales.

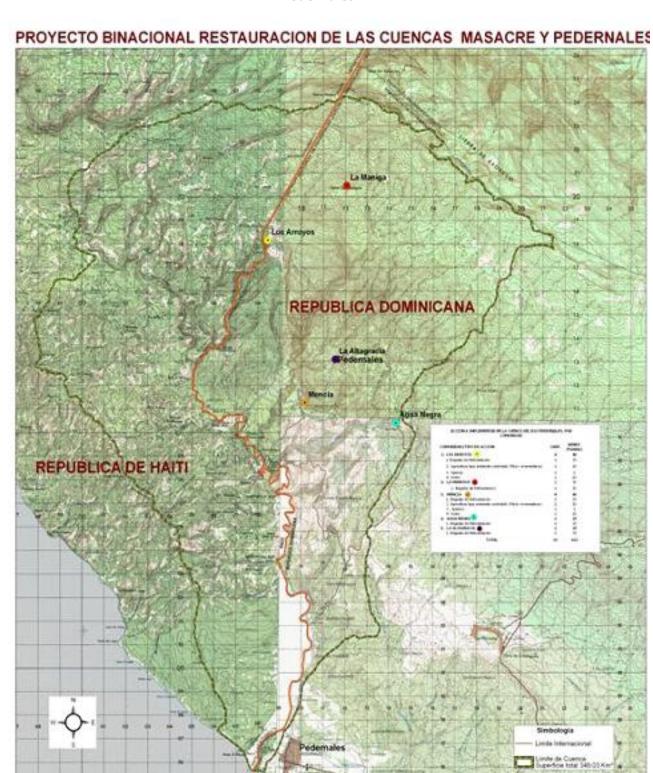


Figure 3: Republique d'Haiti: Carte politico-administrative du bassin versant de la rivière Massacre



Figure 4: République d'Haïti: Carte politico-administrative du bassin versant de la rivière Pedernales



A. Début et Durée du Projet

Comme initiative visée, à être développée dans le cadre d'une gestion binationale de bassins hydrographiques transfrontaliers, le Projet RTNR-FV/Massacre et Pedernales a été élaboré pour être exécuté en quatre ans, avec une première phase d'un an.

L'exécution de la Phase I a été effectuée pendant une période de deux ans et quatre mois (2.4 ans), comprise entre mai 2011 jusqu'à septembre 2013. Initialement cette première phase, a été planifiée pour être exécutée en un an (Mai 2011-Mai 2012), avec une dernière extension qui a officiellement terminé le 20 septembre 2013.

B. Problèmes que le projet a visé d'aborder

Le problème central que le projet a visé d'aborder s'est présenté comme suit: La couverture végétale réduite qui menace l'intégrité des ecosystèmes forestiers fragiles, la quantité et la qualité de services environnementaux, et l'augmentation de la vulnérabilité des habitants liés aux désastres, considérée comme le problème environnemental majeur affectant la zone frontalière entre la République dominicaine et Haïti.

La zone frontalière a hérité d'un passif environnemental produit de l'exploitation forestière avec des buts d'exportation en Europe et d'autres parties du monde, réalisée au XIXe siècle jusqu'au milieu du XXe siècle. Les reliques des bois naturels représentent actuellement moins de 2 % de tout le territoire, et la zone frontalière entre la République d'Haïti et la République Dominicaine est vulnérable aux processus progressifs de désertification. Les habitats naturels se trouvent altérés, endommagés ou détruits. Augmentation de la perte de la diversité biologique, perturbation des fonctions ecosystémiques.

Le projet aborde directement l'axe lié avec la déforestation évitée, pour assurer la capacité de rétention d'eau des bassins hydrographiques frontaliers. Il se base sur la gestion durable des ressources naturelles, pour assurer les bases naturelles et pour participer au bien-être des communautés. En abordant les causes fondamentales de la déforestation et de la dégradation des ressources naturelles, considérant les forêts avec une approche transfrontalière et se basant sur

l'importance que ceux-ci ont pour la production d'eau et ses contributions dans l'impact sur le changement climatique et la lutte contre la désertification.

C-Objetifs de Développement et Immédiat du Projet

L'objectif de développement du projet a cherché à : "Créer un environnement favorable pour restaurer les écosystèmes transfrontaliers et pour réduire la vulnérabilité au changement climatique, pour améliorer les conditions de vie des populations haïtiennes et dominicaines, spécialement celles-là qui vivent dans les bassins hydrographiques le long de la frontière ".

L'objectif immédiat du projet a été défini, comme : " l'établissement, dans une perspective de coopération binationale, de mesures de récupération d'écosystèmes vulnérables et des modèles de production socialement, économiquement et environnementalement durable, le long de la ligne frontalière entre RD et Haïti, spécifiquement dans l'espace géographique des bassins versants des rivières Massacre et Pedernales

D-Indicateurs de Référence Établis

Pour mesurer les succès obtenus par résultats et produits, pendant la Phase I de mise en oeuvre d'un an du projet, vingt-six (26) indicateurs ont été établis, desquels trois (3) n'ont pas été établis pour le côté Dominicain. Dans ce sens, 23 et 26 indicateurs ont été établis pour les côtés dominicains et haïtiens, respectivement. Ces indicateurs établis sont distribués selon des résultats et produits prévus. Dans la case suivante on montre l'analyse des indicateurs de références établis pour les deux pays, avec une précision des 3 produits spécifiques du côté Haïtien, dans le cadre de résultat et le plan de travail pour la première année décrite dans le document et la Note Conceptuelle de projet présentée à la Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti.

Tabla 2: Indicateurs de référence établis par produit

RESULTATS	INDICATEURS DE REFERENCE ETABLIS PAR PRODUIT
L'obtention du résultat 1.Couverture végétale restaurée. Se mesurerait à partir de quatre (4) indicateurs, distribuyés dans les produits, 1.1, 1.2 e 1.3.	 1.1. Zones degradées reboisées, avec des espèces forestières y agroforestières pour la conservation et l'usage multiple. Superficie reboisée. Esperant i) Avoir 825 hectares reboisées au milieu de 2012; ii) Augmenter le nombre de brigades binationales. De 37 brigades avec 10 personnes / brigades en 2010 à 65 brigades binationales avec 10 personnes / brigade, avec 28 nouvelles brigades en 2011. Du côté de RD, on compte augmenter de 19 brigades avec 10 personnes / brigade en 2010 à 30 brigades avec 10 personnes / brigades en RD cela fait 11 brigades de plus.
	1.2. Pépinières communautaires établies pour produire des plantes d'espèces forestières et agroforestières, endémiques, natives ou introduites de grande valeur, espérant laisser : iii) Quatre (4) pépinières communautaires opérationnelles et produisant des plantules selon le calendrier à la fin de 2011 .

RESULTATS	INDICATEURS DE REFERENCE ESTABLIS SELON DES PRODUITS
L'obtention du Résultat 2. Renforcement de la capacité institutionnelle des organisations du secteur public et des organisations locales des deux côtés de la frontière pour la gestion des ressources	 2.1. Information obtenue sur l'état des ressources naturelles, la biodiversité et les aspects socio-économiques. on espérait avoir terminée à la fin de 2011 : v) 15 % d'informations sur un commerce transfrontalier des biens environnementaux sensibles; vi) 15 % d'informations biophysiques et socio-économiques sur les bassins versants Massacre et pedernales; et vii) connaître 15 % de l'impact de la migration humaine transfrontalière sur l'environnement.
naturelles transfrontalières. Il se mesurerait à travers onze (11) indicateurs,	 2.2. Données, basée sur SIG, disponibles pour gérer l'évolution de la couverture forestière des bassins versants. viii) On espérait avoir 50 % des noeuds d'information géographique installés et opérant vers le milieu de 2012

distribués dans les	2.3. Leaders communautaires et acteurs clés entraînés et sensibilisés sur la
produits. 2.1, 2.2, 2.3,	gestion des ressources naturelles et de l'assainissement. Il espérait à la fin de
2.4, 2.5 et 2.6	2011 :
•	ix) Avoir au moins 15 % des leaders et acteurs clés entraînés et sensibilisés; et,
	x) Avoir quatre, éco - visites avec des enfants et de jeunes écoliers organisées.
	2.4. Personnel des institutions gouvernementales entrainé. Il espérait
	atteindre à la fin de 2011 :
	xi) Au moins le 50 % du personnel des institutions de l'état entraîné et intégré dans la gestion des ressources naturelles.
	xii) Au moins 50 % du personnel de douanes entraîné pour contrôler le
	commerce des espèces et des produits à la frontière.
	2.5. Réseaux participatifs établis pour le contrôle et la gestión in situ,. on
	espérait avoir à la fin de 2011 :
	xiii) Sept (7) réseaux, 2/commune et municipalités Trois (3) réseaux en RD,
	2/municipalités, 4 réseaux en Haïti
	2.6 Les plate-formes binationales créées et établies pour la conservation et la
	protection in situ, des aires de haute valeur de biodiversité et de conservation. on espérait avoir à la fin de 2011 :
	xiv) 50 % des systèmes de gestion et de contrôle in situ, (des maisonnettes de surveillance et de contrôle, des sentiers, des douanes vertes, des zones de protection) installés
	xv) 15 % des conditions requises pour déclarer la Réserve de la Biosphère
	haïtienne dans le Programme Homme et la Biosphère de l'UNESCO terminé

RESULTATS	INDICATEURS DE REFERENCE ESTABLIS SELON DES PRODUITS
L'obtention du Résultat	3.1. Agriculture développée en environnement contrôlé.
3 Démonstration des	xvi) On espérait remettre, trois (3) serres métalliques de 500m² c/u, clef à la
moyens de subsistance	main, vers le milieu de 2012
alternatifs durables à	
travers des modèles de	
production, de gestion	3.2. Propriétés établies pour la production de cultures agricoles irriguées par
intégrée des ressources	dégouttement
en eau et	xvii) on espérait avoir 10 hectares de production de cultures de cycle court irriguées au
d'assainissement	goutte à goutte avec des techniques de conservation du sol et d'eau, vers le milieu de
environnemental	2012.
basique et de gestion de	
risque . Il se mesurerait à	3.3. Des ruches d'abeilles établies.
partir de huit (8)	xviii) On espérait remettre Neuf (9) ruchers de 25 boîtes installées et fonctionnant à

indicateurs, distribués	l'intérieur, vers le milieu de 2012
dans les produits. 3.1,	
3.2, 3.3, 3.4, 3.5, 3.6, 3.7	
et 3.8	3.4. Des unités établies pour la production dans des étables d'espèces herbivores
St 3.8	mineurs basées sur la production de fourrage de haute valeur nutritionnelle.
	xix) Vingt-et-une (21) unités de brebis / chèvres établies dans les bassins de Massacre et
	pedernales à la fin de 2013. En RD, II fut programmé pour la Phase II du projet.
	pedernales a la fin de 2015. En KD, il fut programme pour la Fhase il du projet.
	3.5. Des propriétés forestières établies à but multiple (énergie, bois).
	xx) on espérait avoir 5 hectares de propriétés forestières énergétiques établies, au milieu
	de 2012
	3.6. Reservoirs d'eau installés.
	xxi) on espérait avoir deux (2) reservoirs surs d'eau, installés au milieu de 2012
	3. 7. Des conditions d'habitats pour l'assainissement de base des environnements
	ruraux améliorés.
	xxii) Huit foyers sains (avec étage en ciment, une technologie adaptée pour l'élimination
	d'excretas, des eaux usées, d'ordures solides, de gestion et de stockage d'eau) vers le
	milieu de 2012
	. Un Fonds de Compensation Communautaire pour appuyer des initiatives locales
	établies. Ce produit était uniquement pour Haïti.
	xxiii) À la fin de 2011, 60 % du fond est capitalisé par les fonds nécessaires
	4.1. Comités de Coordination Binationaux établis et opérationnels
L'obtention du Résultat	xxiv) on attendait que le comité binational réalise trois (3) réunions; une (1) pour
4., Le renforcement de	approuver le POA, et deux (2) pour évaluer les avancées et les résultats du projet, à la fin
la coopération	de 2011
technique binationale	
en matière de gestion	
_	4.2 Equipes techniques Installées et opérationnelles pour l'exécution du projet
du projet , pour	xxv) On espérait que les équipes de travail des techniciens binationaux, exécutent 98 %
garantir le	de l'ensemble d'activités planifiées et approuvées dans le POA 2011 du projet, avec la
fonctionnement	
efficient et la	participation active des communautés locales
divulgation des	
resultats II se	4.3 . Le système de gestión du projet Installé et opérationnel
mesurerait avec trois (3)	xxvi) On espère réaliser trois (3) révisions périodiques : Deux (2) révisions de gestion
indicateurs, distribués	une / semestre; et une évaluation finale avec résultats de la première année du
dans les produits 4.1, 4.2	_
et 4.3	projet
J. T.J	

E- Les principaux Intéressés

Dans le cadre de la Déclaration d'Intention de Ouanaminthe pour une coopération triangulaire signée entre le Ministère de l'Environnement d'Haïti, le Ministère de l'Environnement et des Ressources Naturelles et la Secrétairie d'Etat du Ministère Norvégien des Affaires Extérieures pour appuyer le Programme "Frontière verte ", une stratégie d'association s'est établie entre les structures étatiques nationales qui ont apporté des techniciens et des professionnels, et les Agences des Nations Unies PNUD et PNUE qui ont facilité une assistance technique et la coordination binationale entre les institutions nationales des deux pays. Ils ont constitué les principaux partenaires dans la réalisation de ce projet et ils se sont engagés à apporter les ressources économiques nécessaires pour l'exécution de cette première phase.

Les Groupes cibles, les partenaires communautaires, qui sont les administrateurs des modèles productifs, de l'infrastructure de protection et de surveillance, de production de plantules et de captage d'eau remis par le projet, ainsi que de la maintenance des propriétés où des travaux de reboisement ont été réalisés sont les principaux intéressés dans la réalisation de ce projet et ils se sont engagés à en assurer la maintenance pour garantir son fonctionnement. Dans le cas spécifique de la République Dominicaine, les infrastructures de protection et de surveillance, de production de plantules sont administrées entre ces groupes cibles et le Ministère de l'environnement. Il en est de même pour la maintenance des propriétés reboisées pour un an après la finalisation du projet par le Ministère.

En général le projet RTNR-FV/Masacre-Pedernales a eu du succès dans l'établissement des accords effectifs d'association avec les acteurs prévus dès sa conception et avec d'autres acteurs communautaires associés qui ont eu des incidences sur la zone pendant sa mise en oeuvre

F-Resultats Prévus

Pour créer une atmosphère favorable afin de restaurer les écosystèmes transfrontaliers, de réduire la vulnérabilité au changement climatique et d'améliorer les conditions de vie des populations haïtiennes et dominicaines qui résident dans ces bassins, le Projet RTNR–FV/bassins versants Masacre et Pedernales a prévu l'obtention de quatre résultats.

Résultat 1. Couverture végétale restaurée. liés à la gestion et à la restauration des ressourses naturelles transfrontalières fragmentées et à l'intégration des secteurs public et privé, favorisée par le rapprochement entre le Gouvernement et les principaux intéressés à niveau local à travers des produits suivants, (i) l'établissement de mécanismes de coordination interinstitutionnelle et logistique pour établir un système de brigades binationales pour le reboisement d'espaces dégradés avec des espèces forestières et agroforestières de grande valeur. (ii) pépinières communautaires pour produire des plantes indigènes d'espèces forestières et agroforestières, de grande valeur.

Le travail de reboisement a été réalisé par des brigades communautaires, conçu comme une compensation mutuelle et directe aux externalités positives du reboisement et de la participation directe de la population rurale, en générant "des postes de travail et des revenus verts" grâce à la reconnaissance des coûts de planter différentes espèces de plantes de haute valeur. Pour son exécution ils ont pris en considération, les leçons apprises dans l'exécution des activités de reboisement réalisées des deux côtés de la frontière avec l'appui du Gouvernement de la République Dominicaine;

Résultat 2. Renforcement de la capacité institutionnelle du secteur public et d'organisation locale des deux côtés de la frontière, pour la gestion des ressources naturelles transfrontalières

.

Ceci a principalement consisté dans le développement de capacités pour garantir les responsabilités partagées et différenciées entre les Ministères de l'environnement, les gouvernements locaux et les principaux acteurs locaux des deux pays, les activités ont été exécutées à travers les deux objectifs principaux : le travail de consultation et les ateliers de formation à différents niveaux ainsi que le développement d'un système d'informations géographiques et l'établissement d'une plate-forme binationale pour la conservation et la protection in situ, des zones de haute valeur de biodiversité et de conservation.

Résultat 3. Démonstration de moyens alternatifs de subsistance durables à travers les modèles de production, la gestion intégrée de ressources hydriques et l'assainissement environnemental de base et la gestion du risque.

Le but consiste à réduire la pression humaine sur les ressources naturelles des deux bassins, grâce à l'établissement de services ruraux d'assainissement et de modèles productifs innovateurs comme alternatives économiques environnementalement durables. Les modèles de production comprennent: des ruches, une production en environnement contrôlé (des micro-serres), la production agricole par irrigation goutte-à-goutte, la production de forrages de haute valeur nutritionnelle pour l''elevage du petit bétail, des propriétés forestières d'usages multiples (bois et énergie). Les mesures sanitaires comprennent: le captage d'eau, la disposition des excrétas et l'amélioration de l'achèvement du logement.

Les alternatives de moyens de vie sont dérivées du concept de paiement ou de compensation pour des services environementaux. Les compensations directes et indirectes aux deux parties étaient pour la protection des territoires dominicains et haïtiens et la restauration du patrimoine naturel dans la zone frontalière. Les matériels et appareils ont été fournis aux bénéficiaires pour l'établissement des modèles productifs et des mesures sanitaires. Les compensations directes ont consisté à faire bénéficier les utilisateurs de meilleures conditions d'hygiène dans leurs foyers et des modèles productifs financés par le projet. En échange, les utilisateurs ont la responsabilité d'assurer la maintenance du modèle productif et de mettre en pratique les mesures de conservation recommandées. Une autre compensation indirecte a été reçue par les populations rurales pour améliorer l'accès à l'eau, grâce à des investissements publics dans les systèmes de captage d'eau (dépôt d'eau), comme mesures de la gestion intégrée des ressources en eau et de la gestion des risques et, par conséquent, de toutes les autres activités.

Résultat 4. Renforcement la coopération technique binationale en matière d'une gestion du projet, pour garantir le fonctionnement efficient et la divulgation des résultats. L'objectif de cette composante est de garantir l'administration effective et la diffusion des résultats du projet

Dans le tableau 3 suivant on montre un résumé des résultats et de produits prévus pour la Phase I du Projet RTNR-FV/bassins Masacre et de pedernales

Tabla 3: **Résultats et produits prévus pour la Phase I du Projet**

RESULTATS	PRODUITS
1. Couverture végétale restaurée.	 1.1. Des zones dégradées reboisées, avec des espèces forestières et agroforestières pour conservation et á usages multiples. 1.2. Des pépinières communautaires établies pour produire des plantes d'espèces forestières et agroforestières, endémiques, natives et/ou introduites 1.3. Modèle participatif établi pour obtenir l'information et pour contribuer à régulariser le régime foncier du côté haïtien du bassin versant
2. Renforcement de la capacité institutionnelle du secteur public et d'organisation locale des deux côtés de la frontière, pour la gestion des ressources naturelles transfrontalières	 2.1. Informations sur l'état des ressources naturelles, de la biodiversité et d'aspects socio-économiques dans la zone frontalière levée. 2.2. Système d'information géographique et des outils installés pour la surveillance de la déforestation par des capteurs lointains 2.3. Des leaders communautaires et des acteurs clés entraînés et une plus grande sensibilisation dans la population locale sur la gestion des ressources naturelles, sur eau et l'assainissement 2.4. Personnel entraîné dans lesinstitutions gouvernementales 2.5. Des réseaux participatifs établis pour le contrôle et la surveillance in situ, 2.6. Les plate-formes binationales Créées et établies pour la conservation et la protection in situ, des zones de haute valeur de biodiversité et de conservation
3. Démonstration d'alternatives de moyens de vie durable à travers les modèles de production, une gestion intégrée de ressources hydriques et l'assainissement environnemental de base et la gestion des risques.	 3.1.Agriculture développée en environnement contrôlé 3.2. Propriétés établies pour la production de cultures agricoles irriguées par la technique d'irrigation goutte-à-goutte 3.3. Des ruches d'abeilles établies 3.4. Des unités établies pour la production dans des étables d'espèces herbivores basées sur la production de fourrage de haute valeur nutritionnelle 3.5. Des propriétés forestières établies à usage multiple (énergie, bois) 3.6. Des réservoirs d'Eau installés 3.7. Des conditions des habitats pour l'assainissement de base pour des environnements ruraux améliorées 3.8. Un Fond établi pour la Compensation Communautaire pour appuyer des initiatives locales.
4. Renforcement de la cooperation tecnique binationale en relation avec la gestion du projet, pour garantir le fonctionnement efficace et la diffusion des resultats	4.1. Des comités Binationaux de Coordination établis et opérationnels 4.2. Des équipes techniques installées et opérationnelles pour l'exécution du projet 4.3 Système de surveillance du projet installé et opérationnel

PARTIE III. DÉCOUVERTES

3.1. Conception et Formulation du Projet

Pour évaluer rapidement le Projet RTNR-FV/Masacre et Pedernales, il est important de réviser brièvement l'histoire de sa formulation et conception. Depuis 1997, le gouvernement dominicain a mis en application le Plan National Quisqueya Verte, exécuté à travers des brigades communautaires de reboisement. En 2008, les ministres de l'environnement des deux pays, le Dr. Jaime David Fernández Mirabal et l'Ing. Jean Marie Claude Germain ont signé la Déclaration de Vía Anacaona, où ils se sont mis d'accord pour créer un programme binational pour promouvoir le reboisement et la restauration des zones dégradées le long des frontières de 315 kilomètres entre les deux pays.

Dans le cadre de cet accord, entre janvier 2009 à février 2010, des actions binationales ont débutées, à partir de l'établissement d'environ 36 brigades binationales de reboisement (19 en RD 17 en Haïti) qui sont parvenues à planter 1,793,085 espèces d'arbres forestiers et agroforestiers (1,153,085 en RD et 640,000 en Haïti, avec l'appui du Gouvernement de la République Dominicaine

En mars 2010, le Programme **Frontière Verte** a été élaboré, formulé, conçu comme un "Espace de solidarité et d'engagement commun, en prenant les bassins hydrographiques transfrontaliers comme unité de planification, où les mesures adoptées seraient exécutées pour la mise en application du Programme précité.

En juin 2010, le Gouvernement de la Norvège a exprimé sa volonté d'appuyer les mesures du Programme Frontière Verte visant à améliorer l'environnement des deux côtés de la frontière. Au milieu de juillet 2010, une délégation haïtienne s'est rendue à Santo-Domingo pour formuler et élaborer le "Projet RTNR-FV/Masacre-Pedernales", dans le cadre de Frontière Verte, qui serait financé par des fonds apportés par le Gouvernement de la Norvège. Le 13 septembre 2010, au cours d'une réunion réalisée en Haïti, les délégations dominicaines et haïtiennes ont présenté la proposition du projet devant la Mission la Norvégienne, avec pour résultat l'ordre de formuler une Note Conceptuelle du projet et de l'expédier à la CIRH; et une fois le projet approuvé par la

CIRH, on élirait l'agence d'implementation des Nations Unies, un accord de coopération triangulaire entre les deux gouvernements et le gouvernement norvégien serait signé.

À la fin d'octobre 2010 le projet a été approuvé par la CIRH. Entre novembre et décembre 2010 le document du Projet a été élaboré. " revégétalisation et gestion des ressources naturelles transfrontières : phase I bassins versants des rivières Massacre et Pedernales" (RTNR–FV/Masacre et Pedernales). En mai 2011 la Déclaration de Ouanaminthe a été signée, et, dans sa mise en œuvre, on impliquerait les ministères de l'environnement des deux pays, et les Programmes des Nations Unies PNUD et PNUE. Cette première phase a été initialement projetée pour un an, compris entre mai 2011 et mai 2012, une dernière extension a été accordée et a pris fin le 20 septembre 2013.

A. Analyse du cadre logique et du Cadre des Résultats

L'analyse du cadre logique du Projet RTNR-FV / Bassins versants Massacre et Pedernales a été faite en se basant sur le contenu du cadre logique du Programme Frontière Verte, et le cadre du résultat propre du projet.

La structure du cadre des résultats du Projet RTNR-FV/Masacre et Pedernales a été élaborée comme un outil pour orienter et mesurer le progrès et les résultats obtenus en quatre priorités. Ils conceptualisent et définissent les résultats directs à obtenir, comme conséquence de l'utilisation des produits (biens et/ou services) obtenus et remis par le projet. Le cadre des résultats fournit une information importante sur le déroulement du projet. Pour chacun des quatre résultats, il produit un vaste résumé des indicateurs, des produits et des activités. Pour chacun des produits, on a établi au moins un indicateur incluyant le but, comme observé plus haut (Paragraphe D. Indicateurs de Référence Établis, dans la Partie II). Au niveau général, l'analyse du cadre des résultats dans son ensemble révèle que le Projet a été élaboré pour agir sur quatre axes stratégiques / résultats et dix-huit lignes stratégiques / produits, simultanément, lesquels apparaissent dans le tableau ci-dessous.

La qualification suivante se réfère à la pertinence par rapport aux objectifs, aux résultats, aux produits, aux indicateurs et aux cibles établis dans le Cadre de Résultat lors de l'élaboration du projet, cela se rapporte dans le tableau suivant.

Tableau 4 : Analyse du Cadre de Résultats du Projet RTNR-FV / Bassins versants Massacre et Pedernales

OBJECTIF, RÉSULTATS ET PRODUITS	INDICATEURS DE RÉFÉRENCES ÉTABLIS	QUALIFICATION
objectifs du Projet		6
objectif de Développement	• Créer un environnement favorable pour restaurer les écosystèmes transfrontaliers et réduire la vulnérabilité au changement climatique, pour améliorer les conditions de vie des populations haïtiennes et dominicaines, spécialement celles qui vivent dans les bassins hydrographiques le long de la frontière.	6
objectif Immédiat.	 Etablissement, dans une perspective de coopération binationale, de mesures de récupération d'écosystèmes vulnérables et des modèles de production socialement, économiquement et environnementalement durables, le long de la ligne frontalière entre RD et Haïti, spécifiquement dans l'espace géographique des bassins versants des rivières Massacre et Pedernales 	6
résultat 1. couverture végétal	e restaurée.	6
produit 1.1. Des zones dégradées reboisées, avec des	• Avoir 825 hectares reboisées au milieu de 2012.	6
espèces forestières et agroforestières pour la conservation de Surfaces reboisées et à 'usage multiple.	• Augmenter le nombre de brigades binationales. De 37 brigades avec 10 p/brigades en 2010 à 65 brigades binationales avec 10 p/brigade, avec 28 nouvelles brigades en 2011. Du côté de RD, on arrivait à passer de 19 brigades avec 10 p/brigades en 2010 à 30 brigades avec 10 p/brigadas en RD, avec 11 brigades de plus.	6
produit 1.2. Des Pépinières communautaires établies pour produire des plantes d'espèces forestières et agroforestières, endémiques, natives ou introduites de haute valeur.	• Quatre (4) pépinières communautaires opérant et remetant des plantules selon le calendrier à la fin de 2011.	6
produit 1.3. modèle participatif établi pour obtenir des informations et pour contribuer à régulariser le régime foncier du côté haïtien du bassin versant.	• Espérer avoir une Carte montrant les conflits de régime foncier produit, au milieu de 2012. (Il s'appliquait seulement pour Haïti)	5
résultat 2. Renforcement de l public et des organisations loc ressources naturelles transfro	6	
produit 2.1. information	• 15 % des informations sur le commerce transfrontalier	6

obtenue sur l'état des ressources naturelles, de la	des biens environnementaux sensibles; • 15 % des informations biophysiques et socio-	
biodiversité et sur des aspects socio-économiques.	économiques sur les bassins versants Massacre et Pedernales;	6
	• 15 % de l'impact de la migration humaine transfrontalière sur l'environnement est connu.	5

OBJECTIF, RÉSULTATS ET PRODUITS	INDICATEURS DE RÉFÉRENCE ÉTABLIS	QUALIFICATION		
produit 2.2. Donnée, basée sur SIG, disponible pour assurer le suivi de l'évolution de la couverture forestière des bassins.	• Espérer avoir 50 % des noeuds d'information géographique installés et opérationnels vers milieu de 2012	6		
produit 2.3. Des leaders communautaires et des acteurs cléfs entraînés et sensibilisés	 Avoir au moins 15 % des leaders et d'acteurs clés entraînés et sensibilisés; et, 	6		
sur la gestion des ressources naturelles et de l'assainissement	• Organiser quatre, éco - visites avec enfants et de jeunes écoliers organisés.	6		
produit 2.4. personnel des	• Au moins 50 % du personnel des institutions de l'Etat entraîné et intégré dans la gestion des ressources naturelles.	6		
institutions gouvernementales entraîné .	• Au moins 50 % du personnel de douanes entraîné pour contrôler le commerce des espèces et des produits à la frontière.	6		
produit 2.5. Des réseaux participatifs établis pour le contrôle et la surveillance in situ,.	Pes réseaux ablis pour le • Sept (7) réseaux, 2/commune et des municipalités Trois			
produit 2.6. Des plate-formes binationales créées et établies pour la conservation et la	• 50 % des systemes de gestion et de contrôle in situ installés, (des maisonnettes de surveillance et de contrôle, des sentiers, des douanes vertes, des zones de protection)	6		
protection in situ, des zones de haute valeur de biodiversité et de conservation.	• 15 % des conditions requises terminées pour déclarer la Réserve de la Biosphère haïtienne dans le Programme Homme et la Biosphère de l'UNESCO	5		
	moyens de subsistance alternatifs durable grâce aux tion intégrée des ressources en eau et l'assainissement gestion des risques.	5		
produit 3.1. Une agriculture développée dans des environnements contrôlés.	• Espérer remettre, trois (3) serres métalliques de 500m ² c/, clef à la main, vers la moitié de 2012	6		
produit 3.2. propriétés établies pour la production de cultures agricoles irriguées par la technique de l'irrigation au goutte à goutte	• Espérer avoir 10 hectares de production de cultures de cycle court irriguées par la technique de l'irrigation au goutte à goutte et avec des techniques de conservation de sol et d'eau, vers la mi-2012.	5		
produit 3.3. Des ruches d'abeilles établies.	 Espérer remettre (9) ruchers installés de 25 boîtes et fonctionnant à l'intérieur, pour la mi-2012 	6		
produit 3.4. Des unités établies pour la production dans des étables d'espèces d'herbivores mineures basées sur la production de fourrage de haute valeur nutritionnelle.	 produit 3.4. Des unités établies pour la production dans des étables d'espèces d'herbivores mineures basées sur la production de fourrage de Vingt-et-une (21) unités de brebis / chèvres établies dans les bassins versants de Massacre et de Pedernales à la fin de 2013. En RD, c'est programmé pour la Phase II du projet. 			

OBJECTIF, RÉSULTATS ET PRODUITS	INDICATEURS DE RÉFÉRENCES ÉTABLIS	QUALIFICATION	
produit 3.5. Des propriétés forestières établies à buts multiples (énergie, bois).	 Espérer avoir 5 hectares de propriétés forestières énergétiques établies, pour mi-2012 	6	
produit 3.6. Des réservoirs d'Eau installés.	• Espérer avoir deux (2) réservoirs sûrs d'eau, installés pour mi 2012	6	
produit 3.7. Des conditions d'habitats pour l'assainissement de base pour des environnements ruraux améliorés.	• Huit foyers sains (avec étage en ciment, une technologie adaptée pour l'élimination d'excrétas, des eaux usées, des ordures solides, de gestion et de stockage d'eau) pour mi 2012	5	
produit 3.8. Un Fonds pour la Compensation Communautaire pour appuyer des initiatives locales établies.	• À la fin de 2011, 60 % du fonds est capitalisé par les fonds nécessaires. Il s'appliquait seulement pour Haïti.	5	
	la coopération technique binationale en matière d'une ntir le fonctionnement efficace et la divulgation des	6	
4.1. Des comités binationaux de coordination établis et opérationnels	• On attendait à ce que le comité binational réalise trois (3) réunions; l'une (1) pour approuver le POA, et deux (2) pour évaluer les avancées et les résultats du projet, à la fin de 2011	6	
4.2. Des équipes techniques installées et opérationnelles pour l'exécution du projet	• On attend que les équipes de travail des techniciens binationaux, exécutent 98 % de l'ensemble d'activités contemplées et approuvées dans le POA 2011 du projet, avec l'active participation des communautés locales.	6	
4.3 Le système de surveillance du projet installé et opérationnel	• On espère réaliser trois (3) révisions périodiques : Deux (2) révisions de surveillance une / semestre; et une évaluation finale avec résultats de la première année du projet	6	

REMARQUE: Une échelle de Qualification, 6 = très satisfaisant; 5 = Satisfaisant; 4 = un peu satisfaisant; 3 = Quelque chose d'insatisfaisant; 2 = Insatisfaisant; et, 1 = très insatisfaisant.

B-Suppositions/Risques

Selon les acteurs institutionnels interviewés, vu que le Projet RTNR-FV/Massacre et Pedernales est sous l'ombre du Programme Frontière Verte (PFV), que l'élaboration de son Cadre de Resultat est éffectué en rapport avec le Cadre Logique du Programme mentionné et que la zone d'implémentation est définie à son tour comme zone objectif du PFV, il est permis d'identifier les suppositions suivantes,

✓ Que se reduise la pression sur la forêt par des extractions illégales spécialement par des demandes de bois de chauffage et de charbon.

- ✓ Que les chefs de brigades de reboisement se maintiennent opérationnels avec efficacité
- ✓ Que les différents groupes mesurent leurs relations avec une vision conjointe des ressources naturelles, sans que ne priment les intérêts politiques partisans.
- ✓ Que ne se produisent pas des dommages sévères par des phénomènes climatiques ou environnementaux (Ouragan, feu, écroulement).
- ✓ Que des incendies de forêt de grande magnitude ne soient pas enregistrées.
- ✓ Que les bénéficiaires des modèles durables de production maintiennent le fonctionnement optimal de ces derniers, et qu'ils restent dans leurs communautés.
- ✓ Que de bonnes relations se maintiennent entre les deux pays

En résumé, les suppositions / risques identifiées pendant l'élaboration se réfèrent, surtout, aux aspects politiques et sociaux, et aux événements climatologiques qui affecteraient la faisabilité des zones reboisées et des modèles de production.

Heureusement, des événements climatologiques graves n'ont pas été enregistrés pendant le Projet. De son côté, des changements politico-sociaux générés à partir des changements successifs de Ministres d'Environnement produits dans les deux pays, n'ont pas eu d'effet négatif pour le développement du Projet et ont fini par raffermir les liens entre le Projet et les institutions des deux pays impliquées dans son exécution.

Des leçons d'autres projets pertinents incorporés dans l'élaboration du projet

Pour son exécution, on prendra les leçons apprises des activités de reboisement réalisées des deux côtés de la frontière avec l'appui du Gouvernement de la République Dominicaine. Le Gouvernement de la République Dominicaine a établi un programme national de reboisement appelé "Quisqueya Verde". À travers ce programme, le Ministère de l'Environnement et des Ressources Naturelles dominicain a promu des idées et des actions dans la zone frontalière, dans le cadre de l'initiative qui a été dénommée " Frontière Verte", ce qui inclut des actions de reboisement le long de la frontière des deux pays, Haïti et la République Dominicaine.

D-Participation planifiée des intéressés

L'approche intégrée et participative utilisée pendant les processus de planification et d'exécution du projet, ne s'est pas uniquement faite entre les institutions impliquées, mais aussi entre les bénéficiaires dans les différents endroits ou zones d'implémentation du projet. La participation des acteurs sociaux / des bénéficiaires du projet dans les différents endroits des deux bassins versants est initiée avec la planification d'activités, ainsi que pendant l'exécution pour garantir l'appropriation du projet et pour promouvoir les capacités de tous les intéressés. A cet effet, le projet a prévu la réalisation de rencontres - ateliers et les parcours de terrain avec les acteurs locaux et communautaires clés situés dans l'aire des bassins versants des rivières Massacre et Pedernales, à partir desquels s'identifieront et se sélectionneront les communautés et les bénéficiaires. Le tableau suivant montre les acteurs institutionnels et sociaux et leur rôle dans le projet.

Table 5: Acteurs Institutionnels, Sociaux et leur rôle dans le projet

ACTEURS	Rôle
A. INSTITUTIONNELS	
Ministère de l'Environnement et des Ressources Naturelles de RD	S'est constitué comme l'Agence d'Exécution La direction opérationnelle du projet Coordonner, mettre en application, gérer et faire le suivi des actions du projet sur le terrain Appui technique et logistique Gérer les acquisitions de biens et de services contractuels Superviser et gérer sur le terrain les actions du projet Participation dans le Comité Binational de Pilotage Appui financier Réviser et approuver les rapports d'avancement et l'évaluation finale sur : la réalisation des objectifs, de la pertinence, effectivité l'efficacité, durabilité et impact du projet.
■ Ministère de l'environnement d'Haïti (MDE)	 Accompagner, orienter, superviser sur le terrain pendant les actions de projet Appui technique pour les activités de reboisement. Gérer quelques services contractuels. Participation dans le Comité Binational de Pilotage Réviser et approuver les rapports d'avancement et l'évaluation finale sur : la réalisation des objectifs, la pertinence, l'effectivité, l'efficacité, la durabilité et l'impact du projet.
■ Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).	 Agence d'implementation Conseil technique et administratif Participation dans le Comité Binational de Pilotage et dans les réunions binationales Appui et supervision des acquisitions et des procédés contractuels Gérer les résultats du projet et le bon usage des ressources de la coopération financière externe non remboursable. Réviser et approuver l'évaluation finale sur : la réalisation des objectifs, la pertinence, l'effectivité, l'efficacité, la durabilité et l'impact du projet.
■ Programme des Nations Unies pour	 Agence d'implementation des composantes 2 et 4 du projet Appui technique et financier Participation dans le Comité Binational de Pilotage et dans les réunions binationales Gérer les résultats du projet et le bon usage des ressources de la coopération financière

1E · (DMEE)	
l'Environnement (PNUE)	externe non remboursable.
	■ Responsable de l'évaluation finale sur : la réalisation des objectifs, la pertinence,
	l'effectivité, l'efficacité, la durabilité et l'impact du projet.
Programme Alimentaire	 Participation dans le Comité Binational de Pilotage et dans les réunions binationales
Mondial (PAM)	 Appui pour le reboisement
B. SOCIAUX COMMUNAUTA	AIRES
■ Leaders communautaires	 Appui dans l'identification et la sélection de communautés, d'endroits et des bénéficiaires
et les bénéficiaires	 Appui dans l'implémentation des actions du projet
associés	Participation dans l'évaluation finale sur : la réalisation des objectifs, la pertinence,
	l'effectivité, l'efficacité, la durabilité et l'impact du projet.
	 Récepteurs des activités de formation
Mouvement des Femmes	 Former 150 bénéficiaires de chèvres sur les techniques d'élevage
de Capotille (MFK) en	 Acheter et distribuer les chèvres du projet aux bénéficiaires
Haïti.	 Conduire, superviser et garantir le fonctionnement optimal du sous -projet de chèvre
	 Établir les structures d'assainissement des foyers pour les boucs et chèvres.
Association d'Apiculteurs	 Récepteurs et appui dans l'établissement des ruches d'abeilles
« La Fronteriza » de	• Conduire, superviser et garantir le fonctionnement optimal des ruches d'abeilles, après la
Dajabón et Pedernales	finalisation du projet.
	1 0
• Association	Récepteurs et appui dans l'établissement de plantations forestières, les pépinières, les
Communautaire Las	ruchers et les infrastructures de gestion in situ, spécifiquement la Tour d'Observation -
Miches, à Dajabón.	mirador à Cerro Juan Calvo. Appui dans la supervision et la maintenance pour garantir le
	fonctionnement optimal de ces derniers en partenariat avec le Ministère de
	l'Environnement.
ACTEURS	RÔLE
 Association Ama de Casa 	■ Réceptrice et appui dans l'établissement de Serre.
Madre de Las Garraptas, à	• Gérer, superviser et garantir le fonctionnement optimal de serre, après la finalisation du
Restauración, Dajabón	projet.
Association de Madre de	• Réceptrice et appui dans l'établissement de Serre et de pépinières. Gérer, superviser et
Mencia, a Pedernales	garantir le fonctionnement optimal de serre, et les pépinières dans une alliance avec le
Wichela, a Federiales	Ministère de l'Environnement, après finalisation du projet
Association de Madre de	Réceptrices et appui dans l'établissement de Serre.
	 Receptifices et appur dans retaonssement de Serre. Conduire, superviser et garantir le fonctionnement optimal de serre après finalisation du
Altagracia, à Pedernales	
	 projet. Récepteurs et appui dans l'établissement de propriétés avec écosystème de forêt gérée.
	• Recenteurs et langui dans l'établissement de propriétes avec ecosystème de forêt gérée
 Producteurs Forestiers, 	
 Producteurs Forestiers, avec Certificat de Droit à Usage. 	 Gérer, superviser et donner un suivi à ces dernières pour garantir leur fonctionnement optimal en partenariat avec le Ministère de l'Environnement.

E-Objectif de répétition

Le projet RTNR-FV/Massacre et Pedernales, dans sa conception, a considéré d'une large manière sa réplicabilité, en tenant compte des différents éléments et conditions qui pourraient la favoriser. Entre les différentes dimensions considérees il existe la composante financière, les aspects de politique de restauration des sols dégradés et de régulation, le développement de capacités, la conscientisation et la diffusion d'information, le développement de la ligne de base et la gestion du processus de reboisement.

Un fait remarquable s'est produit dans la première phase du projet qui confirme grandement la réplicabilité de ses activités, des démonstrations ou techniques avec possiblité d'être repliqué à

l'intérieur du pays ou dans d'autres pays de la Région, c'est le prix gagné par le projet comme exemple d'initiative qui stimule l'échange et le transfert de connaissances, en particulier à travers la coopération Sud – Sud.

Parmi les éléments qui mettent en évidence cette distinction se trouvent: le caractère innovateur du projet frontière verte; les résultats obtenus en terme de reboisement; et de manière spéciale, la collaboration entre les différents partenaires impliqués en République Dominicaine et en Haïti.

F-Avantage comparatif du PNUE et du PNUD

Comme agences d'implémentation le PNUD et le PNUE ont eu l'avantage de collaborer dans le processus de la formulation du Projet RTNR-FV/Masacre et Pedernales. De plus, ils ont montré la flexibilité nécessaire, principalement, pour l'appui et la supervision des acquisitions et des procédés contractuels ainsi que dans les arrangements de transferts des ressources d'un pays à l'autre et entre des agences pour l'implémentation de la première phase du projet.

Le PNUE a joué un role actif pour l'obtention de l'information sur l'état des ressources naturelles et le commerce transfrontalier des biens environnementaux sensibles, compilée dans l'Étude sur les Défis et l'Instabilité dans la Zone Frontalière, et qui examine en même temps plusieurs aspects de la frontière. Cette étude qui favorise, une plus grande et une meilleure éde l'interdépendance entre les deux pays et leurs surprenantes différences en ce qui concerne les conditions économiques, sociales et environnementales.

G-Liens entre le projet et d'autres interventions dans le secteur

Le projet est intégré dans les initiatives suivantes à long terme : 1. programme Frontière Vert, (RD/Haiti); 2.Quisqueya Verte, (RD); 3. Initiative de Régénération d'Haïti; 4. Corridor Biologique dans la Caraibe, (RD / Haïti / Cuba); 5. Programme de Suivi à la Gestion de l'Environnement (Haïti); 6. Système National des Aires Protégées (Haïti et RD). Ces interventions permettent des actions à long terme. Du côté de RD, il y a des évidences que les apports d'autres projets ou programmes réalisés ont été utilisés.

H-Dispositions administratives

Les arrangements pour l'implémentation du projet sont définis selon une Structure Binationale du projet, formée avec toutes les institutions impliquées avec des rôles différenciés. Cette structure Binationale était constituée de la manière suivante :

- Un Comité de Pilotage Binational du Projet (CDBP), composé par des représentants des Ministères des deux pays, le PNUD d'Haïti et la RD, le PNUE d'Haïti et le PAM d'Haïti.
- Une Unité Binationale de Gestion du Projet (UBGP), responsable de l'exécution du projet appuyée par les Unités d'Exécution Nationale, et sous les directives du Comité Directif du Projet Binational,
- Deux Directions Départementales du Ministère de l'Environnement (DDE) en Haïti;
- Deux Directions Provinciales du Ministère de l'Environnement et des Ressources Naturelles en RD;
- Deux Directions Provinciales du Ministère de l'Environnement et des Ressources
 Naturelles en République Dominicaine;
- Quatre Unités Nationales d'Exécution (UNIR) avec deux dans chaque pays dans les espaces des bassins versants et localisées dans les Directions Provinciales et Départementales

Dans les deux pays, selon le document de projet, l'organisme d'exécution était leur ministère de l'environnement respectif, et la représentation à niveau national du Programme des Nations Unies pour le Développement était l'agence responsable de l'implémentation en coordination étroite avec les agences du PNUD et du PNUE d'Haïti. Cependant, la situation réelle en Haïti était différente pour plusieurs raisons. Le Ministère de l'Environnement (MDE) n'a pas été

capable de jouer pleinement son rôle qui fut, au niveau départemental, moins éminent que prévu. La Direction Départementale a basiquement agi à travers l'équipe technique qui a reçu son appui dans la réalisation des activités. De plus le comité de pilotage a agi à travers l'équipe technique binationale, contractée par le PNUD qui a toujours eu un rôle important dans l'implémentation du projet. Le Comité de Pilotage n'avait pas non plus l'importance prévue. Dans ce contexte, le PNUD d'Haïti joue un rôle prépondérant. Le projet a été exécuté conformément à la modalité d'exécution directe (DIM) par le PNUD. Cette modalité ne semble pas promouvoir un transfert significatif de responsabilités au Ministère et d'autres parties intéressées. La Direction Binationale était placée sous sa responsabilité. Les membres de l'Unité d'Exécution se sont identifiés avec une institution particulière et l'Unité d'Exécution ne semble pas être une unité cohérente de gestion de projet. Cette situation affecte l'exécution du projet du côté haïtien.

Les Unités Nationales d'Exécution étaient localisées dans: la Direction Provinciale de Dajabón responsable de l'exécution des activités sur le terrain dans l'aire du bassin versant de la rivière Massacre; et dans la Direction Provinciale de Pedernales responsable de l'exécution des activités sur le terrain dans l'aire du bassin versant de la rivière des Pedernales. Les deux unités nationales d'exécution ont réalisé les actions sous la conduite du Viceministère des Ressources forestières, en collaboration avec les aires des Viceministères de la Coopération Internationale et de la Plantification du Ministère de l'Environnement.

Du côté haïtien, il y avait la même localisation des Unités d'Exécution à Ouanaminthe pour le Département du Nord-Est en face de la Province de Dajabón et à Anse-à-Pitre pour le département du Sud-Est en face de la province des Pedernales. Par la suite la zone de Anse-à-Pitre fut abandonnée pour une concentration des activités dans la partie Nord-est de la frontière.

Les arrangements pour l'accompagnement des agences de l'ONU dans l'implémentation des activités de terrain en République Dominicaine et en Haïti, se sont effectués de la manière suivante.

• Le PNUD d'Haïti et la République Dominicaine, furent impliqués dans l'implémentation des Composantes 1. couverture Végétale Restaurée et 3. démonstration de moyens de vie

alternatifs durables à travers des modèles de production, la Gestion Intégrée des Ressources en eau et l'Assainissement de Base et la Gestion des Risques.

• Le PNUE d'Haïti et PNUD de la République Dominicaine, furent impliqués dans la mise en application des activités transfrontalières prévues dans les Composantes 2. Renforcement de la Capacité du Secteur public et des Organisations Locales des deux côtés de la frontière pour la Gestion des Ressources naturelles Transfrontières, et composante 4. Coopération Technique Binationale par rapport au renforcement de la gestion du projet, pour garantir le fonctionnement efficace et la diffusion des résultats.

Dans ce contexte, les arrangements se sont effectués pour fournir les ressources financières provenant de la coopération financière non remboursable, afin de subvenir au payment de la mise en oeuvre des activités sur le terrain.

3.2. Exécution du projet

A-Gestion d'adaptation. Changements dans la conception du projet et résultats du projet pendant l'exécution.

Après neuf mois de préparation, d'élaboration et de validation, le projet est formellement initié le 15 mai 2011, avec l'événement de la signature de l'accord de coopération triangulaire. On a installé l'équipe technique du projet, qui a rapidement obtenu une relation étroite avec les agences de mise en oeuvre (PNUD et PNUMA), et avec les trois communes, spécialement avec leurs Directions Provinciales du Ministère de l'Environnement et de Ressources naturelles et des communautaires. Les travaux d'exécution des actions du projet ont débuté avec succès, avec l'identification et la sélection des communautés et des bénéficiaires résidant dans l'aire des bassins versants Massacre et Pedernales, et la promotion de l'usage des systèmes agroforestiers et silvopastoraux dans les propriétés de producteurs et productrices sélectionnés pendant l'exécution.

Dans ce processus, du côté dominicain, 209 actions ont été identifiées et exécutées en total, en faisant bénéficier directement et indirectement environ 4,499 personnes réparties dans 16 communautés rurales, conjointement avec les groupes cibles du projet. 90 % de ces actions (189 en total) étaient concentrées dans l'aire du bassin versant de la rivière Massacre, faisant bénéficier environ 1,498 personnes réparties dans 11 communautés rurales. Tandis que 10 % des (20 en total) étaient concentrées dans l'aire du bassin versant de la rivière Pedernales, faisant bénéficier environ 301 personnes réparties dans 5 communautés rurales. Voir les Figures 3 et 4 indiquées à la fin de ce paragraphe.

Dans la partie haïtienne, un total 160 actions ont été exécutées dans les zones d'implémentation du projet, en faisant bénéficier environ 1029 personnes distribuées dans les trois (3) communes avec 16 sections rurales (Welsh, le Cheveu blanc, Savane-Longue, Perte, Chevalier Bedoue, Dosmond, Goude, Mateliere, Franchoisie Acajou, Bas-Fort, le Pôle, Ferrier, Josué (Chambellan), Bordin). Toutes ces actions ont été réalisées dans le bassin versant Massacre. Cependant, dans le bassin Pedernales (Anse à pitre), le projet a confronté des difficultés importantes au début dans la partie sud de la frontière. L'équipe binationale a eu des problèmes de collaboration avec la Direction Départementale de l'Environnement régionale. En dépit des limitations, la construction d'une pépinière avec une capacité de 25.000 plantules forestières et fruitières a été réalisée et deux (2) brigades ont été montées avec l'appui des autorités locales et étaient en fonction au 31 octobre 2012 avant la fermeture des activités du projet. Voir figure 7 indiquant les communautés d'implémentation des actions à la fin de ce paragraphe pour le côté haïtien.

.

Dans le cas spécifique de l'établissement des propriétés avec écosystème de forêt gérée, tout au long de l'exécution, sa promotion a été poursuivie en réussissant à incorporer 170 propriétés de producteurs et productrices à la fermeture opérationnelle du projet. Celles avec les propriétés qui oscillent entre 50-150 tâches en moyenne / propriété / producteur, équivalentes à 3.1-10.1 hectares moyenne / propriété / producteur.

_

B-Accords d'associations avec les partenaires pertinents impliqués dans les pays ou la région.

En général le Projet a eu des succès dans l'établissement d'accords d'association effectifs avec les acteurs prévus dans la conception et avec plusieurs autres, ce qui a des incidences sur la zone pendant son exécution. Cela s'est réalisé à travers les mécanismes d'accords avec les communautaires, aini que par de réunions multiples entre des membres de l'équipe technique, les autorités de l'Agence d'Exécution, et les représentants des Agences de mise en oeuvre.

C-Rétroalimentation d'activités de S et E utilisées pour la gestion d'adaptation.

La planification des dépenses a été réalisée chaque année dans un POA, selon les requêtes du système des agences de mise en oeuvre des Nations Unies, lesquelles ont identifié les rubriques et les codes budgétaires correspondants aux dépenses de chaque activité préparées au début du Projet. Les activités correspondent aux lignes qui se trouvent dans le Plan de Travail indicatif Annuel pour la Phase I du projet.

Malgré le manque de registre formel pour les ajustements dans la portée du projet introduits comme faisant partie de la gestion adaptative, la conception du projet semble avoir eu la flexibilité inhérente suffisante pour absorber les changements des activités projetées et budgetisées. Quand il y a eu un retard dans l'exécution, on a réussi à déplacer les frais prévus pour les années subséquentes et à prolonger la période de durée du Projet, et à étendre l'exécution de quelques activités finales jusqu'au 20 septembre 2013.

D-Financement du projet.

Le financement a été réalisé grâce à la signature d'un accord entre les agences respectives de mise en oeuvre, dans lequel sont établis les engagements mutuels, les cibles annuelles et finales, le transfert des ressources destinées au financement du projet et les différentes modalités de versement et de reddition de comptes. Le rôle du PNUD est établi comme administrateur financier. Les ressources ont été transférées sur la base du Plan Opérationnel, dans lequel les requêtes financières exprimées en dollars américains s'établissaient.

Le budget de la Phase I du projet au moment de l'approbation a été d'US \$3.125 millions, desquels le Gouvernement Norvégien a financé US \$2.500 million, et le reste des apports venant des agences de mise en oeuvre et de l'État Dominicain. Le tableau 4 montre un résumé des engagements de cofinancement de chaque organisme participant au projet, conformément au budget du document de projet et au rapport de l'exécution financière. Il montre aussi les cofinancements engagés et ceux qui sont effectivement réalisés par les différents organismes participants.

Títre du Projet: Revégétalisation et Gestion des Ressources Naturelles transfrontières: Fase I bassins versants des Rivières Massacre et Pedernale							ns		
				Au moment d'approbation du projet (millions de USD)			Au moment de la finalisation du Projet (millions de USD)		
				Total	Haiti	RD.	Total	Haiti	RD
Identification du projet :	rivièr	-FV/bassins des res Masacre et rnales	Financement du Gouvernement de Norvege:	2.500	1.733	0.767	2.615*	1.631	0.389
	Répu	blique	PNUE	0.350	0.350	0	0.350	0.350	
Pays:	Dom	inicaine	PMA,	0.195	0.195		0.099	0.099	
	Répu	blique d'Haïti	PNUD,	0.080	0.080		0.080	0.080	
Région:	Les C	Caraibes	Gouvernement RD:	0		0	0.458		0.458
zone d'interêt:	Défo	restation évitée	Cofinancement total:	0.625	0.625	0	0.987	0.529	0.458
Programme:		nds Norvégiens pour la Paix	cout total du projet:				2.020	1.631	0.389
	pc	nds Norvégiens our la paix plus ofinancement	cout total du projet	3.125	2.358	0.767	3.103	2.16	0.847
Organisme d'exécution:		stères de vironnement RD ití	Signature du document du projet (date d'ouverture du projet):		12 mai	2011			
Autres partenaires impliqués:	PNU:	D et PNUE	termeture 112 de Mayo 2012		Fermeture Réelle: 20 Sept. 2013				

.

E-Suivi et Évaluation : Elaboration d'entrée et d'exécution

Le Projet s'est réalisé dans les systèmes de registre et de supervision du PNUD, du MDE et du Ministère de l'Environnement et des Ressources Naturelles. Des rapports mensuels, trimestriels et annuels des activités ont été rédigés tant par l'agence de mise en oeuvre que par l'agence d'exécution. En plus plusieurs réunions nationales et binationales entre des membres de l'équipe de technicien et des représentants de chaque agence se sont tenues. Une évaluation à mi-parcours du projet est initiée, mais n'a pas pu être opportunément complétée. Des recommandations ont été prises en considération pour la planification des activités à partir des décisions qui étaient adoptées aux réunions techniques binationales et Ministérielles.

Dans les activités du Projet sur le territoire des processus interactifs de dialogue continu ont été entamés dans chaque municipalité et commune, impliquant le personnel des Directions Provinciales des Ministères de l'Environnement, des organisations communautaires locales, et des productrices et producteurs à divers niveaux de réflexion et d'analyse au sujet des activités en cours. Des membres individuels de l'équipe technique ont accumulé et ont organisé les registres électroniques de haute qualité des différentes activités et forums dans lesquels il y a eu opportunité pour ce type de réflexion et d'analyse informelle. Une rencontre a été réalisée pour la systématisation finale des expériences sur le terrain et les leçons apprises du projet, avec la participation de groupes cibles de productrices et producteurs.

À l'interne il y a eu un système coordonné et formel de suivi et de gestion continue vers la réalisation des objectifs, il y a eu des personnes désignées avec la responsabilité de coordonner un processus systématique de gestion et d'évaluation interne qui impliquera périodiquement les divers acteurs pertinents. L'équipe technique a fait de manière satisfaisante des documents de registres et des moyens de vérification des diverses activités mises en application sur le terrain pour l'obtention des produits, des objectifs indicateurs prévus dans le Cadre de Résultats du Projet. Dans le processus de l'évaluation finale des évidences de cette nature ont été trouvées trouvées.

En résumé, l'activité de gestion et d'évaluation est exécutée d'une manière systématique. Tous les rapports établis ont été élaborés avec qualité et discuté dans les instances nationales et binationales de direction du projet.

F-Coordination de l'application et exécution du partenariat pour l'exécution et les questions opératives.

Dans les deux pays, le Projet a été exécuté avec un dossier solide politico-social, tant par l'agence exécutrice et implementatrice que par les communautaires qui l'ont accordé une priorité remarquable.

Sur les questions opérationnelles, les partenaires ont profité de manière créative des opportunités présentées par la cohérence qui se construirait en insérant les concepts et les pratiques conduisant vers la restauration d'écosystèmes dégradés, à partir de la reconnaissance des externalités positives du reboisement avec l'implication des communautés rurales; ainsi qu'avec l'implémentation des actions pilotes de moyens de vies tendant à réduire les pressions anthropogéniques durables sur la terre dans la conception et les plans de diverses initiatives communautaires et municipales, ce qui a été l'essence de leur mission.

Compte tenu de l'effectivité démontrée du Projet dans sa mission essentielle, on considérer que les failles de nature formelle ont été une faiblesse mineure. La qualification de l'opération, la coordination et l'exécution du Projet à l'interne est Très Satisfaisante du côté dominicain et Satisfaisant du côté haïtien.

Cette qualification est avalisée dans les Figures indiquées ci- après, qui, en plus de montrer la localisation des actions mises en oeuvre (dans les deux pays) par le Projet RTNR-FV/Massacre et Pedernales, dans la zone d'implantation de chaque bassin versant, démontrent aussi l'efficacité de la coordination et l'exécution du Projet.

Ces Figures ont été élaborées et actualisées en rapport avec celles présentées dans les documents de planification des activités exécutées, les rapports d'avancement et les résultats du projet, présentés et discutés tant au niveau de l'équipe technique nationale que binationale. Elles ont été élaborées aussi sur la base de l'information fournie, de manière documentée, par l'agence d'exécution pendant l'élaboration de la présente Évaluation Finale de Résultats.

Figure 5: République Dominicaine: Localisation des actions de mise en oeuvre par Projet RTNR-FV/Massacre et Pedernales au niveau du territoire du bassin versant de la rivière Massacre.

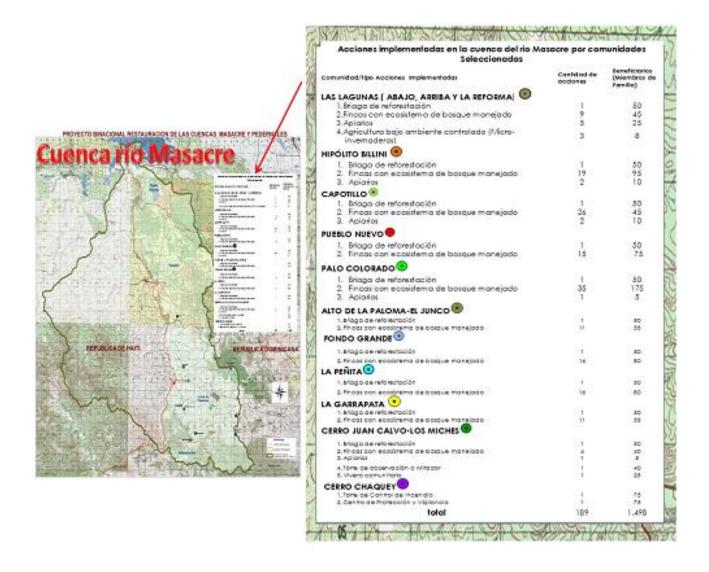


Figure 6: République Dominicaine: Localisation des actions de mise en oeuvre par Projet RTNR-FV/Massacre et Pedernales au niveau du territoire du bassin versant de la rivière Pedernales.

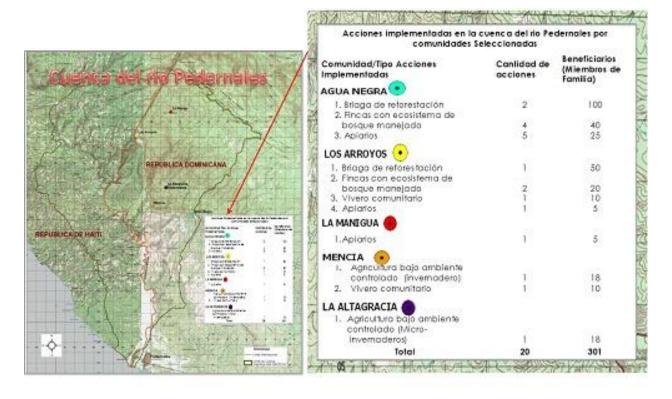
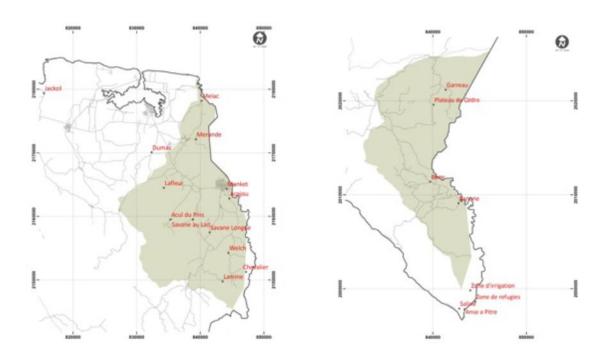


Figure 7: Communautés d'interventions en Haïti du projet (bassin versant Massacre à gauche y bassin versant Pedernales à droite).



Source: Center for International Earth Science Information Network, CIESIN, 2012. Cité dans l'étude sur les conditions socio-économiques de la population des bassins versants Massacre et Pedernales realisés par Columbia University, en collaboration avec la Faculté d'Agronomie y de Medecine Veterinaire (FAMV) de l'Université d'Etat d'Haïti.

3.3 Résultats du projet

L'évaluation des résultats du projet a couvert six critères principaux : Atteinte des objectifs, pertinence, effectivité, efficacité, durabilité et impact. Ces critères d'évaluation ont été définis avec plus de détails à partir d'une série de questions qui couvrent tous les aspects de l'intervention du projet, découpées en trois grandes sections, conformément au suivant :

A- résultats généraux (atteinte des objectifs)

Selon les informations statistiques offertes par le Projet et comprises entre les périodes du 12 Mai 2011 à 20 Septembre 2013, les résultats établis dans le cadre logique du projet ont été obtenus. La qualification se réfère à l'objectif atteint ou l'atteinte des cibles établies dans le

Cadre de Résultat dans l'élaboration du projet, en ce qui concerne les indicateurs correspondants aux produits.

Dans le processus pour l'obtention des résultats du projet, les Gouvernements haïtien et dominicain à partir de leur Ministère de l'Environnement et l'assistance technique du PNUD et du PNUE ont joué un role important, en assumant la responsabilité d'établir les directives et les mécanismes de gouvernance et mis en application et en supervisant les produits du projet sur la base des résultats espérés.

Du côté dominicain, l'équipe technique de travail a réalisé plus de 90% de l'ensemble des activités prévues et approuvées dans les POAs de la phase I du projet, avec la participation active des communautés locales bénéficiaires des actions du projet.

Du côté haïtien, il y a un succès dans l'implémentation du projet, avec plus de 90 %, spécifiquement pour la composante 1, la composant2 2 (produits 2,1 et 2,3) et la composante 3 (produit 3,4). Il est clair que tous les objectifs de la composante 4 liés aux échanges et réunions binationaux ont été atteints

Le détail des produits du projet, qui sont les résultats tangibles obtenus des activités sur le terrain se trouve dans le tableau 8 :

Table 6: Résultats Généraux: structures du projet, Indicateurs de développement et indicateurs atteints du Projet RTNR-FV

STRUCTURE DU			QUALIFICATION		
PROJET	DEVELOPPEMENT BINATIONAUX	DEUX PAYS	RD	Haïti	
résultat 1. Couverture v	égétale restaurée.		6	5	
produit 1.1. Des zones dégradées reboisées, avec des espèces forestières et agroforestières pour la conservation et usage multiple de superficie reboisée.	On éspère avoir 825 hectares reboisées pour la mi-2012 • .	En Haïti, 731.02 hectares reboisées dans trois (3) communes (Capotille, Ouanaminthe et Ferrier) transfrontalières du projet 578907 arbres avec plus de 37 % d'arbres fruitiers plantés Anacardiumoccidentale, Catalpa longissima, Swieteniamahogany, Swieteniamacrphylla, Mangifera indica, Acacia auriculiformis, Cassiasiamea), Lysilonalatisilique, Cedrelaodorata, Samaneasaman, Colubrinaarborescens, Simaruba glauca Pinuscarribeae, Tamarindus indica, etc. • En RD, 736,6 hectares reboisées pour la mi-2013avec 950,983 arbres plantés, des especies Pinus Caribea (786,483), Pinus Occidentalis (47,500) y Cedrelaodorata (117,000) - 584.7 hectares dans le bassin versant de la rivière Massacre, avec 786,483 arbres Pinos Caribea plantés. - 151.9 Hectares Dans le bassin versant de la riviere Pedernales avec 164,500 arbres plantés, des espèces Pinus Occidentalis (47,500) et Cèdre (117,000). Un total de 1467.62 hectares ont été reboisées avec 1529890 arbres dans les deux pays.	6	6	
	Augmenter le nombre de brigades binationales. De 37 brigades avec 10 p/brigades en 2010 à 65 brigades binationales avec 10 p/brigade, avec 28	 Augmenter le nombre de brigades binationales de reboisement, (avec 10 personnes par brigade) avec 14 nouvelles brigades en RD. - Dix (10) Brigades dans le bassin versant de la rivière Massacre. - Quatre (4) brigade dans le bassin versant de la rivière pedernales. En Haïti, 16 brigades avec 10 personnes par brigade ont été établies 	6	4	
	nouvelles brigades en	Un total <u>trente (30)</u> brigades ont été établis des deux côtés du projet, mais les brigades du			

2011. Du côté de RD,	côté haïtien ne sont pas fonctionnelles à	
on espérait augmenter	cause de l'interruption du projet.	
de 19 brigades avec 10		
p/brigadas en 2010 à		
30 brigades avec 10		
p/brigades en RD, avec 11 brigades de plus.		
11 origades de plus.		

STRUCTURE DU PROJET	INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT	INDICATEURS ATTEINTS POUR LES	QUALI	FICATION
IKOJEI	BINATIONAUX	DEUX PAYS	RD	Haití
produit 1.2. Des pépinières communautaires établies pour produire des plantes d'espèces forestières et agroforestières, endémiques, natives et(ou) naturalisées de haute valeur	Quatre (4) pépinières communautaires opérationnelles et produisant des plantules selon le calendrier à la fin de 2011.	En Haïti, Quatre (4) pépinières communautaires ont été construites (Franchoisie, Cana, Dosmond et Ferrier) qui peuvent produire plus de 450.000 (par an) des plantules forestières et fruitières de haute valeur locale, avec une surface totale de 1770 m². En RD, trois (3) pépinières communautaires de 616.25 m² avec une capacité de production de 100,000 plantes / année chacun. - Une (1) pépinière dans le bassin versant de la rivière Massacre dans la communauté de Juan Calvo le à Dajabón. gérée par l'Association de Producteurs à La Frontière Deux (2) pépinières dans le bassin versant de la rivière Pedernales dans les	6	6

		communautés Los Arroyos (1) y Mencía (1).		
Un produit 1.3. modèle participatif établi pour obtenir l'information et pour contribuer à régulariser le régime foncier du côté haïtien	on espère avoir une Carte cadastrale montrant les conflits de régime foncier produit, vers le milieu de 2012. (Il s'appliquait seulement à Haïti)	Deux (2) Cartes cadastrales montrant les conflits de régime foncier ont été produites dans les bassins versants de Massacres et Pedernales.	Ne s'applique pas	5
du bassin versant.		Un grand nombre de conflits de régime foncier a été régularisé (Il s'appliquait seulement pour Haïti)		

STRUCTURE DU PROJET	INDICATEURS DE DEVELOPPEMENT	INDICATEURS ATTEINTS POUR LES DEUX PAYS		QUALIFICATION	
FROJEI	BINATIONAUX		RD	Haïti	
résultat 2. Renforcement de la capacité institutionnelle des organisations du secteur public et des organisations locales des deux côtés de la frontière pour la gestion des ressources naturelles transfrontières				3	
produit 2.1. information obtenue sur l'état des ressources naturelles, de la biodiversité et sur les aspects socio-économiques	- 15 % des informations sur un commerce transfrontalier des biens environnementaux sensibles;	le commerce transfrontalier des biens environnementaux sensibles, compilée dans l'Étude sur les Défis et l'Instabilité dans la Zone Frontalière, qui examine plusieurs aspects de la frontière comme : l'état des ressources naturelles et le commerce des produits environnementalement sensibles. Qui aide à mieux comprendre l'interdépendance entre les deux pays et leurs surprenantes différences en ce qui concerne les conditions économiques, sociales et environnementales. Il fut réalisé par le PNUE avec la participation active des		6	
	15 % des informations biophysiques et socio- économiques sur les bassins versants Massacre et Pedernales;	Ministères de l'Environnement (MDE) des deux pays (Haïti et RD), MARNDR d'Haïti et du PNUD une étude a aussi été réalisée sur les conditions socio-économiques de la population des bassins massacre et Pedernales. Cette étude a été réalisée par Columbia University, en collaboration avec la faculté d'Agronomie et de Médecine vétérinaire (FAMV) de l'Université d'état d'Haïti	4	5	
	- Connaître à 15 % l'impact de la migration humaine transfrontalière sur l'environnement.	Aucune information biophysique dans les bassins de Massacre et Pedernales n'a été finalisée. • Deux (2) réunions binationales, organisées dans le but de créer une base de données transfrontalières conjointe dans le projet. Où ont été créés: • Une Commission Binationale avec des représentants du CNIGS (Haïti) DIARENA (RD); • Les mécanismes pour créer la base de données conjointe, • L'identification des techniques adéquates d'implémentation, • Un protocole pour l'échange des données entre CNIGS et DIARENA, • Développement de protocoles pour la collecte et les conditions de travail de la Comission	4	4	

STRUCTURE DU PROJET	INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT	INDICATEURS ATTEINTS POUR LES DEUX PAYS	QUALIFICATION	
	BINATIONAUX		RD	Haití
produit 2.2. Données, basée sur SIG, disponibles pour suivre l'évolution de la couverture forestière des bassins versants.	Espérer avoir 50 % des noeuds d'informations géographiques installés et opérationnels vers la mi- 2012	But non atteint dans la Phase I. Il a été décidé, avec les différents acteurs de créer les noeuds d'information conjointement avec le SIG des bassins versants (P.2.1). Dans ce sens, des réunions ont été réalisées avec DIARENA, CNIGS, CBC et d'autres partenaires pour l'implémentation des SIG des deux bassins versants, dont les travaux de création de la base de données représentent les premiers pas	3	3
produit 2.3. Des leaders communautaires et des acteurs clés entraînés et sensibilisés sur la gestion des ressources naturelles et de l'assainissement	Avoir au moins 15 % des leaders et d'acteurs clés entraînés et sensibilisés;	 En RD, Plus de 85 % des leaders et communautaires impliqués et bénéficiaires des activités réalisées par le projet, ont été entraînés et sensibilisés dans des sujets comme : établissement et gestion de pépinières de production de plantules forestières et agroforestières; 151 propriétaires de propriétés et des membres de brigades formés dans le suivi et moniteurs des plantations; 100 dans l'enceinte du bassin de la rivière Massacre, et 40 dans le bassin Pedernales. 61 producteurs apícoles formés en bonnes pratiques de manufacture, d'apiculture et d'environnement apícoles et de pollinisation avec des abeilles, de gestion apícole et de contrôle sanitaire; Quatre (4) associations de femmes chefs de maison avec un total de 36 associées, formées dans la production et la gestion des cultures agricoles sous un environnement controlé Ces sujets sont donnés en relation à la gestion des ressources naturelles et ont clairement contribué à renforcer les capacités des leaders locaux. En Haïti, Plus de 60 % des leaders et communautaires impliqués et bénéficiaires des activités réalisées par le projet, ont été entraînés et sensibilisés. Deux (2) excursions écologiques binationales furent 	6	6

Organizar quatra eco	organisées dans chaque pays. Une lenteur administrative et des conflits d'agenda entre les écoles et l'équipe d'implémentation du projet a rendu difficile l'organisation des excursions écologiques binationales. Formation de (30) personas en assainissement Formation de dix (10) personnes dans la collecte, traitement et stockage de semences dans le bassin versant de Massacre • Des réunions périodiques de sensibilisation et de motivation avec les comités locaux dans le but d'obtenir leur pleine participation dans la planification et l'exécution des activités du projet	4	
- Organiser quatre, ecovisites avec des enfants et des jeunes écoliers à la fin de 2011.	• L'accueil de deux élèves qui étaient en pratique dans l'étape de production de plantules (mois août 2012)	4	4

STRUCTURE DU PROJET	INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT	INDICATEURS ATTEINTS POUR LES DEUX PAYS	QUALIFICATION	
	BINATIONAUX		RD	Haití
produit 2.4. personnel entraîné d'institutions gouvernementales.	Fin 2011 - Au moins 50 % du personnel des institutions de l'état entraînés et formés dans la gestion des ressources naturelles.	Les entretiens ont permis de constater que les techniciens du ministère superviseur des brigades ont été entrainés et intégrés dans la gestión des ressources naturelles	3	3
	- Au moins 50 % du personnel de douanes entraîné pour contrôler le commerce des espèces et des produits à la frontière	Deux (2) réunions ont seulement été réalisées avec des fonctionnaires de la douane frontalière de Ouanaminthe et de Dajabón, pour trouver la possibilité d'organiser des ateliers de formation au bénéfice des fonctionnaires de douanes et d'autres techniciens dû aux processus de coordination et des conflits d'agenda entre l'équipe d'implémentation et des institutions douanières impliquées. L'équipe d'implémentation a travaillé les TRs et contracterait des faciliteurs. Les fonctionnaires de douanes prépareraient la liste de participants.	3	3
produit 2.5. Des réseaux participatifs établis pour le contrôle et la surveillance in situ,.	fin de 2011: Sept (7) réseaux, 2/commune et municipalité Trois (3) réseaux dans RD, 2/municipalité	En RD, Deux (2) réseaux pour le contrôle et gestion in situ, avec participation des communautaires qui ont été établis dans l'enceinte du bassin versant de la rivière Massacre RD, avec la construction d'une Tour de contrôle d'incendies et une Maisonnette de Protection dans la zone Protégée Cerrey Chaquey; et une Tour d'Observation dans le Cerro Juan Calvo. En Haïti, cinq (5) réunions ont été réalisées pour établir les réseaux seulement dans la communauté de Capotille. Deux endroits identifiés et validés par les autorités locales pour la construction de deux tours de supervision dans la zone de Cana et Mayer (Commune de Capotille). La population est très enthousiasmée par l'initiative et est disposée à participer dans son implémentation. Les TDRs ont été développés	5	2

STRUCTURE DU PROJET	INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT BINATIONAUX	INDICATEURS ATTEINTS POUR LES DEUX PAYS	QUALIFIC	ATION
			RD	Haití
produit 2.6. Des plate-formes binationales Créées et établies pour la conservation et la protection in situ, des zones de haute valeur de biodiversité et de conservation.	fin de 2011: 50 % des systèmes de gestion et de contrôle in situ installés , (des maisonnettes de surveillance et de contrôle, des sentiers, des douanes vertes, des zones de protection)	 En RD, on a réussi à installer dans 40 % des systèmes de gestion et de contrôle in situ, avec la construction de trois (3) infrastructures de contrôle d'incendies, de protection et d'observation dans deux zones de haute valeur de biodiversité et de conservation, dans l'aire du bassin versant de la rivière Massacre. Une Tour de contrôle d'incendies et Une Maisonnette de Protection dans la zone Protégée Cerro Chaquey, à Dajabón; Une Tour d'Observation mirador dans le Cerro Juan Calvo à Dajabón, En Haïti, on a réussi à installer une Maisonnette de Protection à Dosmond dans l'aire du bassin versant de la rivière Massacre Cela est du à l'ajustement dans le budget. 	Non	3
	15 % des conditions requises terminées pour déclarer la Réserve de la Biosphère haïtienne dans le Programme sur l'Homme et la Biosphère de l'UNESCO	En Haïti, La majorité des activités, tel que la déclaration de la Réserve de la Biosphère a déjà été effectuée par un autre projet dirigé par la Commission Nationale Haitienne de Coopération avec l'UNESCO. L'étude sur les problèmes transfrontaliers a été abordée	Non applicable	3

STRUCTURE DU	INDICATEURS DE INDICATEURS ATTEINTS POUR				
PROJET	DÉVELOPPEMENT	LES DEUX PAYS QUA		UALIFICATION	
	BINATIONAUX		RD	Haïti	
résultat 3. Démonstration	n d'alternatives de moyens d	e vie durable grâce aux modèles de	5	2	
production, la gestion int	tégrée de ressources en eau e	t l'assainissement environnemental de			
base et la gestion des risc	ques.				
produit 3.1. agriculture	Espère remettre, trois	• En RD, Quatre (4) serres métalliques	6	2	
développée dans des	(3) serres métalliques de	de 500m ² c/u en production, ont été			
environnements contrôlés.	500m ² c/, clef à la main,	remises.			
	vers la mi-2012	- Deux (2) dans l'aire du bassin			
		versant de la rivière massacre, dans			
		les communautés Las garrapatas(1)			
		et Las Lagunas (1), Dajabon			
		Un plan de formation, de suivi et de			
		supervision s'est développé pour garantir			
		le fonctionnement optimal des serres au- delà du projet			
		En Haití, une seule organisation			
		communautaire a été selectionée pour la			
		gestion de ce sous-projet de serres.			
		gestion de ce sous projet de series.			
produit 3.2. propriétés	On espère avoir 10	En RD, Grâce à l'ajustement du budget	Non	1	
établies pour la production	hectares de production de	original ce produit a été reprogrammé	applicable		
de cultures agricoles	cultures de cycle court	pour la Phase II du projet, conformément			
irriguées par la technique	irriguées au goutte à	au Cadre de Résultat du document du			
d'irrigation au goutte à	goutte avec techniques de	projet.			
goutte	conservation de sol et				
	d'eau, au milieu de 2011.	En Haïti, Après l'évaluation de terrain,			
		on a préféré mettre un système			
		d'alimentation en eau. Les TDRs ont été			
		élaborés			

STRUCTURE DU	INDICATEURS DE	INDICATEURS ATTEINTS	QUALIFICATION		
PROJET	DÉVELOPPEMENT BINATIONAUX	POUR LES DEUX PAYS	RD	Haití	
produit 3.3. Des ruches d'abeilles établies.	On espérait remettre neuf (9) ruchers de 25 boîtes installés et fonctionnant vers la mi-2012	• En RD, 160 ruches ont été remis, distribuées entre 16 producteurs apícoles avec 10 ruches / apiculteur, liés à l'Association d'Apiculteurs "La Fronteriza".	6	2	
		- Douze (12) ruchers avec 10 ruches / apiculteur (120 ruches) dans l'espace du bassin versant de la rivière Massacre.			
		 Quatre (4) ruchers avec 10 ruches / apiculteurs (40 ruches) dans l'aire du bassin versant de la rivière Pedernales. Un plan de formation, de suivi et de supervision s'est développé pour garantir le fonctionnement optimal des ruchers après la fin du projet 			
		En Haïti, Ces résultats n'ont pas été obtenus. Le processus a été seulement initié, les activités n'ont pas eu le temps d'être mis en pratique			
produit 3.4. Des unités établies pour la production dans des étables d'espèces d'herbivores mineures basées sur la production de fourrage de haute valeur nutritionnelle.	Vingt-et-une (21) unités de brebis / chèvres établies dans les bassins versants de Massacre et pedernales à la fin de 2013.	Originellement ce produit du côté dominicain fut programmé pour la Phase II du projet, conformément au cadre de Résultat du document du projet. Du côté Haïtien, la distribution des chèvres a été réalisée à 140 bénéficiaires, à raison de 2 chèvres par bénéficiaire et l'application de 27 stations montées dans trois communes du projet, avec deux (2) boucs par station. La formation d'un comité de gestion de 3 membres	Non aplicable	6	
		7,5 hectares des parcelles de fourrage établies.			

STRUCTURE DU	INDICATEURS DE	INDICATEURS	QUALIF	ICATION
PROJET	DÉVELOPPEMENTBINATIONAUX	ATTEINTS POUR LES DEUX PAYS	RD	Haití
Produit 3.5. Des propriétés forestières établies de buts multiples (énergie, bois).	On espérait avoir 5 hectares de propriétés forestières énergétiques plantées, au milieu de 2012	En RD, 170 propriétés foncières se sont établies avec écosystème de forêt gérée qui oscillent entre 50-160 tâches moyenne / propriété / producteur	6	2
Produit 3.6. Des réservoirs d'Eau installés.	On espérait avoir deux (2) réservoirs d'eau, installés vers la mi-2012 (6) reservoirs surs d'eau installés à la fin de 2013	Déroulement moyennement insatisfaisant. en RD. On a planifié de construire des réservoirs d'eau dans la Communauté Las Garrapatas à Dajabón et, à cause du fait que les processus administratifs et le coût élevé des offres de services professionnels présentées, cette planification n'a pas été achevée. Le projet a facilité les TDRs pour sa conception et sa construction, que le Ministère de l'Environnement utilisera comme base pour le construire conjointement avec la communauté. En Haïti, ces résultats n'ont pas été obtenus. Les TDRs ont été élaborés pour la conception et la construction des réservoirs d'eau.	3	2

produit 3.7. Des conditions d'habitat pour l'assainissement de base pour des environnements ruraux améliorés.	- Huit foyers sains (avec étage en ciment, une technologie adaptée pour l'élimination d'excretas, des eaux usées, d'ordures solides, de gestion et de stockage d'eau) pour la mi-2012	Dans les deux pays, à cause de l'ajustement du budget original, ce produit a été reprogrammé pour la Phase II du projet En Haïti, Un groupe de maçon a reçu une formation en construction pour le projet de construction de logements sains en faveur de la population rurale vulnérable	Non aplicabl e	2
produit 3.8. Un Fond pour la Compensation Communautaire pour appuyer des initiatives locales établies.	À la fin de 2011, 60 % du fond est capitalisé par les fonds nécéssaires. Il s'appliquait seulement pour Haïti	Ce produit s'applique seulement pour Haïti, mais du à l'ajustement du budget original ce produit a été reprogrammé pour la Phase II du projet	Non applicab le	Non applicable
STRUCTURE DU	INDICATEURS DE	INDICATEURS	_	ICATION
PROJET	DÉVELOPPEMENT BINATIONAUX	ATTEINTS POUR LES DEUX PAYS	RD	Haití
	ent de la coopération technique binatio tir le fonctionnement efficace et la divu	nale en matière de gestion	6	5
Produit 4.1. Des comités binationaux de coordination établis et opérationnels	On espérait à ce que le comité binational réalise trois (3) réunions; l'une (1) pour approuver le POA, et deux (2) pour évaluer les avancées et les résultats du projet, à la fin de 2011	I'UTG Binationale du Projet s'est établie, ce qui a facilité l'échange entre les Ministères de l'Environnement des deux pays et l'organisation de plusieurs réunions entre le personnel technique de RD et d'Haïti sur les avancées et les résultats du projet. Le Comité Binational de Pilotage s'est établi qui a commencé à fonctionner depuis Août 2011, et a effectué quatre (4) réunions techniques binationales en RD : Deux (2) pour approuver POA, et deux (2) pour évaluer les avancées et résultats du projet	5	5
Produit 4.2. des équipes techniques Installées et opérationnelles pour l'exécution du projet	On espère que les équipes de travail des techniciens binationaux, exécutent 98 % de l'ensemble des activités planifiées et approuvées dans le POA 2011 du projet, avec l'active participation des communautés locales	L'équipe technique d'exécution binationale a été installée et opérationnelle. L'équipe technique de travail a exécuté plus de 90 % de l'ensemble d'activités planifiées et approuvées des	6	5

		POA du projet en 2011 en RD, avec l'active participation des communautés locales en dépit de l'ajustement qui a réduit le budget original. En Haïti, le POA a été élaboré, mais toutes leurs activités n'ont pas été exécutées.		
Produit 4.3 le système de gestion du projet Installé et opérationnel	On espèrait réaliser trois (3) révisions périodiques : Deux (2) révisions de surveillance une / semestre; et une évaluation finale avec résultats de la première année du projet - Les équipes techniques de travail binational ont réalisé deux (2) événements de visibilité du projet, l'un (1) pour commencer le projet, et un (1) pour divulguer les avancées des premières années d'exécution du projet et / ou des résultats.	Les deux équipes ont régulièrement produit des rapports d'avancement trimestriels et annuels, un rapport final et des rapports au donnateur Deux (2) inspections binationales de terrain ont été réalisées entre les équipes techniques des deux pays, pour inspecter les avancements du projet au niveau de terrain Echange d'expériences. Quatre jours dans l'aire de la rivière Massacre et trois jours dans l'aire de la rivière Pedernales. En Haïti, deux Ecovisites ont été réalisées, l'emplacement de panneaux de visibilité a été effectué dans des zones stratégiques. Les journées mondiales de l'environnement ont été célébrées. Des programmes de radio sur le thème de la gestion des ressources naturelles ont aussi été réalisés	6	6

NOTE:Echelle de qualification, 6 = très satisfaisant; 5 = Satisfaisant; 4 = quelque peu satisfaisant p; 3 = peu satisfaisant; 2 = Insatisfaisant; et 1 = très insatisfaisant

B- Importance ou Pertinence

L'importance peut être évaluée de différente forme selon la considération du côté haïtien ou dominicain. Au moment de la conception du projet, les activités identifiées se basaient sur les résultats du Programme Dominicain Quisqueya Verde et sur une identification sommaire des problèmes en Haïti.

Le Projet RTNR-FV/Masacre et Pedernales, fut hautement pertinent en raison de sa situation dans une zone avec une claire nécessité et de la réceptivité des concepts et pratiques tendant à la gestion durable des ressources naturelles et à la restauration des écosystèmes dégradés. Au momen du démarrage des opérations, l'emphase a été mise sur les besoins des pauvres de la campagne, la mitigation des effets du changement climatique basé sur la déforestation évitée et les objectifs de l'atteinte de l'objectif 9 des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Il en a été demême pour la haute importance des systèmes de production, y compris les systèmes forestiers et agroforestiers adaptatifs et de conservation d'eau pour donner une réponse aux intérêts des organisations, des institutions, des productrices et producteurs qui se sont alliés dans l'implémentation de la première phase du Projet RTNR-FV/Masacre et Pedernales. L'importance ou la pertinence du projet est soutenue dans l'analyse des éléments suivants, dont plusieurs ont du sens en grand partie en référence au contexte haïtien

a. stratégie d'intervention. Selon les résultats des entretiens réalisés avec les acteurs institutionnels et sociaux, la stratégie d'intervention du projet a été hautement pertinente. Le projet fut conçu dans un cadre pour la gestion des ressources biotiques de la zone frontalière. La stratégie du projet a durée une période de quatre (4) ans, avec une première phase d'un an. Elle s'est fixée sur le changement des causes les racines qui empêchent l'administration et la gestion durable de la biodiversité et des ressources transfrontalières, dans l'aire des bassins versants des rivières transfrontalières Massacre et Pedernales, en integrant les principes de développement durable. À ces fins, on a mis en application des mesures de récupération de zones dégradées et les modèles de production et de captage d'eau socialement, économiquement et environnementalement durable qui permettent de contribuer au "Retour au Vert" de la zone frontalière dominico-haitienne.

Les principales stratégies et les objectifs atteints dans la Phase I de projet, mesurés selon le déroulement global des cibles programmés dans les indicateurs conçus pour sa mise en oeuvre, furent orientés vers:

la gestion et la restauration des RR.NN transfrontièress fragmentées dans les bassins des rivières Massacre et Pedernales, Intégrant les secteurs public – privé, exécutée à travers le reboisement de zones dégradées et avec peu de couverture végétale avec des brigades communautaires et une production de plantules forestières et agroforetières de haute valeur en pépinières communautaires. Les objectifs atteints à travers de cette stratégie sont qualifiées comme hautement satisfaisants. 736.6 hectares ont été reboisées avec la plantation de 863,050 arbres d'espèces de haute valeur de protection et commerciale (Pinus caribea, Pinus occidentalis et Cedrela odorata), équivalant à 90 % de la superficie planifiée pour les deux côtés (814 hectares). Trois pépinières communautaires de 616.25m² ont été établies avec une capacité de production de 100,000 plantes / année chacune, 75 % du total programmé (4 pépinières). Cette stratégie a été exécutée avec 14 nouvelles brigades communautaires créées par le projet, quatre brigades de plus que celles programmées pour RD (10 brigades). Cette stratégie est liée à l'atteinte des indicateurs 25 et 26 de l'objectif 9 des OMD.

En Haïti, 731.02 hectares reboisées dans les trois (3) communes (Capotille, Ouanaminthe et Ferrier) transfrontalières du projet 578,907 arbres avec plus de 37 % d'arbres fruitiers. 4 pépinières ont été établies avec une capacité de production de plus de 450000 plantules par année et une surface totale de 1770 m². En résumé, un total de 1467.62 hectares ont été reboisées avec 1529890 arbres, 30 brigades établies et 7 pépinières construites dans les deux pays.

Penforcement de la structure de protection et de surveillance in situ, basée sur l'établissement et l'habilitation et les Réseaux participatifs communautaires, y compris la formation du personnel. Les objectifs atteints à travers cette stratégie sont qualifiés comme satisfaisants pour le côté dominicain et insatisfaisant du côté haïtien, (Voir des détails dans le tableau 5, R-2). Cette stratégie contribue directement à l'atteinte des indicateurs 25 et 26 de l'objectif 9 des ODM.

- Réduction de la pression anthropique vers les ressources naturelles transfrontalières dans les deux bassins versants, à travers l'établissement de modèles innovateurs d'alternatives économiques environnementales durables (agricoles et forestiers) sur les terrains environnants. Les objectifs atteints à travers cette stratégie sont qualifiées de satisfaisants pour le côté dominicain et insatisfaisant pour le côté haïtien. (Voir des détails dans la Planche 5, R-3). Elle contribue directement avec l'atteinte de l'objectif 9 indicateurs 25, 26 et 27; l'objectif 10 indicateurs 30 et 31; et l'objectif 1 indicateur 1 des OMD.
- Investir dans la formation, en incluyant les générations de jeunes, dans la gestion des modèles novateurs d'alternatives économiques environnementalement durables, pour garantir la durabilité à long terme des résultats du projet. Les objectifs attaints sont qualifiés de satisfaisant (voir les details dans le tableau 5, R-2)
- Investir dans l'assainissement environnemental rural et améliorer l'accès à l'eau des populations rurales du bassin versant, avec l'installation de technologies de captage d'eau (un réservoir d'eau, une mini prise). Cette stratégie est liée à l'atteinte de l'objectif 9 indicateurs 25, 26 et 27; l'objectif 10 indicateurs 30 et 31; et l'objectif 1 indicateur 1 des OMD. La conception de cette stratégie dans l'analyse du Cadre de Résultats du projet est qualifiée de satisfaisante. Pour des raisons de rajustements dans le budget original de la Phase I, les investissements en assainissement des logements ruraux ont été reprogrammés pour la Phase suivante du projet.

Du côté dominicain, dans le cas de l'investissement en technologies de captage d'eau, le déroulement est actuellement considéré insatisfaisant, en raison du fait que le projet a produit les TDRs pour sa conception et sa construction, que le Ministère de l'Environnement utilisera comme base pour le construire conjointement avec la communauté. Construire un réservoir d'eau a été planifié dans la Communauté Las Garrapatas à Dajabón et en raison des processus administratifs et le coût élevé des offres de services professionnels présentées, sa construction n'a pas été achevée. Le Ministère a pris la décision d'assumer les coûts des matériels et l'appui technique pour construire les réservoirs d'eau, sur une base hautement pertinente de l'oeuvre manifestée par les acteurs sociaux de cette communauté, qui ont manifesté leur intérêt à contribuer avec la main-d'œuvre.

Afin de garantir l'atteinte des objectifs poursuivis dans chacune de ces stratégies, un partenariat stratégique a été créé avec les acteurs communautaires récepteurs des bénéfices et impliqués dans l'exécution du projet, partenariat qui a été soutenu à son tour par la stratégie d'association promue dans le cadre de la Déclaration d'Intention de Ouanaminthe pour une coopération triangulaire signée entre les Ministères de l'Environnement de la République Dominicaine et d'Haïti et la Secrétairerie d'Etat du Ministère des Relations Extérieures Norvégien pour appuyer le Programme "Frontière Verte"

Cependant, il est très important de mentionner quelques détails sur le projet avec référence au contexte haitien. Succès de n'importe quel projet de développement. Pour assurer la durabilité d'un projet, l'implantation des actions doit être faite avec une très grande collaboration des responsables locaux. La population et autres acteurs de développement des zones sélectionnées. La stratégie d'intervention proposée par le document du projet est en partie en adéquation avec les problèmes à résoudre. Cependant, cette stratégie n'a pas été appliquée avec promptitude dans l'exécution du projet, ce qui pourrait compromettre la mise en œuvre de certaines activités et contribuer à l'échec du projet. Plusieurs acteurs n'ont pas été suffisamment intégrés dans le projet, comme : les Directions Départementales de l'Environnement (MDE) d'Haïti et du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement rural (MARNDR) avec des délégations spécifiques de responsabilités. Cependant il y avait une bonne collaboration entre ces directions et l'équipe du projet pendant l'exécution.

En premier lieu, il convient d'éclaircir certains aspects du projet qui satisfont les nécessités de la population. L'effectivité des actions de reboisement s'explique par le fait qu'ils correspondent aux nécessités. Beaucoup de propriétaires n'avaient pas de possibilités pour cultiver toutes leurs terres. L'établissement des forêts est une manière de valoriser celles-ci. La création d'emploi à travers la formation de brigades apparaît dans toutes les réunions réalisées sur le terrain comme l'un des succès du projet, selon au moins la perception des acteurs. Il semble qu'il y ait une grande population dans les activités agricoles mal payée, qui est souvent obligée à aller travailler en République Dominicaine et qui avait besoin de ce type d'emploi. L'Appui en donnation de petites chèvres peut induire une source additionnelle de revenus.

Mais, d'un autre côté, nous devons admettre que ce projet est très ambitieux et que le processus d'élaboration n'a pas été basé sur l'identification des nécessités sur le terrain dans la partie haïtienne des régions frontalières, encore moins avec n'importe quelle politique

environnementale de la frontière et clairement définie par les autorités haïtiennes. Tandis que du côté dominicain, le projet dérive directement du Programme Quisqueya Verde opérant depuis quelques années. Le début des activités du projet dans le territoire d'Haïti a eu lieu dans un contexte spatial dans lequel le MDE n'a pas de base, aucun plan ou de disposition d'intervention réelle. Comment, par exemple, procéder dans le reboisement dans un terme limité par un programme annuel sans disponibilité de pépinières au début du projet ? Cependant, il faut admettre que dans le cadre du Corridor Biologique de la Caraibe, une grande pépinière s'est établie dans la région et qui n'était pas opérationnelle au commencement du projet. La fourniture de plantules a été réalisée depuis la République Dominicaine. Dans ce sens, la période d'exécution du projet semble être trop courte, la première phase étant prévue pour la première année.

Il y a plusieurs lignes d'activités dans le document du projet, mais sans tenir compte des spécificités de chaque pays.

Beaucoup d'activités ont été projetées, mais souvent le budget était insuffisant. D'autres activités requièrent un temps pour leur application, si on veut obtenir un projet durable.

Quelques activités de la composante 2 ne semblent pas réalistes dans le contexte haïtien. Par exemple, pour promouvoir l'idée de la Douane Verte, on a besoin du temps pour que l'Administration Générale des Douanes soit sensibilisée sur le sujet pour pouvoir l'adapter parce que ce concept ne semble pas être encore un souci des douaniers. Appliquer une activité douanière verte devrait faire une partie d'un processus réel et insérer dans le cadre d'une politique publique.

Les activités de la Composante 3 étaient faisables, mais le financement n'était pas disponible. Dans la pratique, il faudrait établir des liens entre les différenets composantes dans le but d'atteindre les objectifs du projet. L'objectif des activités génératrices de revenus n'est pas lié clairement à un processus de paiement par des services environnementaux. L'agriculture sous serres et l'arrosage par irrigation au goutte à goutte sont des innovations techniques qui requièrent du temps pour travailler avec les bénéficiaires pour qu'ils soient capables de s'adapter à elles. Ces technologies sont difficiles à mettre en application à court terme.

Le projet n'a pas tenu compte que beaucoup de ces endroits de plantation d'arbres sont des zones où les personnes pratiquent l'agriculture. La gestion des ressources naturelles et de l'environnement n'est pas concevable sans tenir compte de ce fait. Cela apparaît clairement dans

la zone de Caná, par exemple, où il y a l'existence d'un grand nombre de petits agriculteurs qui pratiquent la culture de manioc en association avec "Pois d'Angole". La zone parait très accidentée avec la formation de beaucoup de ravins. Nous comprenons que, dans ces circonstances, l'érosion des sols est très alarmante. Les interventions peuvent inclure de petites zones de reboisement, mais aussi des structures de contrôle de l'érosion des parcelles agricoles. La situation nous interpelle sur la nécessité d'une réflexion sur l'agriculture durable. Quel modèle d'arrangement est compatible avec la culture de cacahuète, considérée comme une culture particulièrement erosive?

Dans les zones les plus sèches, comme Bas Maribaroux (Ferrier), les arbres plantés sont très affectés par la sécheresse. Une opération de reboisement viable doit être accompagnée des interventions dans le contrôle de l'eau.

On peut aussi poser le problème de la pertinence de l'amélioration génétique des chèvres par le croisement de chèvres créoles avec des boucs "améliorés". Quels types d'agriculteurs sont capables d'élever ces boucs ? Peut-on questionner l'adaptabilité de générations de chèvres de provenance de ce croisement ? Beaucoup d'expériences ont été réalisées dans ce domaine dans le pays. Mais il manque une capitalisation de ces expériences pour déterminer dans quelles conditions ce type d'intervention peut atteindre ses objectifs.

Des cabris améliorés requièrent plus de soin, d'eau, de logement, d'aliments versus chèvres créoles. Pendant la mission sur le terrain, les bénéficiaires ont exprimé quelques difficultés avec les chèvres: des maladies, infertilité, mortalité. Les animaux sont élevés à la corde, mais la nuit, sont transportés dans le parc. Cette pratique est de plus en plus utilisée avec l'augmentation de la fréquence des vols.

b. Réponses du projet au problème de la déforestation dans la zone de mise en oeuvre.

Comme exprimé par les acteurs institutionnels et sociaux consultés, le cadre stratégique appliqué dans le projet pour donner la réponse à ce problème est hautement pertinent. la Politique Nationale pour faire face et contrôler la déforestation est une reconnaissance politique et sociale de l'ampleur de ce problème dans la zone d'implémentation, et la déclaration d'une nécessité urgente de donner une attention prioritaire à ce dernier; et comme réponse, on a créé un cadre de politiques et des stratégies nationales et binationales orientées à développer des actions préventives et de récupération des zones déboisées ou avec une couverture végétale peu

abondante, dirigées à intégrer la population rurale résidant dans un environnement à haut risque; ce qui a donné lieu à l'apparition de programmes et de projets orientés à s'occuper de cette situation.

En conséquence la nature et l'esprit du projet favorisent l'occupation productive des jeunes hommes et femmes, diminuant de cette façon le risque de les voir mener des actions de déforestation de la zone frontalière, et encourageant leur participation dans les solutions à la problématique et dans le renforcement des capacités orientées vers celle ci.

D'autre part, en comparaison au contexte d'Haïti, il convient de produire les réflexions suivantes. Le projet se basait sur une identification sommaire des besoins et trouvait ses fondements à travers le Programme Quisqueya Verde en République Dominicaine. La couverture végétale peu abondante, du côté haïtien de la frontière était évidente. Le projet s'adaptait au contexte local avec la négociation sur les types d'arrangement, conformément à l'utilisation désirée par l'opérateur de la parcelle. Les terrains ou parcelles non destinés à la production agricole sont fortement reboisés. La densité est plus petite quand il s'agit des terres agricoles pour limiter la compétition entre arbres et cultures sarclées.

Même si, le projet n'avait assez de temps pour que les propriétaires envoient les espèces de leur préférence, ces propriétaires ont l'option de choisir entre les espèces disponibles. Par conséquent, le choix des arbres est réalisé conformément à leur intérêt économique.

Parmi les espèces plantées, on trouve: Anacardium occidentale, Catalpa longissima, Swietenia mahogany, Swietenia macrphylla, Mangifera indien, Cassiasiamea), Lysilona latisiliqum, Cedrella odorata, Samanea saman, Colubrina arborescens, Simaruba glauque Pinus carribeae, Tamarindus indien, un Acacia mangium, un Acacia auriculiformis, Theobroma un cacao etc.

Les espèces *Acacia mangium* et *Acacia auriculiformis*, *ont* déjà été introduites dans le Nord-est et sont approuvées par la population en raison de leurs usages multiples et leur facilité de propagation. Ces espèces, spécialement *l'Acacia auriculiformis*, s'adaptent bien à la logique de la production de charbon, des bourgeons repoussent et produisent beaucoup de graines, ce qui donne une tendance invasive à ces plantes. De plus, il s'agit d'un bois utilisé dans la fabrication de meubles et de la construction de maisons (poteau, poutres, portes). Les étais d'acacia

offraient plus d'avantages par leur capacité de réutilisation que les étais de bambou, amplement utilisés dans la région du nord. Encore sans les calculs financiers, les propriétaires semblent convaincus que la sylviculture est une option viable à moyen et à long terme pour les personnes disposant d'une certaine surface. Les autres acceptent la plantation de *Pinus carribae*, en espérant tirer rapidement un profit dans la production de planches. Il faut dire que la proximité avec la République Dominicaine constitue un facteur favorable, parce que les agriculteurs haïtiens sont informés des bonnes pratiques de gestion forestière de l'autre côté de la frontière et de la rentabilité de cette activité.

D'autre part, la stratégie de reboisement à travers la formation de brigades a répondu aux nécessités de la population à travers la création d'emploi.

c. Activités préparatoires pour l'identification des problèmes. Celles-ci ont encadré le Programme Frontière Verte, dont les activités pour identifier les problématiques se sont fondées sur les leçons tirées des inventaires réalisés par l'Équipe Technique Trinationale pour l'établissement du Corridor Biologique dans la Caraibe (CBC) entre Cuba-Haiti-RD. Il faut souligner aussi que le Programme Frontière est une ligne d'action du Plan d'Action du CBC. Toute l'action du Programme Frontière Verte, tout au long des deux côtés de la frontière entre RD et Haïti fait partie intégrante des zones de connectivité du CBC.

À ces fins, l'équipe technique responsable de la conception du PFV, a réalisé des deux côtés de la frontière, plusieurs visites dans la zone de mise en oeuvre du Programme, avec l'implication des communautés, auxquelles on indiquait en quoi consistait le PFV et la facon dont elles pourraient y participer et en tirer des avantages.

Également, on a fait des missions de reconnaissance terrestre et aérienne en survolant en hélicoptère administré par les Ministres de l'Environnement des deux pays pour identifier les problèmes environnementaux dans la zone frontalière, et où le Ministère de l'Environnement avait déjà une base d'interventions, mais plus effective du côté dominicain. Cependant, les missions de terrain n'ont pas pu réaliser un diagnostic approfondi.

d. Des critères de sélection et focalisation des familles bénéficiaires. Comme stratégie pour sélectionner et focaliser les familles réceptrices des produits que le Projet RTNR-FV/Massacre et Pedernales remettrait à la société, dans sa conception le projet a prévu dans chacun de

produits de ses composantes une action ou des tâches qui a été dénommée « Identification et sélection des communautés, bénéficiaires et type d'action à mettre en application ». Cette action a été réalisée conjointement avec les leaders et acteurs communautaires et, par conséquent, pour la focalisation des familles à bénéficier du projet.

Entre les critères pris en considération pour la sélection des bénéficiaires se trouvent : i) la dynamique de population, ii) la vulnérabilité socio-économique des groupes communautaires cibles, et ii) les conflits liés à l'usage des ressources naturelles et des espèces forestières endémiques ou introduites.

La focalisation des familles des bénéficiaires est réalisée à partir de la sélection de personnes individuelles ou regroupées en organisations sociales et communautaires en tenant compte de leurs caractéristiques personnelles, familiales et de l'environnement dans lequel ils étaient originaires. En outre, elles devraient démontrer la volonté et la capacité basique nécessaire d'appuyer et de contribuer à l'atteinte des objectifs et des résultats du projet. Dans les communautés, ce processus a été facilité par des planificateurs et des techniciens de l'Agence d'exécution du projet. La méthodologie ou les procédés ont été :

- <u>reconnaissance de la zone</u>. Des visites de reconnaissance ont été réalisées pendant huit jours afin de sélectionner les communautés par les acteurs impliqués dans le projet.
- rencontre avec les acteurs communautaires clés. Pendant les visites de la zone d'implémentation du projet, des mini-réunions et des conversations ont été réalisées avec les acteurs communautaires clés, à partir desquels les communautés, les bénéficiaires ont été identifiés et sélectionnés
- e. Adéquation des décisions du projet avec les attentes et priorités des gens. Dans cet ordre, après avoir évalué comment le projet leur a changé leurs vies, les différents acteurs sociaux et les groupes cibles interviewés ont affirmé que les décisions du projet ont été hautement pertinentes. Ceci sur la base que les revenus verts générés par le projet ont eu un impact considérable dans l'amélioration des conditions de vie des familles rurales dans la zone d'implémentation du projet. La majorité des bénéficiaires ont pu satisfaire des besoins comme : l'alimentation de la famille, la

scolarisation des enfants, la construction ou la réhabilitation de leurs logements, l'acquisition d'animaux entre autres. Des exemples de cela les constituent :

Les Cent quarante (140) membres des brigades de reboisement du côté dominicain et 889 personnes du côté haïtien : avant le projet, la plupart étaient chômeurs et d'autres gagnaient à peine de quoi soutenir la famille. Même en nettoyant des champs, et avec beaucoup de chance ils arrivaient à recevoir entre RD\$100-150 par journée de huit heures de travail. Avec le projet, ils ont été formés pour les travaux de reboisement en recevant RD\$300 par Journée de sept heures de travail ou l'équivalent en Haïti (330 gourdes), et ce changement a amélioré le niveau de vie de ces gens et de leur famille, puisque leurs revenus ont augmenté d'une façon qu'ils n'ont jamais espérée.

- Le groupe de 36 femmes associées qui ne disposaient pas de propriétés pour cultiver des aliments ou qui le faisaient sous le soleil incandescent, ont été formés aujourd'hui, elles administrent et produisent des aliments en utilisant une technologie de production sous un environnement contrôlé.
- **f.** La dimension de genre dans la mise en œuvre du projet. L'intégration de la dimension genre est présente dès la phase de conception jusqu'à la phase de mise en œuvre exécution et le suivi des projets. Ceci a été donné à partir de:
 - Les agences d'exécution et d'implémentation où la participation et le leadership des femmes se sont produits dans les phases de conception, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation des résultats du projet;
 - La participation des femmes à la reforestation de la zone du projet, où la participation s'est produite directement dans l'établissement des différents droits, responsabilités et possibilités de diriger le travail des brigades de reboisement; et,
 - Du côté haïtien, non seulement les femmes ont parfois le rôle de chefs de brigades, mais aussi un quota de 30% de femmes membres de la brigade était appliqué.
 - En tant que bénéficiaires des actions du projet par la livraison et la gestion des technologies de production d'aliments dans un environnement contrôlé et de production de plantes forestières et agroforestières dans les pépinières communautaires à des femmes

paysannes membres d'associations; ainsi que les livraisons individuelles de technologies de production de miel d'abeilles.

g. Niveau de participation des membres dans les différentes phases du projet. Les interactions prévues dans la conception du projet, puis la participation effective durant sa mise en oeuvre. En général, le projet RTNR-FV/Masacre-Pedernales a eu du succès dans l'établissement des accords de partenariat efficaces avec les parties prenantes prévues dans la conception et avec d'autres acteurs communautaires membres d'associations qui ont eu des incidences sur la zone durant sa mise en œuvre.

h. Les facteurs de risque. Du côté dominicain, aucune activité ne présente un risque élevé pour la poursuite des principaux résultats après la fin du projet, comme: a) menace environnementale; b) changements dans les cadres juridiques, politiques et dans les structures et processus de gouvernance; c) les risques financiers qui peuvent affecter la durabilité des résultats du projet

Du côté haïtien, il ya une très faible gouvernance qui se manifeste dans l'absence de l'État en de nombreux points du territoire et dans la détresse financière dans les cas où l'Etat est présent. Par conséquent les gens locaux ne sont pas contrôlés de manière adéquate sur les questions d'intérêt commun telles que la protection de l'environnement. En outre, les populations locales ont les moyens de jouer le rôle du gouvernement central. Dans la zone frontalière d'Haïti, il ya une très faible gouvernance environnementale. En outre, le risque de sécheresse n'a pas été suffisamment pris en compte dans les activités de reboisement, ce qui a affecté le taux de survie des plantations surtout dans les zones très sèches. Des formations n'ont pas été réalisées dans toutes les zones afin de prévenir les incendies de forêt qui sont fréquents dans les zones d'intervention du projet.

C-Efficacité

En Haïti, le projet n'est pas parvenu à répondre à tous les objectifs fixés, de sorte que son efficacité est globalement moyenne. Cependant, pour la plantation d'arbres et un sous-projet de chèvres, l'efficacité du projet est élevé. Les conditions de la zone d'intervention ont sensiblement changé. Le processus de succession écologique permettra à d'autres espèces d'arbres de se régénérer naturellement, changeant le paysage des zones. Les producteurs considèrent le projet comme bénéfique d'un point de vue environnemental, car la couverture forestière de leur

environnement est améliorée. D'un point de vue socio-économique, le projet a stimulé la diversification des espèces d'arbres qui assureront plus de retombées économiques.

Du côté dominicain, le projet a été très efficace dans l'intégration de la restauration des écosystèmes dégradés pour divers intervenants communautaires et des institutions liées au secteur rural et dans l'intégration des processus de reboisement. Ces réalisations sont accompagnées par un nombre croissant de fermes et parcelles (151 fermes au total), dont les propriétaires ont établi des écosystèmes naturels de forêt et avec la reconnaissance des avantages économiques qui en découlent. En fait, à la clôture opérationnelle du projet, près de 80% de ces fermes (122 fermes) détiennent le Certificat de Droit de Coupe sous la supervision du Ministère de l'Environnement. En démontrant les avantages environnementaux et économiques des systèmes de production adaptative, il est permis d'anticiper que l'extension des zones avec écosystèmes naturels de forêt gérée sera maintenue après l'achèvement du projet. L'évaluation de l'efficacité du projet est basée sur l'analyse des éléments suivants:

- a. Les autres avantages générés par le projet. Parmi les avantages mesurés d'un côté par l'impact environnemental potentiel du reboisement se trouvent les avantages suivants: la réduction des émissions de CO2 dues à la déforestation et à la dégradation des forêts; et l'augmentation des services environnementaux par le rétablissement ou l'augmentation de la couverture arborée, accroît la fertilité du sol et améliore la rétention de l'humidité par la réduction de l'érosion des sols par l'eau et le vent.
- b. Conformité des résultats obtenus dans le projet. L'évaluation globale des résultats généraux en rapport avec le niveau de performance ou d'atteinte des objectifs par rapport aux indicateurs correspondant aux produits du projet (voir tableau 7), conduit à la conclusion que le projet a atteint les résultats de la phase I du projet avec, respectivement, plus de 90% et environ 60% pour la République Dominique et Haïti, des objectifs des produits du projet à livrer à la société obtenus.

Cela montre que les travaux ont été faits très efficacement dans les pays, en particulier ceux liés aux réalisations en termes de résultats atteints dans le reboisement, ce qui indique que l'agence d'exécution a joué un rôle important dans le choix des producteurs appropriés pour établir les

fermes ou les parcelles à écosystème forestier géré. De la même manière, une bonne assistance technique au niveau du terrain a été fournie. Les tableaux 8 et 9 montrent les résultats obtenus en termes de reboisement.

Tabla 7: Superficie reboisée en Haïti dans le cadre du projet Massacre-Pedernales, entre octobre 2011 et septembre 2013, par bassin versant et par communauté

Période de plantation	Arbres plantés	Superficie (hectare)	Quantité de Beneficiaires	TS*(%)	Zones de plantation
Oct-Nov 2011	122207	134.44	141	73	Welsh, Cana, Savane- Longue, Baja, Chevalier
Mai-Juin 2012	124428	302.32	184	82	Bedoue, Dosmond, Goude, Mateliere, Baja, Cana, Welsh, Franchoisie
Oct. 2012	66719	76.47	62	85	Bedoue, Dosmond, Acajou, Savane Longue, Baja
Dec. 2012	2300	1.75	2	78	Bas-Fort
Mai-Juin 2013	167931	148.97	118	95	Bedoue, Polo, Bas-Fort, Cana, Ferrier
Sept. 2013	95322	67.07	35	89	Josué (Chambellan), Bedoue, Bordin
Total	578907	731.02	542	83.67	15

Source : Alexis LAFLEUR, Ingénieur-Agronome, assistant technique MDE

Les indicateurs clés de performance obtenus en termes de reboisement sont résumés comme suit:

- **Superficie reboisée**: 731,02 hectares reboisées par la plantation de 578 907 arbres des espèces mentionnées ci-dessus dans 15 régions et un taux de survie moyen de 83,67.
- Nombre de brigades de reboisement établies: 16 brigades de reboisement, créant 889 emplois verts temporaires;
- **Nombre de bénéficiaires**: 542 agriculteurs ont directement bénéficié par le reboisement de leurs parcelles.

Plusieurs facteurs ont influencé sur l'efficacité des interventions du côté haïtien. Des retards ont été enregistrés dans le paiement des brigades. Ce problème a contribué à la démotivation des

^{*}TS: Taux de survie, 83.67 est la moyenne.

membres des brigades et à une diminution de la performance au travail. Les pépinières sont trop loin des sites de plantation, ainsi il y a un besoin de multiplication petites pépinières décentralisées.

Tabla 8 : Superficie reboisée en République Dominicaine dans le cadre du projet Massacre-Pedernales, entre octobre 2011 et septembre 2013, par bassin versant et par communauté

Communauté	Superficie reboisée		Arbres	Espèces plantées	Quantité de	
Communaute	Hectares	Tareas	plantés	Especes plantees	Bénéficiaires	
Bassin versant Massa	cre					
1. Capotillo	94.2	1,497.8	150,266	Pinus caribaea	27	
2. La Peñita	70.7	1,124.1	82,160	Pinus caribaea	11	
3. Hipólito Billini	51.0	811.6	102,832	Pinus caribaea	19	
4. Fondo Grande	72.4	1,150.5	56,517	Pinus caribaea	16	
5. Las Lagunas	77.4	1,230.3	123,029	Pinus caribaea	9	
6. Palo Colorado	55.8	887.2	103,468	Pinus caribaea	35	
7. La Garrapata	32.8	521.5	52,430	Pinus caribaea	11	
8. Cerro Juan Calvo	37.6	598.1	21,404	Pinus caribaea	8	
9. Pueblo Nuevo	83.7	1,330.8	79,977	Pinus caribaea	15	
10.Alto de la Paloma	9.1	144.7	14,400	Pinus caribaea	11	
Subtotal	584.7	9,296.7	786,483		158	
Bassin versantPedern	ales					
1. Los Arroyos	53.9	857.0	47,500	Pinus occidentalis	4	
2. Aguas Negras I y II	70.5	1,121.0	82,000	Cedrela odorata	6	
3. La Altagracia	27.5	437.3	35,000	Cedrela odorata	2	
Sous-total	151.9	2,415.2	164,500		12	
TOTAL	736.6	11,711.9	950,983		170	

Source: Elaboré sur la base des rapports des brigades de reboisement

Les principaux indicateurs de performance obtenus en termes de reboisement se résument comme suit:

- **Zone reboisée**: 736,6 hectares reboisées par la plantation de 950,983 arbres d'espèces: Pinus Caribea (786,483), Pinus Occidentalis (47500) et Cedrela odorata (117 000).
 - 584,7 hectares reboisées dans l'aire du bassin versant de la rivière
 Massacre, avec la plantation de 663,550 arbres de Pinus caribea.
 - 151,9 hectares reboisées dans la zone du bassin versant de la rivière des Pedernales avec la plantation de 164 500 arbres des

espèces de Pinus occidentalis(47500) et de Cedrelaodorata (117 000).

- Nombre de brigades de reboisement établies: 14 brigades de reboisement, générant 140 espèces d'emplois verts; 10 brigades dans le bassin versant de la rivière Massacre et 4 dans le bassin versant de la rivière Pedernales,
- Nombre de bénéficiaires: 170 agriculteurs ont bénéficié directement à travers les fermes à écosystème de forêt gérée.
- a. Le modèle de mise en oeuvre. Les acteurs institutionnels interrogés ont déclaré que la coordination interne et externe entre les contreparties du projet s'est faite de façon satisfaisante du côté dominicain et moyennement satisfaisante du côté haïtien, en ce qui concerne les mécanismes de planification, de soutien financier et de logistique, de visibilité commune, de systématisation et de divulgation. Les arrangements entre les partenaires, coordonnés selon la structure organisationnelle du projet, ont facilité le processus de coordination interne et externe entre les contreparties institutionnelles impliquées avec des rôles différenciés.

En RD, le Ministère de l'Environnement de la République dominicaine était l'organisme d'exécution, et le Programme des Nations Unies pour le Développement de la République Dominicaine était l'agence de mise en œuvre en étroite coordination avec les agences du PNUD et du PNUE en Haïti.

Pour la mise en œuvre des activités sur le terrain ont été mises en place deux unités nationales de mise en œuvre (UMO). La direction provinciale de Dajabon était responsable de la mise en œuvre des activités dans l'aire du bassin versant de la rivière Massacre; et la direction provinciale des pedernales était responsable de l'exécution des activités dans l'aire du bassin versant de la rivière Pedernales. Les deux unités d'exécution ont mis en œuvre leurs activités sous la direction du Vice-Ministère des Ressources Forestières de concert avec les aires de Coopération Internationale et de Planification du Ministère de l'Environnement.

Les autres partenaires importants qui ont permis le succès du modèle de mise en œuvre réussie furent les acteurs locaux et communautaires clés situés dans la zone des deux bassins versants, dont le rôle pendant et après l'achèvement du projet sont décrits dans le tableau 5.

Au cours de la mise en œuvre on a eu recours à des services de consultation, par l'intermédiaire du PNUD, seulement pour la mise en œuvre des actions liées à l'établissement de: ruchers, agriculture en environnement contrôlé-Serre, et pour la construction des infrastructures de protection et de surveillance, incluant le processus de formation, après appels d'offre ouverts à plusieurs firmes. Les firmes contractées ont donné les livrables de manière satisfaisante. D'autres livrables du projet ont été produits par le personnel technique de l'agence d'exécution, avec le soutien de la section des achats du PNUD.

En Haïti, certaines limitations ont entravé la coopération étroite entre les différents acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet. Contrairement à la République dominicaine, le ministère de l'Environnement d'Haïti n'a pas eu le même rôle en matière de leadership tout au long du processus. Les transferts de fonds ne pouvaient pas être effectués à temps au MDE à cause de l'indisponibilité d'un compte bancaire réservé pour le projet qui n'a pas été créé. Les retards accumulés dans le paiement des brigades de reboisement ont ralenti le rythme de la mise en œuvre de ces activités. Même au sein du ministère, la direction départementale s'est sentie éclipsée par la Direction des Sols et Ecosystèmes au niveau central. Dans ce contexte, le bureau technique a assuré la mise en oeuvre du projet selon la modalité d'exécution directe du PNUD. Il n'y a pas un système de gestion coordonné et harmonieux nécessaire à la réalisation des résultats du projet. Toutefois, plusieurs acteurs ont fait preuve d'une forte volonté de travailler pour atteindre les objectifs. Cela a permis de minimiser les facteurs négatifs qui auraient pu affecter la performance des activités.

b. Le renforcement des organisations de base de la zone comme résultat du projet. Le choix de la zone a permis la conception du projet en partant de l'hypothèse que, dans les communautés concernées, il y aurait la volonté nécessaire pour être des partenaires et que le projet compterait sur leur soutien dans la phase de mise en œuvre. Et à travers le projet, on continuerait à faciliter le renforcement des organisations communautaires en collaboration avec le gouvernement norvégien.

En Haïti, par exemple, la collaboration avec les organisations communautaires a pris diverses formes et niveaux de participation dans le processus de mise en œuvre du projet. Ces organisations sont consultées dans la planification des activités et beaucoup de leurs membres font partie des brigades. Dans certains cas, les membres offrent un pourcentage de leur salaire comme contribution à l'organisation. Au niveau municipal, les organisations de base sont impliquées dans le comité local de soutien au projet. Une expérience de gestion d'un sous-projet a été réalisée avec une organisation de femmes à Capotille.

Les organisations de base, à différents niveaux dans les deux pays, dont les capacités ont été renforcées avec le projet sont listées ci-dessous.

1. Apiculteurs Association "La fronteriza" de Dajabon et Pedernales, dont les membres ont été formés aux bonnes pratiques apicoles et dans la pollinisation par des abeilles et en manifacture. Ils ont également reçu du projet 150 ruches pour 15 apiculteurs, 1 rucher de 10 ruches avec des équipements de type Langstroth avec 1 outil pour le miel, et la matière vivante (les abeilles) à partir des noyaux de type Langstroth équipés de 4 panneaux avec couvain operculé et reine d'abeilles fécondée.

Ils ont également reçu, des outils et des fournitures, du matériel et des costumes de gestion des ruchers et pour l'extraction du miel ainsi que des équipements pour une utilisation sous régime communautaire tels que:

- Extracteur de miel manuel de type tangentiel en acier inoxydable de niveau alimentaire avec capacité pour 6 panneaux (Bassin versant Massacre) et 4 panneaux (bassin versant de la rivière Pedernales)
- Dégagements pour l'enlèvement des bouchons (couvercle de cire) avec un peigne de miel, en acier inoxydable de niveau alimentaire avec des supports internes, filtres et réservoirs pour le miel avec vanne 1 ½ ".
- Couteaux en acier inoxydable pour enlever le bouchon.
- Réservoirs en plastique de niveau alimentaire jusqu'à 45 gallons de miel avec des vannes de type ballon en acier inoxydable.

Les bénéficiaires se sont engagés par la signature d'un accord pour assurer le bon fonctionnement des rûches d'abeilles après la fin du projet.

- **2.** Association Communautaires Los Miches à Dajabon. Bénéficiaire d'une formation à la fois pour la gestion des plantations forestières établies dans le Cerro Juan Calvo, et pour la gestion et l'administration de pépinière communautaire de production de plantes mellifères et de l'infrastructure de surveillance in situ, en particulier la Tour d'Observation-Mirador Cerro JuanCalvo. Cette association s'est engagée à soutenir la surveillance et la maintenance pour assurer le bon fonctionnement de ces livrables du projet à la communauté Los Miches, en partenariat avec le Ministère de l'Environnement.
- **3.** Association des maîtresses de maison "Madre de Las Garrapatas" en Restauration, Dajabón. Association de femmes formées pour produire des aliments en environnement contrôlé a recu une serre métallique de 500m ² de production. Elle s'est engagée à gérer et à administrer la serre remise par le projet à la communauté Las Garrapatas, Restauration de manière efficace afin d'assurer son bon fonctionnement après la fin du projet.
- **4. Association Madre de La Altagracia à Pedernales.** Association de femmes formées pour produire des aliments en environnement contrôlé a recu une serre métallique de 500m ² de production. Elle s'est engagée à gérer et à administrer la serre remise par le projet à la communauté La Altagracia, Pedernales de manière efficace afin d'assurer son bon fonctionnement après la fin du projet.
- **5.** Association Mère de Mencia à Pedernales. Association de femmes formées pour produire des aliments en environnement contrôlé et pour la production de plantules en pépinière a recu une serre métallique de 500m ² de production et a également reçu une pépinière communautaire en fonctionnement de 616,25 m² et une capacité de production de 100 000 plantes / an. Elle s'est engagée à gérer et à administrer la serre remise par le projet à la communauté de Mencia, Pedernales de manière efficace afin d'assurer son bon fonctionnement après la fin du projet.
- **6.** L'association Mouvement des Femmes de Capotille (MFK), dont la responsabilité a été d'exécuter le sous-projet de chèvres. Ce sous-projet a été mis en oeuvre dans l'objectif de contribuir à améliorer les conditions de vie des petits éleveurs/cultivateurs dans les trois communes (Capotille, Ouanaminthe et Ferrier) à travers l'augmentation et l'amélioration de leurs troupeaux de chèvres. Il a également été conçu pour fournir aux habitants des communes situées sur la frontière haïtiano-dominicaine la possibilité d'avoir `a leur disposition de ressources

techniques locales nécessaires pour répondre aux exigences de l'élevage caprin (agriculteurs formés) après la fin du projet. MFK est une association de femmes formées pour transformer les produits alimentaires (fruits, cacahuètes, etc) en confiture, beurre, etc. Il a reçu des fonds pour exécuter le sous-projet.

Les bénéficiaires de projets de reboisement sont les bénéficiaires des chèvres, sauf dans la zone de Ferrier. Un total de 25 paires de chèvres ont été distribuées à chaque municipalité (Capotille, Ouanaminthe, Ferrier). Trois stations d'accueil avec 2 races chèvres Boer ont été installées par commune. Une portion de terrain est utilisée pour les cultures fourragères (Herbes guinées de Pangola) pour les chèvres. Le contrôle de l'état de santé des chèvres ne s'est pas poursuivi après la clôture du projet. Les bénéficiaires ont signé un contrat pour livrer deux chèvres pour les futurs bénéficiaires. Ils ont reçu une formation en élevage caprin.

D-efficacité.

Ce projet a été très efficace dans l'utilisation de ses ressources, et dans l'atteinte des indicateurs qui renseignent sur l'ampleur des réalisations et des niveaux de suivi et de supervision sur le terrain pour la réalisation des objectifs programmés. Cela montre la pertinence et l'efficacité, la créativité et le dévouement de l'équipe technique dans la répartition et l'utilisation des ressources limitées afin de maximiser l'impact sur les activités de terrain et sur les parties prenantes. La qualification de la pertinence, l'efficacité et l'efficience du projet est considéré comme très satisfaisante du côté dominicain et modérément satisfaisante du côté haïtien.

L'évaluation de l'efficacité du projet est également soutenue par les résultats du projet dans les domaines suivants:

a. Utilisation du budget. Évaluée à partir de l'efficacité de l'investissement du projet, qui peut être mesurée par les coefficients obtenus entre le montant investi et le nombre total de bénéficiaires du projet, comme par la superficie touchée par le projet du côté dominicain. Les résultats sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 9: Evaluation de l'efficacité de l'investissement du projet

	VALEUR	VALEUR
DESCRIPTION	REPUBLIQUE	REPUBLIQUE
	D'HAITI	DOMINICAINE

A. Montant total exécuté par le projet (USD\$)	1,631,271,25	1,003,218.33
B. Unité de mesure de la superficie touchée	Kilomètres carrés	Kilomètres carrés
C. Superficie touchée (Haiti bassin versant massacre et RD les deux bassins versants)	150.00	525.23
D. Nombre de bénéficiaires	1029	4,499
E. Investissement/Km ² en USD\$ (A/C)	10,875,14	1,910.6
F. Investissement/ beneficiaires en USD\$ (A/D)	1,585.30	223.0

En RD le rapport coût-efficacité du projet RTNR-FV/Masacre et Pedernales implique un investissement de 223,0 USD \$ dollars par bénéficiaire, et un investissement de 1,910.6 \$ US par kilomètre carré.

Dans le cas d'Haïti, le rapport coût-efficacité du projet RTNR-FV/Masacre pedernales implique un investissement de 1585,30 USD \$ dollars par bénéficiaire, et un investissement de 10.875 \$ US par kilomètre carré

La grande différence entre les deux peut être expliquée par la différence entre les contextes institutionnels des deux pays. En République dominicaine, le projet Frontera Verde représente en fait un appui à la poursuite des interventions du programme national Quisqueya Verde. Le système logistique et les ressources humaines sont déjà en place. En Haïti, beaucoup plus d'investissements sont nécessaires pour le démarrage des activités du projet. Les structures du Ministère de l'Environnement sur le terrain sont presque inexistantes.

b. Soutien financier et logistique.

En ce qui concerne le soutien logistique, celui-ci a été fourni de manière satisfaisante. Les contrôles financiers ont permis que les mouvements de fonds et le paiement des résultats finaux du projet soient effectués de façon satisfaisante sur les deux côtés.

Du côté dominicain, en dépit du fait que, au moment de l'approbation du projet, il n'y avait pas de cofinancement prévu par le gouvernement, il y eut suffisamment de clarté dans le cofinancement à la fin de celui-ci pour qu'il y ait cofinancement en espèces (voir table.4). En outre, les dépenses de l'équipe technique de l'agence d'exécution, ont été entièrement prises en charge par le Ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles, RD, en nature.

En Haïti, en ce qui a trait au soutien financier et logistique du projet, toutes les activités ont été réalisées avec le financement des bailleurs de fonds avec un soutien minimal du MDE. Un appui en matériels et en équipements a été donné au Ministère de l'Environnement d'Haïti dans le cadre de l'initiative du Corridor Biologique (Centre de Germoplasme de Dosmond). La Direction Binationale a accompagné le Centre tout au long de la durée de la première phase du projet. Les Brigades de reboisement et les techniciens étaient disponibles au centre pour assurer son bon fonctionnement.

a- Mécanismes de contrôle, paiement des brigades et procédures pour l'utilisation des ressources. Le principal mécanisme utilisé à la fois pour contrôler les actions des brigades et pour systématiser et enregistrer les résultats obtenus dans le reboisement, mesurés par la quantité d'arbres plantés par espèces et la quantité d'aires quotidiennement reboisées, est constitué par le Cahier de Contrôle des Activités des Brigades de Reboisement. Cet outil est utilisé par les Unités de Gestion dans les deux pays.

Pour garder spécifiquement le suivi des activités, ce cahier de contrôle a la structure suivante: 1. Un tableau d'identification de la brigade (nom et lieu de l'action, son coordinateur / et/ ou son ou sa chef de brigade); 2. Une matrice de reboisement annuel, indiquant toutes les parcelles qui seront plantées, le nom du propriétaire, la zone, les espèces d'arbres et le lieu; 3. Un tableau de présence des membres de la brigade indiquant le nombre total des journées de travail; 4. Un tableau des activités prévues pour le mois; 5. Tableau des activités quotidiennes indiquant le type et la quantité de travail effectué (trous, couronnes, etc.), le nom du propriétaire de la parcelle et les conditions de sol et de climat; 6. Un tableau récapitulatif du travail mensuel réalisé; 7.Un tableau des observations pour compiler les informations jugées importantes et qui ne peuvent pas être incluses dans les matrices cidessus, telles que: s'ils ont participé à des cours, ont reçu des visites, ont détectées certains ravageurs ou maladies des plantes, entre autres. Il est de la responsabilité du chef d'équipe de compiler et de transcrire l'ensemble de l'information contenue dans les matrices ou les

tableaux, avec la supervision d'un technicien du Ministère de l'Environnement. Voir les tableaux et les matrices modèles en annexe. Mais l'équipe de projet du côté haïtien n'a pas pu préparer ce type d'outil pour surveiller les activités des brigades

En ce qui concerne le paiement, cet ensemble de tableaux et de matrices- qui montrent le travail effectué par chacun des membres de la brigade de reboisement, sont présentés par le chef d'équipe comme preuve pour le paiement mensuel des journées de travail.

Pour le côté haïtien, un cahier de Contrôle des Activités des Brigades de reboisement a été élaboré et appliqué pour le contrôle effectif de leurs travaux sur le terrain afin d'avoir des données de reboisement précises. Ce cahier contient: a) un tableau de présence indiquant la zone de travail, la commune, le superviseur et les noms et prénoms, le NIF / CIN et la période de travail, b) un tableau de rapport de travail incluant le temps, la date, l'activité (type d'intervention), le nom, la superficie, la localisation et le nom du propriétaire, c) un tableau de plantation d'arbres indiquant le nom du propriétaire du terrain, la zone de plantation, la quantité de terrain, la date de plantation, les espèces et la quantité d'arbres plantés, la distance plantation et les points GPS (x, y, z). En plus de ces tableaux indiquant les informations des activités de reboisement, il ya un tableau de visiteurs qui contient les informations suivantes: Nom du visiteur, de l'organisation ou de l'institution, la date de la visite, la durée et la raison de la visite.

En ce qui concerne la gestion administrative et financière (sur le côté dominicain) des ressources allouées aux activités de reboisement, spécialement celles liées au paiement des brigades, elles passent par les différents processus, les procédures et les contrôles mis en place dans le Système Intégré de Gestion financière (SIGEF) qui réglemente et contrôle l'action de l'État dominicain sur la question relative au contrôle de l'usage des ressources économiques ainsi que ceux établis par le Système National d'Investissement Public (SNIP).

A cet égard, il convient également de noter quelques particularités associées à la mise en œuvre du projet en Haïti. Pour atteindre les objectifs proposés par le projet, le soutien logistique et financier à la disposition de l'équipe de mise en œuvre n'est pas suffisant. L'équipe de mise en œuvre du projet sur le terrain a reçu les matériels et l'équipement pour le projet après trois mois d'activités de lancement, ce qui a augmenté le travail du personnel de l'équipe de mise en œuvre.

Les mécanismes de contrôle, le paiement des brigades sont réalisés de manière à prévenir la corruption à tous les niveaux du processus. Cependant, de nombreux retards ont été enregistrés dans le paiement des brigades, en raison de l'indisponibilité d'un compte bancaire géré par le MDE. Par conséquent, on a utilisé les services de FONKOZE (Fondasyon Kole Zepol), une institution de micro finance, pour le paiement des brigades. Les systèmes de décaissement du PNUD ne semblent pas appropriés. Ce problème a contribué à réduire la performance des brigades à cause de la perte de motivation.

b. Consistance et cohérence des activités, des ressources et des résultats. Le succès obtenu avec la mise en œuvre du projet, avec plus de 90% des activités du POA exécutées, démontre l'efficacité et l'efficience de ces éléments en RD, soutenus non seulement par la cohérence des POA mais aussi par la cohérence de leur mise en œuvre, les compétences managériales, le leadership de l'équipe technique et sa capacité à résoudre des problèmes et la gestion efficiente des ressources financières.

De même, en ce qui concerne le côté dominicain, la pertinence de la structure organisationnelle du projet a facilité le processus de gestion cohérente dans la mise en œuvre des activités permettant que l'organisation flue à tous les niveaux et démontrant la répartition des responsabilités à tous les niveaux.

En revanche, du côté haïtien, le projet a été soumis à divers problèmes, du point de vue politique, administratif et de gestion, qui dans une certaine mesure, affecte la collaboration binationale et l'exploitation de l'installation du groupe de travail (UMO). L'éloignement des zones du projet a contribué aux difficultés, le bureau binational est basé à Ouanaminthe, tandis que les opérations administratives sont à Port-au-Prince. Les limitations ci-dessus expliquent pourquoi la première phase a duré si longtemps (28 mois au lieu de 12 mois prévus à l'origine) avec trois demandes d'extension adressées au bailleur. La structure organisationnelle du projet n'a pas facilité un processus de gestion cohérente pour la mise en œuvre des activités du projet. Cependant, les résultats présentés dans le tableau 7 montrent un succès dans la mise en œuvre du projet, avec plus de 90%, en particulier pour les composantes 1, 2 (produits 2.1 et 2.3) et la composante 3 (produit 3.4). Les résultats atteints ont été possibles grâce à la collaboration de l'équipe de mise

en œuvre technique sur le terrain, la volonté du PNUD et du PNUE et la participation communautaire.

- g. Recommandations pour améliorer la performance des activités du projet. Pour améliorer la performance dans le futur des activités du projet, les recommandations suivantes sont faites:
 - Renforcer la coordination formelle entre le Bureau binational du projet et les institutions locales impliquées dans la gestion et l'administration des ressources naturelles.
 - Continuer à renforcer la capacité des organisations sociales communautaires et des institutions locales des deux côtés de la frontière pour la gestion et l'utilisation durable des ressources naturelles transfrontalières.
 - Renforcer la plate-forme institutionnelle environnementale municipale et l'adoption de systèmes de production forestière et agroforestière et des pratiques adaptatives pour les bénéficiaires aux fins d'établir la base pour la réplication des résultats du projet dans le cadre des politiques et des mécanismes de participation nationale
 - Améliorer la systématisation de l'information pertinente pour les partenaires producteurs et les organismes communautaires
 - Mettre en place des mécanismes administratifs et financiers flexibles pour éviter des difficultés dans la mise en œuvre des activités de manière célère et dans les délais prévus.
 - Réduire les obstacles ou limitations qui accentuent les difficultés dans l'acquisition de la technologie et le transfert de connaissances pour appuyer à partir de la RD les démonstrations des moyens de subsistance alternatifs en Haïti comme un moyen de réduire les écarts entre les contextes des deux pays qui ont entravé la mise en œuvre des activités.

Enfin, il est recommandé de renforcer la systématisation et la diffusion des résultats par le biais de la création d'une page Web pour assurer un suivi numérique du projet afin de faire une plus grande et une meilleure mesure, évaluation et diffusion des résultats des activités du projet.

E-Participation nationale.

Selon les acteurs institutionnels, l'appropriation nationale est considérée comme très élevée. Le projet est adapté aux priorités, politiques et aux plans de développement des deux pays.

Dans ce contexte, le projet est conforme à ce qui est exprimé dans la Constitution de la République dominicaine du 26 Janvier 2010, CHAP IV, article 15, paragraphe: Les hauts bassins hydrographiques et les zones de biodiversité endémique, indigènes et migrateurs, bénéficient d'une protection spéciale par les pouvoirs publics pour assurer leur conservation et leur gestion comme biens fondamentaux de la nation.

Le projet est également étroitement lié à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) par la promotion de mesures qui contribuent directement à l'atteinte de la cible 9, indicateurs 25, 26 et 27; la Cible 10, indicateurs 30 et 31; et la Cible 1 de l'indicateur 1 des OMD. Ainsi qu'avec la loi organique1-12 de la Stratégie Nationale de Développement de la République Dominicaine 2030 (END). Le projet a des implications directes avec le quatrième axe stratégique de la END, avec des mesures visant: la restauration et la préservation des écosystèmes, avec emphase sur les bassins versants des rivières (LA 4.1.1.8); le reboisement des terres à vocation forestière avec des espèces endémiques et indigènes (LA END 4.1.1.9); et la promotion de mesures visant à soutenir le développement et l'adoption de technologies et de pratiques de production et de consommation environnementalement durables, la dissuasion de l'utilisation de polluants et la mitigation des dommages associés à des activités hautement polluantes. (LA END 4.1.2.1).

Le concept de projet a son origine dans la politique, la stratégie et le plan national pour le secteur de l'environnement pour traiter et contrôler le processus de déforestation à la fois au niveau de la zone frontalière et à l'échelle nationale. Autres éléments démontrant l'appropriation nationale du projet, c'est que l'Etat dominicain, en plus d'avoir maintenu son engagement financier envers le projet, a aussi internalisé les coûts pour maintenir le fonctionnement des nouvelles brigades de reboisement créées pour le projet, en les intégrant dans le système national de brigades de reboisement du Ministère de l'Environnement et des Ressources Naturelles, comme un moyen d'assurer la réalisation et le maintien du Programme Frontière Verte.

Du côté haïtien, le projet lors de sa mise en œuvre a appuyé l'implémentation des programmes ou des stratégies nationales étant donné que son plan d'action s'inscrit dans le cadre du Plan d'Action pour la Reconstruction et le Développement National. Dans ce plan, il est clair que la gestion des bassins versants est l'une des priorités du gouvernement haïtien et intègre plusieurs ministères et les activités relatives sont à de haute intensité de main d'oeuvre. Les ministères chargés de la gestion des ressources naturelles sont principalement le Ministère de l'Environnement (MDE), le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR). En dépit de l'implication de ces différentes institutions dans la gestion de l'environnement, la situation environnementale d'Haïti est très critique en raison des profonds problèmes institutionnels, politiques et de gouvernance du pays. Nous avons constaté que, 20 ans après sa création, le Ministère de l'Environnement n'a pas de loi organique. L'absence de cette loi a constitué une contrainte très importante pour le Ministère pour la réalisation de ses objectifs et de ses tâches. Cependant, les responsabilités du Ministère, de concert avec d'autres intervenants du secteur, ont été établies par le Décret de 2006 portant sur la gestion de l'environnement. En Haïti, il existe une variété de textes (lois et décrets du gouvernement et la Constitution de 1987 modifiée) qui définissent le cadre juridique de la gestion effective de l'environnement. Cependant, l'objet du chapitre II du titre IX de la Constitution de la République d'Haïti est limité à l'environnement naturel et la grande majorité des lois et décrets relatifs sont liés à la santé, la protection des ressources naturelles et à l'urbanisation. Cette complexité des lois rend difficile l'extraction des directives sur la gestion de l'environnement, puisque les lois ont été adoptées en des périodes et des circonstances différentes. En outre, la plupart d'entre elles, bien que toujours en vigueur, remontent au XIXe siècle, lorsque les conditions environnementales, économiques et démographiques étaient différentes.

Le «Plan d'Action pour l'Environnement" (PAE), préparé par le ministère haïtien de l'Environnement en 1998 reste le document principal pour l'identification primaire des programmes et qui fournit les lignes directrices spécifiques à la gestion de l'environnement par le gouvernement. Cependant, jusqu'à présent, aucun de ces programmes n'a été mis en œuvre de manière systématique. Après son élection en mai 2011, le Président Michel Joseph Martelly a déclaré que l'environnement a été identifié comme l'une des cinq priorités de son administration. Cependant, le ministère de l'Environnement d'Haïti n'a pas actuellement le soutien financier et la capacité technique pour fournir le leadership et assurer l'application de la loi en matière de gestion de l'environnement.

Dans le contexte haïtien, il n'existe pas ce lien clairement exprimé entre le projet et la politique publique. Toutefois, les actions du projet sont alignées avec le Plan d'Action pour la Reconstruction interne d'Haïti, l'emphase étant mise sur la récupération de la couverture végétale en tant que mesure visant à réduire la perte de sol, la vulnérabilité de l'environnement et l'adaptation aux effets du changement climatique. Le projet a contribué à l'atteinte des objectifs spécifiques exprimés dans les thèmes:

- 4.1. *Reconstruction territoriale*: 4.1.6 Aménagement / Gestion des Bassins Versants, Page. 19.
- 4.2 Reconstruction économique: Production agricole 4.2.1, Page 22.
- 4.3 *Reconstruction sociale*: 4.3.2, Création d'emplois, Page 32, et 4.3.5 Santé, sécurité alimentaire et nutrition, eau et assainissement, Page 35.

Contrairement à la République dominicaine, une brèche a été observée entre la coordination binationale du projet, l'agence d'exécution et le Ministère de l'Environnement dans les opérations de reboisement dans le cadre de la mise en œuvre du projet, ce qui peut affecter la viabilité du projet. Les structures du Ministère de l'Environnement dans le département sont restées faibles en dépit des efforts de renforcement. En outre, il semble y avoir des conflits de responsabilité entre la direction départementale et le point focal du projet basé dans une direction centrale du Ministère de l'Environnement d'Haïti. Contrairement à la situation de l'autre côté de la frontière, le projet n'a pas été une continuation des activités du gouvernement. Les Brigades n'ont pas été rendues permanentes. Avec le manque de leadership du MDE dans la coordination des activités du projet, les difficultés d'articulation sont apparus entre les autres organismes impliqués dans la mise en œuvre, par exemple, entre le PNUD et le PNUE-Haïti.

F-intégration.

En République dominicaine et en Haïti, l'élément d'intégration du projet est considéré comme très efficace. Ceci a été rendu possible par l'approche intégrée et participative qui a prévalu dans la conception, la mise en œuvre de processus, le suivi et l'évaluation entre les acteurs institutionnels et sociaux identifiés en fonction de leurs rôles dans le tableau 3. Il en est de même avec l'incorporation de la dimension genre dans la conception et la mise en œuvre du projet, et

des groupes de femmes bénéficiaires des investissements réalisés par le projet, tel qu'il est exprimé dans l'analyse de la dimension genre dans la section f, relative à la pertinence du projet.

Du côté haïtien, les éléments positifs de l'intégration du projet par les populations locales sont: la génération de revenus, la création d'emplois temporaires, les accords avec des groupes locaux pour la gestion et l'administration des produits livrés à la communauté par le projet.

G-durabilité.

L'évaluation de la durabilité du projet est basée sur l'évaluation de la mesure avec laquelle les avantages continuent après que le soutien financier du gouvernement norvégien ait pris fin. Globalement, nous pouvons dire que l'intervention est durable, et ses avantages vont continuer sans problème après le retrait de l'aide extérieure, en particulier en République dominicaine.

La durabilité des actions du projet sont assurés, parce que le ministère de l'Environnement a institutionnalisé l'établissement permanent des brigades de reboisement, la supervision et le maintien des fermes avec des écosystèmes de forêts gérées. Donc, comme résultat du projet, le nombre de brigades a augmenté. En fait, à la clôture opérationnelle du projet, 80% de ces fermes (122 fermes) ont le Certificat de Droit à la Coupe des plantations sous la supervision du Ministère de l'Environnement.

La situation est totalement différente du côté haïtien. Aucune décision n'a été prise par le Ministère de l'Environnement pour établir des brigades permanentes et de mettre en place des activités d'entretien des plantations.

Le projet a démontré les avantages environnementaux et économiques des systèmes de production adaptatifs qui permettent d'anticiper que l'extension des zones avec des écosystèmes forestiers naturels gérés se poursuivront après l'achèvement du projet, restituant des revenus verts aux propriétaires de fermes. Ceci est valable pour les deux côtés de la frontière.

H-Impacts économiques et sociaux.

Mesurés les revenus verts de la reforestation, car cela a été fait avec les brigades de la communauté, et a été conçu comme une compensation mutuelle et directe aux externalités positives du reboisement et de la participation directe de la population rurale, en créant une sorte

"d'emplois et de revenus verts " en reconnaissant les coûts de la plantation de différentes espèces de plantes de grande valeur.

Ces personnes, qui vivent avec moins d'un dollar / jour, ont reçu du projet une compensation (revenu Vert) égale à huit dollars US / jour (8.00/jour US \$), pour travailler pendant 7 heures / jour dans le reboisement leurs terres ou de celles de leurs voisins.

Du côté haïtien, la mise en œuvre du projet a un impact significatif sur les aspects socioéconomiques de la région, car il favorise une grande solidarité, non seulement entre les personnes appartenant aux brigades de la même zone et les gens dans la communauté, mais aussi parmi les membres des comités intercommunaux en facilitant le partage d'expérience entre eux. La réalisation des éco-visites avec les membres du personnel administratif du projet, les représentants de certaines écoles, certains élèves et des parents haïtiens et dominicains à Juan Carlos et Capotillo en République dominicaine a renforcé leur amitié. Cette initiative a été un leitmotiv pour ces étudiants haïtiens qui ont formé un club écologique dans le but d'améliorer l'environnement de leur communauté. En outre, le don de plantules par les responsables de pépinières de la République dominicaine aux brigades haïtiennes au début de la mise en œuvre du projet constitue un acte de solidarité entre les deux peuples.

Du point de vue économique, le projet a permis la circulation de l'argent au sein de la population. Ce flux d'argent est du à la création d'emplois temporaires du projet grâce à l'utilisation des services des membres des brigades qui, à leur tour, approvisionnent de leurs produits les magasins de la communauté. Les salaires distribués ont eu un impact positif sur l'économie locale, l'achat de bétail, la terre, le financement de l'éducation, les soins de santé. La circulation de l'argent contribue à rendre l'activité économique plus dynamique.

PARTE 4. CONCLUSIONS, RECOMMANDATIONS ET LECONS

Résumé des qualifications du Projet

Le tableau suivant résume les notes attribuées par l'évaluation finale des éléments identifiés dans les termes de référence pour être qualifiés en utilisant l'échelle de qualification contenue dans les TDR: 6 = Très satisfaisant; 5 = satisfaisant; 4 = un peu satisfaisant; 3 = un peu insatisfaisant; 2 = insatisfaisant; et 1 = très insatisfaisant. La note de la durabilité, ont égalementété utilisés les mêmes éléments de notation

Tableau 10: Qualification de la performance du projet RTR-FV/Bassins versants Massacre et Pedernales

1. Suivi et Evaluation	Qualification		2. Exécution des AI et AE:	Qualification	
1. Suivi et Evaluation	RD	Haiti	2. Execution des AI et AE:	RD	Haiti
Conception d'entrée de S et E	5	4	Qualité de l'application du PNUD	5	5
Mise en œuvre du plan de S et E	5	4	Qualité de l'exécution: agence d'exécution	5 5	
Qualité générale de S et E	5	4 Qualité globale de l'application et de l'exécution		5	4
3. Evaluation des résultats	Qualification		4. Durabilité	Qualification	
5. Evaluation des resultats	RD	Haiti	4. Durabinte	RD	Haití
Pertinence	6	4	Ressources financières	4	4
Effectivité	6	4	Socio-politiques	5	4
Efficience	6	3	Cadre institutionnel et Gouvernance	6	2
Qualification générale des résultats du projet	6	4	Environnemental	6	6
			Probabilité générale de durabilité:	6	4

Échelle d'évaluation: 6 = Très satisfaisant; 5 = satisfaisant; 4 = un peu satisfaisant; 3 = un peu insatisfaisant; 2 = insatisfaisant; et 1 = très insatisfaisant

Les images des réalisations ou des résultats atteints

Les images ci-dessous montrent quelques-unes des réalisations ou des résultats obtenus avec la mise en œuvre des actions du projet RTNR-FV/Massacre Pedernales au niveau du territoire dominicain, dans la mise en œuvre dans chacun des bassins. Quelques photos montrent aussi les interventions sur le territoire haïtien dans le reboisement et l'amélioration de l'élevage de chèvres

Figure 8: Quelques images des réalisations et des résultats du projet

Figure 8-1: Quelques images des résultats du projet du côté lado dominicain

Plantations dans les fermes à écosystème de forêt gérée, établies



Pépinière communautaire 616.25 m2 avec une capacité de production de 100,000 plantes/an chacun. Avec les aires suivantes: Umbráculo, Germoir, Magasin polyvalent-Multiuso, Aire de contrôle de la température et toilette.



Infrastructures pour la conservation et la protection in situ des aires de haute valeur de biodiversité et Tour de Contrôle des Incendies de Forêt et Une Maisonette de Protection et de Surveillance



Infrastructures pour la conservation et la protection in situ des aires de haute valeur de biodiversité et de conservation: Tour d'Observation- Mirador





Leaders et acteurs clés formés et sensibilisés pour le développement de l'apiculture, liés à l'Association des Apiculteurs "La Fronteriza".



Femmes leaders et acteurs clés formés et sensibilisés pour développement de l'agriculture en environnement contrôlé, liés aux Associations Communautaires des Mères.





Production agricole en environnement contrôlé, établie dans des serres métalliques de 500 mètres carrés.



Ruches dans des cages doublés type Langstroh avec 1 récipient pour récupérer le miel



Remise d'intrants, de vêtements, d'outils et de matériels à des apiculteurs

Figure 8-2: Quelques résultats du projet en Haiti





a) Sites de plantation d'arbres.



b) Journée de plantation réalisée avec des élèves



c) Mâle de chèvre dans un enclos de montagne et chèvres distribuées aux bénéficiaires



d) Pépinières communautaires de Franchoisie y Dosmond



e) Plantación de *Pinus caribea* à Bas-Mérande



f) Magasin de pépinière de Dosmond



g) Matériels distribuyés en Octobre 2011



h) Réunion avec les brigades



i) Infrastructures pour la conservation et la protection in situ des aires de haute valeur de biodiversité et de conservation: Centre de protection et de surveillanceDosmond

A- Mesures correctives pour la conception, la mise en œuvre, suivi et évaluation

Conclusions:

- La période de mise en œuvre du projet a été marquée par un processus de changement au niveau des ministères de l'Environnement des deux pays, mais les échanges entre les deux pays ont continué. En Haïti, la Direction Départementale devrait avoir plus de responsabilités dans la gestion du projet à la place d'un point de contact basé dans une direction centrale du Ministère à Port au Prince.
 - 1029 emplois ont été créés dans les deux pays, avec 140 emplois directs du côté dominicain et 889 emplois temporaires (les membres des brigades ont été changés au moins tous les trois mois), ce qui a constitué un avantage pour une bonne partie de la population vivant le long de la frontière.
- Le processus de récupération de la couverture végétale dans le bassin versant de la Rivière Massacre dans le futur exige que la direction régionale du Ministère de l'Environnement des deux pays soit renforcée en augmentant leurs capacités ou en renforçant le système de monitorage des plantations en collaboration avec les organisations locales de surveillance
 - Cette expérience de reboisement avec des brigades fut un succès en Haïti. Ce modèle de reboisement massif en Haïti est rare hors des aires protégées. Ce modèle devrait être poursuivi au cours de la phase suivante et se propager à d'autres parties du pays. Il peut servir de référence pour une politique de reboisement en Haïti.
- Le projet binational facilite les échanges entre les deux pays et permet à Haïti de capitaliser sur les progrès réalisés en République Dominicaine. La coordination est un facteur important dans la réalisation d'un projet comme celui-ci. Ce climat d'échange et d'émulation entre les deux équipes nationales a grandement contribué à la réussite du reboisement en Haïti

- Plusieurs éléments du contexte des deux pays sont différents.

Leçons apprises:

La réalisation d'activités similaires dans deux pays avec des contextes différents pose quelques difficultés qui méritent d'être prises en compte dès la conception du projet pour faciliter la collaboration entre les deux pays

- La durabilité des actions du projet est assurée parce que le Ministère de l'Environnement dominicain a institutionnalisé l'établissement permanent des brigades de reboisement, la surveillance et l'entretien des fermes avec des écosystèmes de forêt gérés comme résultat du projet.
- La perception de la rentabilité de la production des arbres fruitiers et forestiers par les populations des zones d'intervention est un gage de pérennité.

Le reboisement est possible grâce à la planification, la mise en place de stratégies appropriées et la participation locale;

- L'utilisation de brigades de reboisement est une bonne stratégie pour le reboisement rapide des zones dégradées à travers un processus de planification et de négociations avec les propriétaires
- La création d'emplois à travers des activités de reboisement et de gestion des ressources naturelles est un réel besoin pour les gens en Haïti;
- Les communautés locales ont exprimé un grand intérêt pour le projet, les activités sont appropriées et œuvrent pour la prise en charge locale du suivi des plantations.

Recommandations

- L'aspect binational du projet devrait être renforcé dans les actions futures. De préférence, deux équipes nationales devraient être établies en prévoyant des mécanismes d'échange
- Il est nécessaire de développer des outils de suivi et de systématisation de l'information et des résultats du projet
- Il est souhaitable que chaque membre de la brigade effectue trois (3) jours par semaine, de sorte que plus de gens puissent participer aux travaux de création d'emplois par le reboisement sans trop affecter l'agriculture et d'autres activités économiques dans la région.
- Il faudrait que le ministère de l'Environnement d'Haïti ait un minimum de brigades de plantation et de suivi permanent.
- En Haïti, les activités de reboisement doivent être exécutées directement par la Direction Départementale du MDE. Le projet devrait soutenir cette structure, comme c'est le cas en République dominicaine.
- Par rapport aux problèmes environnementaux identifiés du côté haïtien, le travail de création d'emplois peut s'étendre au travail de conservation du sol et de traitement de ravines. les problèmes de l'agriculture durable devraient être également pris en compte
- Est exprimée du côté haïtien, une forte demande pour les arbres fruitiers. Mais on devrait prêter attention aux maladies d'agrumes qui menacent ces espèces dans la région.
- Nécessité de mettre davantage l'accent sur la formation dans le domaine de la lutte contre les incendies qui menacent le côté haïtien.
- Développement en Haïti d'une orientation claire pour le paiement des services environnementaux à travers la création d'emplois et les activités génératrices de revenus

qui peuvent prendre plusieurs formes: renforcement des chaînes de valeur existantes telles que l'installation de matériel et d'équipement de transformation du manioc, crédit à faible taux, etc.

- Nécessité d'interventions dans le contrôle de l'eau pour augmenter le taux de survie des plantations. Différentes modalités peuvent être envisagées: Capture de source, forage de puits avec pompes actionnées à partir de système solaire, lacs artificiels, système d'irrigation, etc. Le PPI fera une déclaration dans le Bas-Maribaroux, probablement en collaboration avec le projet AVANSE.
- Vérifier la cohérence de certaines interventions spécifiques du projet de manière à trouver des synergies. Dans les zones où l'élevage libre est de mise, est-ce appropriée la distribution de chèvres avec le reboisement?
- Il est nécessaire de diffuser les progrès et / ou les résultats obtenus avec la mise en œuvre de la phase I du projet.

B-Actions à suivre ou pour renforcer avantages initiaux du projet

- Conclusions.

La récupération de la végétation dans le bassin versant Massacre dans les prochaines phases sera profitable si la Direction régionale du Ministère de l'Environnement est plus forte et est en mesure d'assurer le suivi des plantations de concert avec des organisations locales

- Le programme Frontière Verte est une opportunité stratégique pour renforcer la coopération Sud-Sud entre les deux pays;
- Les deux pays partagent de nombreux problèmes similaires qui peuvent être résolus par des efforts conjoints et coordonnés.
- Un pourcentage élevé des groupes cibles sont convaincus qu'on devrait diffuser les pratiques apprises dans le projet.

Leçons apprises

- Le reboisement est un bon moyen de créer de nombreux emplois et générer des revenus verts dans les communautés exclues/ marginalisées / défavorisées, étant conçu comme une compensation mutuelle et directe aux externalités positives du reboisement et et à la participation directe des communautés rurales en reconnaissance des coûts de la plantation de différentes espèces de plantes de grande valeur.
- L'efficacité d'un pourcentage élevé de groupes cibles dans le maintien des terres reboisées, qui les a fait obtenir les certifications, démontre l'importance de promouvoir la reproduction des pratiques agroforestières pour la restauration des zones dégradées et des partenariats entre les communautés et les institutions du secteur de l'environnement

- Recommandations

Dans les prochaines phases, on poursuivra avec le renforcement des capacités des organisations du secteur public et des institutions locales des deux côtés de la frontière pour la gestion des ressources naturelles transfrontières.

- La démonstration de moyens de subsistance alternatifs à travers des alternatives de production durable, la gestion intégrée des ressources en eau, l'assainissement, la gestion des risques de base et la synergie avec les différents acteurs travaillant dans les bassins versants de Massacre et de Pedernales, devrait se poursuivre dans les prochaines phases du projet.
- Le document de projet des prochaines phases, pour une période de deux ans, devrait être une mise à jour et un réajustement du document de projet conçu pour une période de trois ans, et devrait prendre en compte les enseignements tirés de la phase 1 et les recommandations du comité de pilotage binational.
- La promotion du reboisement, de l'exploitation forestière ne peut être faite que sur la base de la création de modèles qui démontrent la viabilité de ce type d'activité par opposition à des cultures saisonnières.

C-propositions pour les orientations futures qui mettent l'accent sur les principaux objectifs

Conclusions.

En observant les changements tangibles dans les fermes et les plantations dans lesquelles le projet de restauration des zones dégradées a été mis en œuvre, les bénéficiaires, les techniciens et les institutions liées au secteur de l'environnement sont convaincus que les gouvernements à travers les ministères de l'environnement dans les deux pays devraient assurer le suivi et renforcer les avantages obtenus

Leçons apprises

La stabilité et / ou la continuité dans les actions des ministères de l'environnement d'Haïti et la République dominicaine faciliteraient une meilleure appropriation et la participation dans la mise en œuvre des actions sur le terrain. Ceci est possible à travers le transfert de connaissances entre les ministères de l'Environnement des deux pays et de l'assistance technique des agences de mise en œuvre du projet (PNUE et PNUD).

L'expérience en Haïti a montré que nous avons besoin d'un engagement financier sur une période plus longue (5 ans minimum) afin de faire face efficacement aux problèmes de la dégradation des ressources naturelles et de la déforestation

Recommandations

La plate-forme institutionnelle municipale de l'environnement et l'adoption des systèmes de production forestières et agroforestières et les pratiques adaptatives par les bénéficiaires, constituent la base pour la réplication des résultats du projet dans le cadre des politiques et des mécanismes de participation nationale.

D-Les meilleures et les pires pratiques en matière de traitement des questions relatives à la pertinence, la performance et la réussite.

Conclusions.

- La pertinence se manifeste dans:
- Le pourcentage élevé de groupes cibles convaincus de la nécessité d'apporter des réponses au problème du déboisement par la mise en œuvre de pratiques pour la récupération environnementale et la productivité des sols, ainsi que par la promotion des modes de production durable pour réduire la pression anthropique sur le couvert végétal.
- Une plus grande responsabilisation des fonctionnaires des institutions institutionnelles et des techniciens municipaux et départementaux des ministères de l'environnement sur la restauration et la conservation de la couverture végétale.
- La coordination avec les acteurs locaux pour renforcer la diffusion des systèmes de production forestière et agroforestière et les modèles de production durable.
- La coopération bilatérale entre les entités environnementales provinciales et départementales des deux pays à travers le renforcement de la coordination entre elles et la mise en place des systèmes de production forestière et agroforestière à travers l'échange de matériel végétal et des techniques de production et de propagation.
- L'engagement des entités provinciales de l'environnement dans la promotion des systèmes adaptatifs.

Recommandation

- Dans le futur, on peut augmenter l'impact des prochaines phases du projet comme suit:

- Le renforcement de la coordination formelle entre le Bureau Binational du Projet et les institutions locales impliquées dans la gestion et l'administration des ressources naturelles.
- L'amélioration de la systématisation de l'information pertinente pour les partenaires producteurs et les organismes communautaires.
- La facilitation d'un mécanisme administratif et financier simplifié pour éviter des difficultés dans la mise en œuvre des activités de manière rapide et dans les délais.
- La diminution des obstacles ou des limitations qui ont accentué les difficultés d'acquisition de technologies et le transfert de connaissances pour appuyer à partir de la RD l'établissement des modèles de moyens de subsistance alternatifs en Haïti, comme un moyen de réduire les écarts entre les situations des deux pays qui ont entravé la mise en œuvre des activités;
- Le renforcement de la systématisation et de la diffusion des résultats par le biais de la création d'une page Web pour assurer le monitorage et le suivi numérique efficace du projet.
- L'idée d'entreprendre des actions futures communes devrait être une réelle opportunité pour une meilleure collaboration entre les ministères et les institutions locales des deux pays.

PARTE 5. ANEXOS

A.

ANEXO I: COMUNICACIÓN DEL PREMIO GANADO POR EL PROYECTO

Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo

REF: 77007

001256

DIC 2013



Distinguido Sr. Rojas:

Tengo el placer de comunicarle que el proyecto binacional "Restauración y gestión de los recursos naturales transfronterizos: cuencas de los Ríos Masacre y Pedernales" ha resultado ganador en la convocatoria "Compartir Conocimiento para el Desarrollo", lanzado por la Oficina Regional del PNUD para América Latina y Ĉaribe. Este premio incentiva el intercambio y la transferencia de conocimientos en particular a través de la Cooperación Sur-Sur a través de iniciativas con potencial de ser replicadas en otros países de la región.

Entre los elementos centrales tenidos en cuenta para obtener esta distinción se destaca el carácter innovador del proyecto Frontera Verde, los resultados obtenidos en términos de reforestación y, de manera especial, la colaboración de los diferentes socios implicados en la República Dominicana y Haití.

Este reconocimiento se acompaña de una contribución económica valorada en 8,000 \$USD que permitirá financiar un taller de sistematización de esta experiencia, que servirá para producir un documento práctico y sucinto que facilite la transferencia de la iniciativa. Asimismo, expertos del equipo del área de Gestión del Conocimiento, Innovación y Competencias de la Oficina Regional del PNUD proporcionarán apoyo y asesoramiento durante este proceso.

Se ha previsto de manera preliminar llevar a cabo este taller durante la última semana de enero de 2014. Nos estaremos comunicando con el equipo del Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales que ha estado al frente del proyecto y la coordinación con Haití, con el fin de planificar de manera conjunta los detalles de esta actividad que contribuirá a visibilizar los resultados del proyecto.

Sin otro particular, aprovecho la oportynidad para saludarlo con sentimientos de alta estima y consideración.

HORA

DPTO. DE CORRESPONDENCIA Y ARCHIVO

nez de Luis Lorenzo Jim ordinador Residente de las Naciones Unidas

NACIONES UNIDAS

OFICINA DEL

EN REP. DOMINIO

DE NACIO

y Representante Residente del PNUD

Señor

Dr. Bautista Rojas Gómez

Ministro de Medio Ambiente y Recursos Naturales

Ciudad

Av. Anacaona #9, Mirador Sur, Santo Domingo, República Dominicana • Apartado Postal 1424 • RNC 4-22-00011-1 Tel.: (809) 537-0909 • Fax: (809) 531-3507 • Internet: fo.dom@undp.org • www.pnud.org.do

N.B.: Selon les informations obtenues, il y avait aussi ce type de communication officielle du PNUD Haiti au Ministre de l'Environnement haitien.

ANNEXE II: LISTE DES ACTEURS INSTITUTIONNELS CLES ET DES GROUPES FOCAUX INTERVIEWES

A) LISTE DES ACTEURS INSTITUTIONNELS CLES ET GROUPES FOCAUX INTERVIEWES EN RD

A-1. ACTEURS INSTITUTIONNELS

Teresa Disla

Directrice de Gestion de Projets

Viceministère des Ressources Forestières/ Ministère de l'Environnement et des Ressources Naturelles <u>teresa.disla@ambiente.gob.do</u>

Téléphone: 809-467-1066

Belkis Fernandez

Département de Formulation et de Suivi

Direction de Planification/ Ministère de l'Environnement et des Ressources Naturelles

Belkis.fernandez@ambiente.gob.do

Téléphone: 829-852-5135

Claudia Adames

Liaison avec Haiti

Viceministère de la Cooperation Internationale/ Ministère de l'Environnement et des Ressources Naturelles

Claudia.adames@ambiente.gob.do

Téléphone: 809 – 501-2768

Cornelio Acosta

Coordonnateur Technique

Vice-ministère des Ressources Forestières/ Ministère de l'Environnement et des Ressources Naturelles Téléphone: 809-501-4378

Manuel Serrano

Vice-ministre des Ressources Forestières/ Ministère de l'Environnement et des Ressources Naturelles

María Eugenia Morales

PNUD, République Dominicaine

Luc Maille Lefranc

Directeur Binational du Projet RTNR-FV/Massacre et Pedernales

Paul Judex Edouarzin

PNUE, Bureau d'Haiti

A-2. GROUPES FOCAUX

- 1. María Agustina Rodríguez
- 2. Herminia Bueno
- 3. Félix Andújar
- 4. Yudis Tejada
- 5. Juan M. Rojas
- 6. Daniel Martínez
- 7. Nicolás del Carmen Gómez Pérez
- 8. María Gómez
- 9. Luis Gómez
- 10. Bartola
- 11. Joaquín Lizardi Pichardo (Sandino)
- 12. Juan Ramón Guzmán
- 13. Andrés Lima
- 14. Mario Ramón Hurtado
- 15. Juan Antonio Guzmán
- 16. Natividad Luciano
- 17. Rosanna Tapia Monción
- 18. Enrique de Jesús Santos

B) LISTE DES ACTEURS INSTITUTIONNELS CLÉS ET GROUPES FOCAUX INTERVIEWÉS EN HAITI

Nom et Prénom	Responsabilité ou/organisation membre
Claude Phanord	Ex directeur binational du projet
Lucmaille Lefranc	Directeur binational du projet (Jusqu'à la fin du projet)
Bedel Joseph	Directeur départemental du projet du MDE
Lafleur Alexis	Assistant Technique du MDE
Dumarsais Johny Luckens	Superviseur employé par le PNUD
Elie Altagrace	Maire de la Commune de Ferrier
	Initiative des jeunes de Ferrier pour l'Encadrement des Démunis
Antiochus Kenos Junior	(IJFED), miembro del comité local
Charles Rosine	Association des planteurs et Eleveurs pour le Developpement de Bas Maribaroux, miembro del comité local
Edouard Desravines	Chef de Service des Ressources Naturelles à la Direction Départementale Agricole dl MARNDR
JeanBaptiste Nicole	Responsable de MFK, association exécutrice du sous-projet de Chèvres
Adrien Josué	Membre ASEC
	Groupe focal de Bedou et Baja
Antoine Manouse	Mouvman Fanm Baja (MFB)
JeanBaptiste Thélusma	Mouvman Peyizan Baja (MPB)
Désamour Wilnert	BPB
François Jeanis	
Balaguerre Similien	Oganizasyon pou Developman Baja (ODB)
Davilmar Jacson	Tèt Ansanm pou Developman kominotè Baja(TADKB)
Estimé Norsi	, and the state of
Alexis Renael	Oganizasyon peyizan Baja (OPB)
Léons Romiale	TADKB
François Morales	MPB
Pierre Jacquelain	Membre CASEC premiere section Capotille
1	Groupe focal de Cana
Jean Henricles	
Jean Baptiste Bores	Mouvman Jèn pou Devlopman Kana (MOJEDEK)
Minoche Clervilia	The state of the s
Minoche Gefrard	MOJEDEK
Minoche Yvonite	
Fenelon Riclès	
Désamour Petigo	
Minoche Renand	
JeanBaptiste Philomène	MOJEDEK
Desir Nadege	112012221X
Fenelix Carole	
Désamour Norvilus	
JeanBaptiste Filomé	
Minoche Salnave	
François Yvenie	
Joseph Vilaine	
Paul Roselaine	
1 aui Nosciaille	

Désamour Altide	MOJEDEK
JeanBaptiste Losenie	MOJEDEK
Kersivil Francilo	
Thélusma Daniel	
Jean Jeanclaude	
Jean Jeanciaude	Cyoung facal de Pag Foyt
Adrien Elie	Groupe focal de Bas-Fort Asosyasyon Elvè Kapoti (AEK)
Demelvar Vilma	Oganizasyon Peyizan Kapoti (OPK)
Marcelus Lossilias	Rasanbleman Fanm Vanyan Bafo (RFVB)
Adrien Likesi	OPK
JeanBaptiste Enite	Of K
Dalusmar Rony	Mouvman peizan Bafo (MPB)
Siméon James	MPB
Adrien Merline	RFVB
Clervius Fenisnor	OPK
Adrien Julio	OFK
	MPB
Joseph Jacqueline JeanBaptiste Joel	OPK
Adrien Antoine	
	MPB
Elie Kenold	OPK
Adrien Leonel	
Lysius Sinoa	
Adrien Carmene	ODV
Colas Filion	OPK
Seraphin Marie	
Adrien Chantal	D. E. W. ('/DEW)
Prudhomme Daphnie	Rezo Fanm Kapoti (RFK)
Vincent Annette	RFK
Joseph Gislaine	MPB
Estimable Florvina	1 (DD
Colas Damelia	MPB
Joseph Harold	MPB
Maseille Hersilia	MPB
Nerée Nelson	1 mp
Adrien Bernadette	MPB
Sinois Moviette	MPB
7 1 2 5 1	Groupe focal de Polo
Jacquelain Milson	Oganizasyon jèn pou devlopman Polo (OJDP)
St Hubert Acreus	OJDP
François Sylvain	OJDP
Dejoie Claudette	OJDP
Joseph Francius	OJDP
Brutus Bertholin	OJDP
François Macorel	OJDP
Saintilus Vilmard	OJDP
Marcelin Elisena	OJDP
Casimir Ypena	OJDP
Dorcin mercie	Asosyasyon Fanm Vanyan Polo (AFVP)
Climbert Yvansia	OJDP

Dorcin Jodel	OJFP
Noel Emmanuel	OJDP
Francius Sainclos	OJDP
Francois Anne Marie	AFVP
Joseph Mireille	OJDP
Joseph Francois	OJDP
Altidor Lunie	OJDP
Joseph Deximond	OJDP
Francois Pastil	Asosyasyon Jèn pou Devlopman Polo (AJDP)
Joseph Jordany	AJDP
Antoine Kenold	AJDP
Dejoie Antoine	Asosyasyon jèn Gori (AJG)
Aurélus Nicolas	OJDP
Dejoie Antoine Cameus	OJDP
Joseph Destorel	AJDP
Paul Rony	Miembro del comité local del proyecto

ANEXO III: MODÈLES DE TABLEAUX ET MATRICES POUR CONTROLE DES ACTIVITÉS REALISÉES PAR LES BRIGADES DE REFORESTATION

1. Identification de la brigade

BRIGADA DE REFORESTACION PLAN NACIONAL QUISQUEYA VERDE

Nombre de la brigada:	
Cuenca, Subcuenca y/o Microcuenca:	
Paraje:	
Sección:	
Municipio o Distrito Municipal:	
Provincia:	
Nombre de la organización ejecutora:	_
Nombre del proyecto (si aplica):	
Nombre del coordinador/a de la brigada por el Ministerio de Medio Ambiente y Recur Naturales:	'SO
Municipal	
Provincial	
Regional	
Nombre del coordinador/a de la brigada por la ONG (si aplica):	
Nombre del o la capataz:	
Número de teléfono o de contacto:	

No. 1 Matriz de refo	orestación anual
----------------------	------------------

Año:	4.	5
		1

El Técnico Coordinador y la Capataz organizan en este cuadro todas las parcelas donde van a plantar, con nombre del propietario, cédula, tareas, especies de árboles y comunidad donde se encuentra. La brigada trabajará según el orden establecido en este cuadro. El número asignado en esta lista será el que utilizará cuando haya que citar el nombre del propietario, en las actividades diarias.

No.	Nombre del interesado	Cédula	Tareas	Especies de árboles	Lugar
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
10					

Dir/a Provincial	Coord'a Brigada a nivel Municipal /	Provincial	Capataz
Dir a i i i i i i i i i i i i i i i i i i	cools a brigada a fin of mornopar.	LIGHINGE	Outrant

	Quisqueya Verd año 1997, cuan Forestal Mundia la población en protección del organizaciones	do fue al. Inici las z medio	establecido ió sus opera onas rurales ambiente y	mediante el de ciones el 1 de , a través del el fortalecimi	jur fo en	nio me to	de de de	38 H 1 O 0	de 199 de a c	97. 10:	S r	de u o ecu lina	ma bje urs ció	arz etiv os	o d o e na en	le 1 es: etur tre	"M rale la	97, lejo 98, IS I	fec rar la	ha las ger	en s c	qu onc aci	dic	se ion	cei nes e e	de	ra e vi ple	el l da os,	Día de , la	1			
	No. 2 Cuadro 0: Ausente:		asistencia resente:	a mensual E: Excusa							N	les	y	añ	0:_		_				_		_	_	-								
Nombre	O. Ausente,		Cédula	E. EXCUSE		orr	nali	es	tra	ba	jac	dos		_	_	_	_				_	_	_		_	_	_	_		_	_	Т	Tota
		\neg			1	2	3 4	2	Ē	7	T	10	11	12	15	14	15	16	7	1	20	21	22	25	24	25	×	27	26	75	30	1	
		\rightarrow			H	Н	+	Н	Н	4	+	Н	Н	Н	Н	Н	4	4	+	╀	L	L	H	╀	┡	Н	Н	Н	Н	4	4	4	
					l	Ш	ı	Ш	П		l	П	П	П	П	П	-		П			П	l	l	l	П	П		П		1	1	
		\neg			H	H	+	Ħ	H	†	t	Н	Н	Н	Н	Н	┪	†	+	t	t	Н	H	t	t	Н	Н	Н	Н	┪	+	†	_
					L	Ц	1	Ш	Ц	1	L		Ш	Ш				┙	1	L	L	L	L	L	L		Ш		Ш		_	1	
						П	Τ		П	T	T							T	T	Γ		Γ					П				T	T	
					Γ	П	T		П	T	T						1	T	T	Γ		Г	Г	Γ	Г		П		П	7	T	T	
						П	T	Ī	П	T	T			П			1	T	T	T	Γ	Г	Г	Γ	Г		П		П		T	T	
					Γ	П	T	Ī	П	T	T		П		П		1	1	T	T		Г	Γ	Γ	Γ		П		П		T	T	
					Ī	Ħ	Ť	T	Ħ	Ť	Ť	Γ	П	П	П	П	1	7	Ť	Ť	T	Γ	T	T	T	П	П		П	7	1	†	
					r	H	†	t	Ħ	†	t	t	П	П	П	T	1	†	†	t	T	t	t	T	t	П	П		П	1	†	†	
					_	ш	_		Н	_	_	_	_	Ш	Ш	_	_	_	_	_	_	_	_	_	_	_	ш	Ш	ш	_	_	_	_
Г	Fecha		Observac	iones/excusas /		u le	eme	ikas																_			_				1		
																											_						
																								_			_						
H			+		_	_	_	_	_	_	_	_	_	_	_	_	_	_	_	_	_	_	_	_	_	_	_	_	_	_			

Mes _

No. 3 Cuadro de actividades planificadas para el mes

Actividad	Cantidad	Fecha						

No. 4 Cuadro de actividades diarias

Fecha (día/mes/año):											
Escriba las actividades que realizó la brigada en este día.	Cansidades (Metros lineates de chapeo, cansidad de coronas, hoyos, plantas. Cuando plante indique marco de plantación)	Cuánt trabaj		Nombre Propietario parcela							
		H	M								
•	Condiciones del suelo y clima: Húmedo Seco Día Iluvioso										
Fecha (día/mes/año):											
Escriba las actividades que realizó la brigada en este día.	Cansidades (Metros lineales de chapeo, cansidad de coronas, hoyos, planas. Cuando plane indique marco de planiación)	Cuánt trabaj	aron	Nombre Propietario parcela							
Escriba las actividades que realizó la	chapeo, cantidad de coronas, hoyos, plantas. Cuando plante indique			Nombre Propietario parcela							
Escriba las actividades que realizó la	chapeo, cantidad de coronas, hoyos, plantas. Cuando plante indique	trabaj	aron	Nombre Propietario parcela							
Escriba las actividades que realizó la	chapeo, cantidad de coronas, hoyos, plantas. Cuando plante indique	trabaj	aron	Nombre Propietario parcela							
Escriba las actividades que realizó la	chapeo, cantidad de coronas, hoyos, plantas. Cuando plante indique	trabaj	aron	Nombre Propietario parcela							
Escriba las actividades que realizó la	chapeo, cantidad de coronas, hoyos, plantas. Cuando plante indique	trabaj	aron	Nombre Propietario parcela							
Escriba las actividades que realizó la	chapeo, cansidad de coronas, hoyos, planas. Cuando plane indique marco de plansación)	trabaj	aron	Nombre Propietario parcela Día Iluvioso							

No. 5 Resumen de trabajo mensual realizado

ACTIVIDAD	Cantidad	Días hombre
PREPARACION DE TERRENO		
Chapeo total (no se recomienda chapeo total, salvo casos		
excepcionales)		
Chapeo en franjas		
Disposición de desechos (barreras)		
Marcado de coronas		
Preparación de coronas		
Hoyado con puyones		
Hoyado con picos		
Hoyado con coas		
PLANTACION		
Transporte local plantas en fundas		
Transporte local plantas a raiz dirigida		
Distribución de plantas en fundas		
Distribución de plantas a raiz dirigida		
Plantación en fundas		
Plantación a raiz dirigida		
LABORES SILVICULTURALES		
Chapeo de mantenimiento		
Limpieza de coronas		
Reposición de plantas en fundas		
Reposición de plantas a raíz dirigida		
OTROS:		
Control de incendios		
Franjas cortafuegos		
Mojado de plantas y/o riego		
Zanjas de infiltración		
Trabajo en vivero (ocasional)		
Actividades varias, especificar debajo:	T	

Plantación			Propietario o beneficiario
Especie	Cantidad de árboles plantados	Marco de plantación	

TABLA DE OBSERVACIONES

Colocar en este espacio cualquier información que se considere importante y que no pueda ser incluida dentro de las matrices anteriores:

Aquí pueden incluir si participaron en cursos, si recibieron visitas, si detectaron algunas plagas o enfermedades en las plantas. También pueden introducir detalles sobre incendios forestales, , mortandad, regeneración natural, acontecimientos de la comunidad. Puede anotar las herramientas que entrega a los jornaleros, etc.

REPORTE	FECHA

ANNEXE IV. TDR

ÌV-A)-TDR publié par le PNUD en RD

TERMES DE REFERENCES POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT POUR L'EVALUATION FINALE DU PROJET RESTAURATION ET GESTION DES RESSOURCES NATURELLES TRANSFRONTIÈRES

Contexte

L'intérêt politique croissant des gouvernements d'Haïti et de la République Dominicaine pour la zone frontalière et l'importance stratégique de la région par rapport aux objectifs nationaux de réduction de la pauvreté et de gestion durable des ressources naturelles ont amené les institutions nationales, les organismes internationaux de développement et des organisations locales non gouvernementales à déployer des efforts importants pour affronter les problèmes frontaliers. Quelques progrès ont été accomplis dans la coordination bilatérale entre la République dominicaine et Haïti, en plus des investissements internationaux et nationaux dans les actions sur le terrain.

Ainsi, le gouvernement de la Norvège a manifesté sa volonté d'appuyer ce processus en soutenant des mesures d'amélioration de l'environnement des deux côtés de la frontière à travers un appui financier au projet de «Revégétalisation et gestion des ressources naturelles transfrontières: Phase I bassins versants des rivières Massacre et Pédernales», lancé en mai 2011 et dont les Ministères de l'environnement des deux pays, le PNUD et le PNUE sont les partenaires de mise en œuvre. Prévu initialement pour une année, le projet a bénéficié de trois périodes d'extension sans coût additionnel et les activités de la dernière extension ont officiellement pris fin le 20 septembre 2013.

Le projet « Revegetation and transboundary natural resources management: Phase I Massacre and Pedernales rivers watersheds » (RTNR-FV) fait partie du programme bilatéral Haitiano-Dominicain « Frontera Verte ».

L'objectif principal du projet RTNR-FV est de mettre en place –par voie bilatérale- des mesures visant à restaurer les écosystèmes vulnérables et promouvoir des modèles de production socialement, économiquement et écologiquement durable dans les zones transfrontalières, particulièrement les régions pilotes de Massacre et Pédernales. Le projet RTNR-FV a aussi pour objectifs de créer un environnement favorable à la restauration des écosystèmes transfrontaliers, réduire la vulnérabilité aux impacts des changements climatiques et améliorer les conditions de vie des Haïtiens et Dominicains vivant dans les bassins versants transfrontaliers.

Le programme bilatéral Frontera Verde est une extension au niveau frontalier du programme national de reboisement en République Dominicaine Quisqueya Verde. Les Ministères de l'Environnement d'Haïti et de la République Dominicaine ont signé des accords binationaux pour renforcer la coopération transfrontalière entre les deux pays (Déclaration de Villa Anacaona, Déclaration de Barahona).

Le projet RTNR-FV est composé de trois phases, la première phase se concentre sur les bassins versants des rivières Massacre et Pedernales.

Le projet vise à promouvoir la restauration de la couverture végétale avec des espèces indigènes, des arbres fruitiers et à usage multiple en zone critique. Par ailleurs, il promeut le financement d'emplois « verts » pour contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations défavorisées dans la zone d'intervention.

Pour répondre aux exigences de tous les partenaires qui exigent que les programmes, projets et activités fassent périodiquement l'objet d'évaluations indépendantes qui puissent contribuer à la prise de décisions éclairées afin d'aider les gestionnaires à tirer des enseignements de l'expérience, et favorisent la reddition des comptes au regard du rendement, la stratégie de gestion du projet a prévu une évaluation finale. Aussi terme de l'exécution du projet, une évaluation finale assortie de recommandations sera-t-elle réalisée. A cet effet, les présents termes de référence sont élaborés pour recruter deux consultants qui seront chargés de réaliser ladite évaluation de façon conjointe tant en Haïti qu'en République Dominicaine. L'un des consultants devra être un haïtien et l'autre un dominicain.

Responsabilités générales

Le travail des consultants portera sur l'ensemble des activités prévues dans le document du projet et couvrira toute la période de mise en œuvre du projet allant de mai 2011 à septembre 2013. Elle prendra en compte le montant effectivement disponible pour la réalisation des activités.

Objectifs de l'évaluation

Objectif général:

La réalisation de l'évaluation finale vise à faire le point sur toutes les activités réalisées dans la première phase (c'est-à-dire de mai 2011 à septembre 2013) et d'établir le niveau de rendement du projet, les résultats atteints à ce jour, ainsi que les leçons à tirer de l'expérience dans le contexte des priorités établies par les deux gouvernements. De plus, cette évaluation devra apprécier la pertinence des orientations proposées par les Ministres de l'Environnement des deux pays à travers le Protocole d'Accord signé pour la mise en œuvre du projet.

Objectifs spécifiques

- 1. Evaluer de manière générale les résultats obtenus par le projet et quelques effets obtenus à moyen et à long terme (à partir de moyens vérifiables), notamment :
- en matière d'amélioration des conditions de vie des familles bénéficiaires ;
- en matière de reboisement et gestion des ressources naturelles transfrontalières
- en matière de recapitalisation des familles bénéficiaires ;
- en matière de relance de l'activité économique dans les zones ciblées.
- en matière de pérennisation des bonnes pratiques d'échanges entre brigadiers des deux pays et la coopération binationale
- 2. Evaluer la pertinence, l'efficacité, l'efficience, la durabilité et les impacts des stratégies et activités mises en œuvre dans le cadre de ce projet, avec une attention particulière sur :
- le choix des activités mises en place dans le cadre du projet par rapport aux priorités

- nationales et aux objectifs stratégiques des deux gouvernements : Haïti et RD
- les leçons apprises et les meilleures pratiques concernant la conception du projet, la mise en œuvre ainsi que la gestion des activités ;
- les relations entre les parties prenantes du projet ;
- la coordination entre le projet et les autres partenaires et acteurs présents dans les zones d'intervention ;
- le montage institutionnel du projet et le design du projet en général
- l'appropriation par les bénéficiaires des activités menées sur le terrain et par les deux ministères
- La prise en compte de l'aspect genre dans la mise en œuvre de l'action.
- 3. Tirer finalement des enseignements et formuler des recommandations aux parties prenantes d'une part quant aux actions qui ont été mises en œuvre et d'autre part quant au suivi à donner à la première phase.

IV-Résultats attendus

- Analyse et bilan des résultats atteints au regard des objectifs généraux, spécifiques et des résultats à atteindre du projet et des indicateurs de résultats annoncés dans les documents de projet.
- 2. Analyse et évaluation des résultats, effets obtenus en particulier :
- Quelles preuves directes et indirectes sont disponibles pour mettre en évidence que l'action entreprise a contribué à participer à l'objectif général du projet ?
- Identifier les changements par rapport à la situation de départ.
- Dans quelle mesure les objectifs généraux, spécifiques, les résultats et activités ont-ils été atteints ?

- Quels sont les impacts attendus et inattendus, positifs et négatifs du projet ?
- Y a-t-il des possibilités d'augmenter l'effet, et la mesure de cet effet ?
- 3. Analyse et évaluation de la pertinence, l'efficacité, l'efficience, durabilité et impact des stratégies et activités mises en place dans le cadre du projet.

Pertinence

- Est-ce que la stratégie d'intervention proposée par le projet est en adéquation avec les problèmes à résoudre?
- Les réponses apportées par le projet à la question du reboisement dans la zone d'intervention sont-elles en adéquation avec les besoins identifiés et la nature du contexte?
- Quelles ont été les activités préparatoires permettant l'identification des problèmes ?
- Quels critères ont été choisis afin de permettre le ciblage des familles bénéficiaires ?
- Les choix opérés dans le projet sont-ils en accord avec les attentes de la population et ses priorités ?
- Quel a été le niveau de participation des partenaires dans les différentes phases du projet?
- Dans quelle mesure les risques ont-ils été pris en compte ?

Efficacité

- Quel a été l'avantage additionnel généré par le projet ? Les résultats prévus ont-ils été atteints ?
- La gestion a-t-elle permis de faire face aux imprévus de façon réactive ? Est-ce que les responsabilités ont-elles été attribuées d'une façon équilibrée et adéquate aux institutions partenaires?
- La stratégie et les activités mises en œuvre ont-elles permis le renforcement des

organisations de base dans la zone d'intervention?

Efficience

- Le budget a-t-il été utilisé de manière appropriée ?
- Le support logistique et financier sur place est-il adapté et efficient pour assurer la mise en œuvre du projet ?
- Les mécanismes de contrôle, de paiement des brigades, les procédures sont-elles suffisantes et adaptées pour assurer la meilleure utilisation des moyens et éviter les dérives et la corruption ?
- Comment s'expliquent les éventuels écarts entre les objectifs fixés et les résultats atteints ?
- Est-ce qu'ils sont préjudiciables pour l'éventuelle suite des actions de ce projet ? Quel impact a eu l'interruption du projet en termes d'efficience de l'action menée?
- Est-ce que les activités, les ressources et les résultats sont cohérents et en adéquation?
- Comment la performance des activités du projet peut être améliorée ?

Impact

- Quelle est l'incidence de ce projet sur les aspects économiques et sociaux de la zone?
- Quelles évolutions notables ont été enregistrées grâce à la mise en place du projet ? Les objectifs globaux ont-ils été atteints ?
- Le projet offre-t-il un rayonnement au-delà des bénéficiaires directs ?
- A-t-il permis de créer des synergies et de favoriser des avancées au niveau de la gestion des ressources naturelles transfrontalières? Le projet est-il susceptible d'avoir un impact sur des questions transversales telles la gouvernance ?

V- Méthodologie

La méthodologie proposée permettra de faire une analyse quantitative et qualitative et tiendra compte des phases suivantes :

- 1- Aux fins de cette évaluation, deux consultants seront recrutés : un en Haïti et l'autre en République Dominicaine. Les deux consultants devront planifier de façon conjointe le processus d'évaluation, travailler conjointement pendant tout le processus et dans la préparation du rapport d'évaluation. Ils produiront un rapport d'évaluation sur l'ensemble des activités qui ont eu lieu dans les deux pays au niveau des deux bassins versants Massacre et Pedernales.
- 2- Une phase préparatoire (2 jours à Port-au-Prince et 2 jours à Santo Domingo) qui permettra de circonscrire le champ de l'évaluation et de faire l'étude de la documentation. Cette phase comprendra :
- Une rencontre de travail entre les deux consultants nationaux en vue d'harmoniser leur méthodologie et leurs outils de travail
- La revue de la littérature (documents de projets, budget, rapports, outils de gestion, etc.)
- Discussion avec les institutions responsables de la mise en œuvre du projet (PNUD,
 PNUE, MDE, Misniterio del Ambiente)
- Elaboration des questionnaires
- 3- Des visites de terrain (6 jours dans les deux bassins versants Massacres et Pedernales). Ces visites seront effectuées avec des représentants de la Direction Binationale et serviront à la collecte des données. Elles incluront :
- Des discussions avec les bénéficiaires directs, les autorités locales et l'équipe de terrain
- La consultation de la documentation disponible au niveau de terrain
- Enquêtes et discussions dans la zone concernée auprès des bénéficiaires (réalisation de porte à porte, de focus groupe et de rencontres communautaires).

4- L'analyse des résultats (3 jours) quantitatifs et qualitatifs obtenus

Cette analyse se fera à partir de la collecte des données, des entretiens, des ateliers, et des observations. Les indicateurs définis au début du projet serviront de référence à la collecte des données quantitatives et qualitatives. Toutes les données récoltées, devront faire partie d'une analyse compréhensive, c'est à dire tenant compte à la fois des intrants, du processus, des effets définis au début du projet et ainsi que du contexte.

5- La Restitution des résultats (5 jours) : la restitution comprendra 3 phases :

- Une rencontre entre les deux consultants pour la préparation de leur rapport;
- La rédaction et la présentation d'un rapport provisoire qui contiendra les analyses et les résultats de l'évaluation en conformité aux termes de référence ;
- La rédaction du rapport final de l'évaluation qui tiendra compte des observations et des commentaires des parties prenantes ;
- La préparation et la soumission du rapport final.

VI- Modalités de l'évaluation

1. Maître d'ouvrage

Le PNUE est l'institution chargée de commanditer l'évaluation. En accord avec les Ministères et le PNUE, le PNUD signe le contrat avec les évaluateurs.

2. Profil recherché

- Etude supérieur en matière de gestion des ressources naturelles ;
- Au moins 5 ans d'expérience dans le domaine de l'évaluation de projets humanitaires/développement ;
- Expériences des consultants dans la réalisation d'autres travaux similaires au niveau de la frontière
- Au moins une expérience précédente en coordination, conception, mise en œuvre et suivi

de projet;

- Excellentes aptitudes en communication et relations personnelles, capacité à écrire des rapports clairs et utiles
- Capacité à travailler dans des délais courts et avec le budget imparti
- Indépendance par rapport aux parties impliquées.
- Flexibilité et adaptabilité
- Maîtrise parfaite du français, de l'espagnol oral et écrit. Le créole haïtien oral est fortement souhaité
- Connaissance d'Haïti et la République Dominicaine sera très appréciée

3. Moyens financiers

Les intéressés doivent soumettre une proposition technique et financière avec un plan détaillé des activités planifiées et une ventilation des coûts nécessaires à la consultation

4. Livrables attendus

- Un rapport de lancement (inception report) de l'évaluation où le consultant précise le plan de travail et la méthodologie qu'il va employer, les questions précises auxquelles il va chercher à répondre ainsi que la méthode de collecte des données et d'analyse qu'il va utiliser
- Une réunion de cadrage aura lieu entre les représentants des ministères, du PNUD, du PNUE, la Direction binationale et le consultant sur le rapport de lancement soumis
- Une restitution dite « à chaud » sera également prévue à la fin de la mission afin de proposer des axes de réflexion pour l'équipe de terrain, les partenaires et les acteurs locaux et les perspectives de la deuxième phase du projet, mais aussi de susciter un débat qui pourra alimenter la rédaction du rapport final.
- Remise d'un rapport provisoire aux institutions commanditaires et à la Direction

Binationale du projet

- Remise du rapport final aux institutions commanditaires et à la Direction Binationale du projet et à la Direction binationale

Ce rapport final comprendra:

- Un rapport principal comprenant les résultats détaillés de l'évaluation relatifs aux objectifs fixés ainsi que les perspectives et les recommandations faites par les évaluateurs ;
- Un corps d'annexes qui reprendra les tableaux et informations factuelles nécessaires à une meilleure compréhension d'informations développées dans le rapport principal ;
- Une fiche résumée reprenant, après une présentation générale, les principales conclusions et recommandations ;
- Une version électronique de tous les documents sera systématiquement jointe aux versions papier.

5. Calendrier prévisionnel de l'évaluation

Echéances

- Date limite de réception des offres : jeudi 31 octobre 2013
- Annonce du choix du consultant sélectionné sur proposition technique : vendredi 8 novembre 2013
- Début du travail, documentation et réunion de cadrage : à partir du 18 novembre 2013
- Début de la mission terrain : à partir du 22 novembre 2013
- Restitution provisoire : semaine du 2 décembre 2013
- Remise d'un rapport provisoire (version électronique par mail) : au plus tard le 5 décembre 2013
- Retours de la Direction du projet, sur base du rapport provisoire : 9décembre 2013

- Soumission du rapport final et des documents : 16 décembre 2013

6. Paiement

15% à la remise et à l'approbation du rapport initial

85% à la soumission et à l'approbation du produit final

7. Critères de sélection de l'évaluateur :

La procédure d'évaluation des propositions se compose de deux étapes de manière que l'évaluation technique précède la révision de la proposition financière. Seules les propositions économiques des postulants dont le score minimum est de 70% de la note totale de 70 points correspondant à l'évaluation technique, laquelle prend en compte à la fois le profil et l'expérience du soumissionnaire comme sa proposition technique.

La proposition financière aura une pondération de 30 points, la note la plus élevée étant accordée à la proposition la plus économique tandis que la notation des autres propositions se fera sur la base du calcul suivant. (offre plus économique / offre économique à évaluer) x 30. On recommandera l'attribution du contrat à laproposition qui obtiendra le plus haut score combinant qualité technique (70) et offre financière (30).

Une lettre d'intention sera envoyée à la proposition gagnante, après quoi on procédera à la phase de négociation et d'émission du contrat pour «contractuels individuels» selon les Conditions Générales de Contrat pour les contractuels individuels disponibles sur le site Web du PNUD (http://www.undp.org/procurement).

8- Présentation des propositions

La proposition de chaque intéressé / e doit contenir les éléments suivants:

i) Lettre de confirmation d'intérêt et de disponibilité selon le modèle du PNUD (Format joint) dûment présentée

ii) CV personnel et formulaire P11 (Format enAnnexe) indiquant toute l'expérience passée dans des projets similaires et les coordonnées (e-mail et numéro de téléphone) du candidat et au moins

trois (3) références professionnelles;

- iii) La proposition technique indiquant le plan de travail, l'approche méthodologique et la portée des actions à effectuer.
- iv) La Proposition financière indiquant le prix fixe total du contrat, tout compris, sur la base d'une ventilation des coûts, selon le format fourni. Si le soumissionnaire est employé par une organisation / entreprise / institution, et il / elle s'attend à ce que son employeur charge des frais de gestion au PNUD pour le libérer selon un Accord de Prêt Remboursable (RLA par son sigle en anglais), le soumissionaire doit le préciser et s'assurer que toutes les dépenses soient dûment intégrées dans la proposition financière présentée au PNUD.
- v) La preuve documentaire de contrats similaires.
- vi) une copie de pièce d'identité.

Ces documents seront considérés comme partie intégrante de la proposition. Les candidats doivent soumettre les documents requis pour vérifier leur conformité avec les critères de sélection, de préférence par voie électronique (5 MB max par courrier.) au courrier du Centro de Asesoría y Servicios: Centro.servicios @ undp.org, ou les déposer dans une enveloppe scellée, indicant le projet qui fait l'appel. Si vous choisissez de présenter sur support papier, Veuillez l'envoyer à: Casa de las Naciones Unidas, Av. Anacaona Num.9, Mirador Sur, o Fax Núm. 809-531-4882

Le PNUD encourage la protection de l'environnement, merci de bien vouloir soumettre votre proposition par voie électronique.

IV-B- TDR publié par le PNUD en Haïti

TERMES DE REFERENCES POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT POUR L'EVALUATION FINALE DU PROJET REVÉGÉTALISATION ET GESTION DES RESSOURCES NATURELLES TRANSFRONTIÈRES

Contexte

L'intérêt politique croissant des gouvernements d'Haïti et de la République Dominicaine pour la zone frontalière et l'importance stratégique de la région par rapport aux objectifs nationaux de réduction de la pauvreté et de gestion durable des ressources naturelles ont amené les institutions nationales, les organismes internationaux de développement et des organisations locales non gouvernementales à déployer des efforts importants pour affronter les problèmes frontaliers. Quelques progrès ont été accomplis dans la coordination bilatérale entre la République dominicaine et Haïti, en plus des investissements internationaux et nationaux dans les actions sur le terrain.

Ainsi, le gouvernement de la Norvège a manifesté sa volonté d'appuyer ce processus en soutenant des mesures d'amélioration de l'environnement des deux côtés de la frontière à travers un appui financier au projet de «Revégétalisation et gestion des ressources naturelles transfrontières: Phase I bassins versants des rivières Massacre et Pédernales», lancé en mai 2011 et dont les Ministères de l'environnement des deux pays, le PNUD et le PNUE sont les partenaires de mise en œuvre. Prévu initialement pour une année, le projet a bénéficié de trois périodes d'extension sans coût additionnel et les activités de la dernière extension ont officiellement pris fin le 20 septembre 2013.

Le projet « Revegetation and transboundary natural resources management: Phase I Massacre and Pedernales rivers watersheds » (RTNR-FV) fait partie du programme bilatéral Haitiano-Dominicain « Frontera Verte ».

L'objectif principal du projet RTNR-FV est de mettre en place –par voie bilatérale- des mesures visant à restaurer les écosystèmes vulnérables et promouvoir des modèles de production socialement, économiquement et écologiquement durable dans les zones transfrontalières, particulièrement les régions pilotes de Massacre et Pédernales. Le projet RTNR-FV a aussi pour objectifs de créer un environnement favorable à la restauration des écosystèmes transfrontaliers, réduire la vulnérabilité aux impacts des changements climatiques et améliorer les conditions de vie des Haïtiens et Dominicains vivant dans les bassins versants transfrontaliers.

Le programme bilatéral Frontera Verde est une extension au niveau frontalier du programme national de reboisement en République Dominicaine Quisqueya Verde. Les Ministères de l'Environnement d'Haïti et de la République Dominicaine ont signé des accords binationaux pour renforcer la coopération transfrontalière entre les deux pays (Déclaration de Villa Anacaona, Déclaration de Barahona).

Le projet RTNR-FV est composé de trois phases, la première phase se concentre sur les bassins versants des rivières Massacre et Pedernales.

Le projet vise à promouvoir la restauration de la couverture végétale avec des espèces indigènes, des arbres fruitiers et à usage multiple en zone critique. Par ailleurs, il promeut le financement d'emplois « verts » pour contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations défavorisées dans la zone d'intervention.

Pour répondre aux exigences de tous les partenaires qui exigent que les programmes, projets et activités fassent périodiquement l'objet d'évaluations indépendantes qui puissent contribuer à la prise de décisions éclairées afin d'aider les gestionnaires à tirer des enseignements de l'expérience, et favorisent la reddition des comptes au regard du rendement, la stratégie de gestion du projet a prévu une évaluation finale. Aussi terme de l'exécution du projet, une évaluation finale assortie de recommandations sera-t-elle réalisée. A cet effet, les présents termes de référence sont élaborés pour recruter deux consultants qui seront chargés de réaliser ladite évaluation de façon conjointe tant en Haïti qu'en République Dominicaine. L'un des consultants devra être un haïtien et l'autre un dominicain.

Responsabilités générales

Le travail des consultants portera sur l'ensemble des activités prévues dans le document du projet et couvrira toute la période de mise en œuvre du projet allant de mai 2011 à septembre 2013. Elle prendra en compte le montant effectivement disponible pour la réalisation des activités.

Objectifs de l'évaluation

Objectif général:

La réalisation de l'évaluation finale vise à faire le point sur toutes les activités réalisées dans la première phase (c'est-à-dire de mai 2011 à septembre 2013) et d'établir le niveau de rendement du projet, les résultats atteints à ce jour, ainsi que les leçons à tirer de l'expérience dans le contexte des priorités établies par les deux gouvernements. De plus, cette évaluation devra apprécier la pertinence des orientations proposées par les Ministres de l'Environnement des deux pays à travers le Protocole d'Accord signé pour la mise en œuvre du projet.

Objectifs spécifiques

- 1. Evaluer de manière générale les résultats obtenus par le projet et quelques effets obtenus à moyen et à long terme (à partir de moyens vérifiables), notamment :
- en matière d'amélioration des conditions de vie des familles bénéficiaires ;
- en matière de reboisement et gestion des ressources naturelles transfrontalières
- en matière de recapitalisation des familles bénéficiaires ;
- en matière de relance de l'activité économique dans les zones ciblées.
- en matière de pérennisation des bonnes pratiques d'échanges entre brigadiers des deux pays et la coopération binationale
- 2. Evaluer la pertinence, l'efficacité, l'efficience, la durabilité et les impacts des stratégies et activités mises en œuvre dans le cadre de ce projet, avec une attention particulière sur :
- le choix des activités mises en place dans le cadre du projet par rapport aux priorités

- nationales et aux objectifs stratégiques des deux gouvernements : Haïti et RD
- les leçons apprises et les meilleures pratiques concernant la conception du projet, la mise en œuvre ainsi que la gestion des activités ;
- les relations entre les parties prenantes du projet ;
- la coordination entre le projet et les autres partenaires et acteurs présents dans les zones d'intervention ;
- le montage institutionnel du projet et le design du projet en général
- l'appropriation par les bénéficiaires des activités menées sur le terrain et par les deux ministères
- La prise en compte de l'aspect genre dans la mise en œuvre de l'action.
- 3. Tirer finalement des enseignements et formuler des recommandations aux parties prenantes d'une part quant aux actions qui ont été mises en œuvre et d'autre part quant au suivi à donner à la première phase.

V- Résultats attendus

- Analyse et bilan des résultats atteints au regard des objectifs généraux, spécifiques et des résultats à atteindre du projet et des indicateurs de résultats annoncés dans les documents de projet.
- 2. Analyse et évaluation des résultats, effets obtenus en particulier :
- Quelles preuves directes et indirectes sont disponibles pour mettre en évidence que l'action entreprise a contribué à participer à l'objectif général du projet ?
- Identifier les changements par rapport à la situation de départ.
- Dans quelle mesure les objectifs généraux, spécifiques, les résultats et activités ont-ils été atteints ?

- Quels sont les impacts attendus et inattendus, positifs et négatifs du projet ?
- Y a-t-il des possibilités d'augmenter l'effet, et la mesure de cet effet ?
- 3. Analyse et évaluation de la pertinence, l'efficacité, l'efficience, durabilité et impact des stratégies et activités mises en place dans le cadre du projet.

Pertinence

- Est-ce que la stratégie d'intervention proposée par le projet est en adéquation avec les problèmes à résoudre?
- Les réponses apportées par le projet à la question du reboisement dans la zone d'intervention sont-elles en adéquation avec les besoins identifiés et la nature du contexte?
- Quelles ont été les activités préparatoires permettant l'identification des problèmes ?
- Quels critères ont été choisis afin de permettre le ciblage des familles bénéficiaires ?
- Les choix opérés dans le projet sont-ils en accord avec les attentes de la population et ses priorités ?
- Quel a été le niveau de participation des partenaires dans les différentes phases du projet?
- Dans quelle mesure les risques ont-ils été pris en compte ?

Efficacité

- Quel a été l'avantage additionnel généré par le projet ? Les résultats prévus ont-ils été atteints ?
- La gestion a-t-elle permis de faire face aux imprévus de façon réactive ? Est-ce que les responsabilités ont-elles été attribuées d'une façon équilibrée et adéquate aux institutions partenaires?
- La stratégie et les activités mises en œuvre ont-elles permis le renforcement des

organisations de base dans la zone d'intervention?

Efficience

- Le budget a-t-il été utilisé de manière appropriée ?
- Le support logistique et financier sur place est-il adapté et efficient pour assurer la mise en œuvre du projet ?
- Les mécanismes de contrôle, de paiement des brigades, les procédures sont-elles suffisantes et adaptées pour assurer la meilleure utilisation des moyens et éviter les dérives et la corruption ?
- Comment s'expliquent les éventuels écarts entre les objectifs fixés et les résultats atteints ?
- Est-ce qu'ils sont préjudiciables pour l'éventuelle suite des actions de ce projet ? Quel impact a eu l'interruption du projet en termes d'efficience de l'action menée?
- Est-ce que les activités, les ressources et les résultats sont cohérents et en adéquation?
- Comment la performance des activités du projet peut être améliorée ?

Impact

- Quelle est l'incidence de ce projet sur les aspects économiques et sociaux de la zone?
- Quelles évolutions notables ont été enregistrées grâce à la mise en place du projet ? Les objectifs globaux ont-ils été atteints ?
- Le projet offre-t-il un rayonnement au-delà des bénéficiaires directs ?
- A-t-il permis de créer des synergies et de favoriser des avancées au niveau de la gestion des ressources naturelles transfrontalières? Le projet est-il susceptible d'avoir un impact sur des questions transversales telles la gouvernance ?

V- Méthodologie

La méthodologie proposée permettra de faire une analyse quantitative et qualitative et tiendra compte des phases suivantes :

- 2- Aux fins de cette évaluation, deux consultants seront recrutés : un en Haïti et l'autre en République Dominicaine. Les deux consultants devront planifier de façon conjointe le processus d'évaluation, travailler conjointement pendant tout le processus et dans la préparation du rapport d'évaluation. Ils produiront un rapport d'évaluation sur l'ensemble des activités qui ont eu lieu dans les deux pays au niveau des deux bassins versants Massacre et Pedernales.
- 2- Une phase préparatoire (2 jours à Port-au-Prince et 2 jours à Santo Domingo) qui permettra de circonscrire le champ de l'évaluation et de faire l'étude de la documentation. Cette phase comprendra :
- Une rencontre de travail entre les deux consultants nationaux en vue d'harmoniser leur méthodologie et leurs outils de travail
- La revue de la littérature (documents de projets, budget, rapports, outils de gestion, etc.)
- Discussion avec les institutions responsables de la mise en œuvre du projet (PNUD,
 PNUE, MDE, Misniterio del Ambiente)
- Elaboration des questionnaires
- 3- Des visites de terrain (6 jours dans les deux bassins versants Massacres et Pedernales). Ces visites seront effectuées avec des représentants de la Direction Binationale et serviront à la collecte des données. Elles incluront :
- Des discussions avec les bénéficiaires directs, les autorités locales et l'équipe de terrain
- La consultation de la documentation disponible au niveau de terrain
- Enquêtes et discussions dans la zone concernée auprès des bénéficiaires (réalisation de porte à porte, de focus groupe et de rencontres communautaires).
- 4- L'analyse des résultats (3 jours) quantitatifs et qualitatifs obtenus

Cette analyse se fera à partir de la collecte des données, des entretiens, des ateliers, et des observations. Les indicateurs définis au début du projet serviront de référence à la collecte des données quantitatives et qualitatives. Toutes les données récoltées, devront faire partie d'une analyse compréhensive, c'est à dire tenant compte à la fois des intrants, du processus, des effets définis au début du projet et ainsi que du contexte.

5- La Restitution (5 jours): la restitution comprendra 3 phases:

- Une rencontre entre les deux consultants pour la préparation de leur rapport;
- La rédaction et la présentation d'un rapport provisoire qui contiendra les analyses et les résultats de l'évaluation en conformité aux termes de référence ;
- La rédaction du rapport final de l'évaluation qui tiendra compte des observations et des commentaires des parties prenantes ;
- La préparation et la soumission du rapport final.

VII- Modalités de l'évaluation

1. Maître d'ouvrage

Le PNUE est l'institution chargée de commanditer l'évaluation. En accord avec les Ministères et le PNUE, le PNUD signe le contrat avec les évaluateurs.

2. Profil recherché

- Expert en matière de gestion des ressources naturelles ;
- Expérience signifiante dans le domaine de l'évaluation de projets humanitaires/développement ;
- Expériences des consultants dans la réalisation d'autres travaux similaires au niveau de la frontière
- Expériences précédentes en coordination, conception, mise en œuvre et suivi de projet ;
- Excellentes aptitudes en communication et relations personnelles, capacité à écrire des

rapports clairs et utiles

- Capacité à travailler dans des délais courts et avec le budget imparti
- Indépendance par rapport aux parties impliquées.
- Flexibilité et adaptabilité
- Maîtrise parfaite du français, de l'espagnol oral et écrit. Le créole haïtien oral est fortement souhaité
- Connaissance d'Haïti et la République Dominicaine sera très appréciée

3. Moyens financiers

Pour la réalisation de l'évaluation, en plus des honoraires, les frais de mission et les frais de transports seront pris en charge.

4. Livrables attendus

- Un rapport de lancement (inception report) de l'évaluation où les consultants précise la méthodologie qu'il va employer, les questions précises auxquelles il va chercher à répondre ainsi que la méthode de collecte des données et d'analyse qu'il va utiliser
- Une réunion de cadrage aura lieu entre les représentants des ministères, du PNUD, du PNUE, la Direction binationale et le consultant sur le rapport de lancement soumis
- Une restitution dite « à chaud » sera également prévue à la fin de la mission afin de proposer des axes de réflexion pour l'équipe de terrain, les partenaires et les acteurs locaux et les perspectives de la deuxième phase du projet, mais aussi de susciter un débat qui pourra alimenter la rédaction du rapport final.
- Remise d'un rapport provisoire aux institutions commanditaires et à la Direction Binationale du projet
- Remise du rapport final aux institutions commanditaires et à la Direction Binationale du projet et à la Direction binationale

Ce rapport final comprendra:

- Un rapport principal comprenant les résultats détaillés de l'évaluation relatifs aux objectifs fixés ainsi que les perspectives et les recommandations faites par les évaluateurs ;
- Un corps d'annexes qui reprendra les tableaux et informations factuelles nécessaires à une meilleure compréhension d'informations développées dans le rapport principal ;
- Une fiche résumée reprenant, après une présentation générale, les principales conclusions et recommandations ;
- Une version électronique de tous les documents sera systématiquement jointe aux versions papier.
- 5. Calendrier prévisionnel de l'évaluation

Echéances

- Date limite de réception des offres : jeudi 31 octobre 2013
- Annonce du choix du consultant sélectionné sur proposition technique : vendredi 8 novembre 2013
- Début du travail, documentation et réunion de cadrage : à partir du 18 novembre 2013
- Début de la mission terrain : à partir du 22 novembre 2013
- Restitution provisoire : semaine du 2 décembre 2013
- Remise d'un rapport provisoire (version électronique par mail) : au plus tard le 5 décembre 2013
- Retours de la Direction du projet, sur base du rapport provisoire : 9décembre 2013
- Soumission du rapport final et des documents : 16 décembre 2013

6. Critères de sélection de l'évaluateur :

- Le consultant/évaluateur est invité, en prenant connaissance des présents termes de

référence, à faire une proposition technique (incluant CV et références pour l'équipe proposée pour faire le travail) et financière (cf. canevas en annexe 1) pour la réalisation de l'évaluation.

- La sélection s'effectuera sur la base des critères suivants :

Exposé de la problématique et compréhension du sujet ;

Démarche méthodologique proposée;

Qualifications, expériences et compétences de l'expert ; références et CV de l'équipe envisagée

Expériences de la zone et de la problématique du projet à évaluer ;

Coût détaillé de la prestation;

Chronogramme de réalisation de l'ensemble des prestations.

Les candidats/es intéressés/es sont priés/es de réclamer les termes de référence complets à : procurement.ht@undp.org

Le poste est ouvert aux candidats des deux sexes et de nationalité haïtienne.

ANEXO V: MARCO RESULTADO/ MARCO LÓGICO DEL PROYECTO

Results and Resources Framework

Applicable Key Result Area (from 2008-11 Strategic Plan): Form 1 to 4 (ISF) **Partnership Strategy** State structures, national institutions, government agencies, civil society, community groups, Haiti and DR development partners, technical and financing partners, UN agencies (UNDP, UNEP, WFP, OCHA) Project title and ID (ATLAS Award ID): Revegetation and trans-boundary natural resources management: Phase I Massacre and Pedernales rivers' watersheds. **OUTPUT TARGETS** RESPONSIBLE INDICATIVE INTENDED OUTPUTS **INPUTS** FOR (YEARS) ACTIVITIES **PARTIES Output 1. Vegetation Cover Restored** Baseline: The current forest cover in Haiti is less than 2% of the whole territory, and the border between the Haitian Republic and the Dominican Republic is vulnerable to progressive desertification processes. Natural habitats altered, damaged or destroyed. Growing loss in biodiversity composition. Disturbances of ecosystem functions, etc. Product 1.1. Degraded areas reforested, with forestry and agro forestry **Indicators** species for conservation and multiple uses 1.1.1. Formation. To be MoE, UNDP. consolidation specified in **Project Executive** and financing Annual of bi national Unit Work Plans brigades for - 825 hectaresreforested, bymid reforestation. 2012 1.1.2. Identification - Number of bi national brigades increased from 37 and selection of brigades with 10 areas to To be MoE, UNDP, Brigades staff are persons/brigade in 2010 to 65 reforest, with specified in constituted, trained and Project Executive bi national brigades with 10 authorities, land Annual operational by year 1 Unit persons/brigade owners and Work Plans local based Reforestation mechanisms - 28 new brigades established, organizations are established and are by mid 2012 participation. adjusted on a yearly basis 1.1.3. 7,081 hectares Acquisition of Degraded lands are reforested in the bi national farming tools To be reforested and altered MoE, UNDP, Masacre-Jassa and Pedernales and personnel specified in ecosystems restored by **Project Executive** watersheds, by the end of transportation Annual year 3 Unit 2013 means and Work Plans inputs for - Number of bi national planting. brigades (60 bi national 1.1.4. brigades with 10 persons per Conduction of brigade) keeps functioning in reforestation the Massacre-Jasa and related To be Pedernales watersheds, by MoE, UNDP, activities: dig, specified in 2013, Project Executive plant trees, Annual replace trees Unit Work Plans and maintain the plantations

using the potential of

		HIMO		
	D 1 14 A 2	approach.		7/
Indicators	Product 1.2. High value for naturalized plant species a			e and/or
 Four (4) community nurseries are operating and delivering seedlings, by end of 2011 101 community nurseries are operating and delivering seedlings, by the end of 2013 	Large quantities of high-quality seedlings are produced for reforestation Targeted communities are equipped with well-established and functioning seedling producing facilities	1.2.1 Conducting recollection of seeds of high value endemic, native and/or naturalize species 1.2.2. Hiring required personnel needed to work at nurseries 1.2.3. Establishing physical infrastructure, supplying them with needed equipments, tools and inputs using the potential of HIMO approach 1.2.4. Procuring and installing equipment to capture, store and distribute	MoE, UNDP, Project Executive Unit MoE, UNDP, Project Executive Unit MoE, UNDP, Project Executive Unit MoE, UNDP, Project Executive Unit	To be specified in Annual Work Plans To be specified in Annual Work Plans To be specified in Annual Work Plans
	Product 1.3. ¹ A participal	water to nurseries tory model to obta	in the information an	d contribute
Indicators	to regulate land tenure in place	the Haitian side of	f the selected watersh	eds is in
 Cadastral map showing the land ownership conflicts produced, by mid 2012 50% of land ownership conflicts regularized, by the end of 2013 	Land ownership and land use rights are established and recorded for the concerned watersheds	1.3.1. Consultation with national authorities responsible for land ownership records (DGI, ONACA, INARA) regarding background on land rights in the region	MoE, UNEP/UNDP, Project Executive Unit	To be specified in Annual Work Plans

_

¹UNEP will insure the execution of this product, in compliance with UNDP overall approach for this component

	including		
	identifying		
	appropriate		
	approaches to		
	resolving any		
	land ownership		
	disputes		
	uncovered and		
	establishing		
	whether the		
	standard for		
	adverse		
	possession has		
	been met in		
	any cases		
	1.3.2.		
	Consultation		
	with municipal		
	councils and		
	local		
	communities		
	about		
	background and		
	process for	MoE,	To be
	establishing the	UNEP/UNDP,	specified in
	cadastres in the	Project Executive	Annual
	communal		Work Plans
	sections in the	Unit	work I tans
	municipalities		
	of the pilot		
	areas pursuant		
	to their land		
	management		
	authority under		
	the 1987		
	Constitution		
	1.3.3. Gathering		
	any available		
	maps and		
	satellite images		
	from the	MoE,	To be
	CNIGS and	UNEP/UNDP,	specified in
	other	Project Executive	Annual
	institutions and	Unit	Work Plans
	ground truth the	UIIIt	,,o.n.i mis
	parcel		
	information		
	from the maps		
	1.3.4. Carrying		
	out community		
	focus groups to	MoE,	To be
	explain why	UNEP/UNDP,	specified in
	land rights are	Project Executive	Annual
	being clarified;	Unit	Work Plans
	request that	UIIII	work i tuns
1		I	
	landholders		

come forth with evidence of their ownership; resolve any disputes regarding land ownership identified 1.3.5. Delimitating the parcels using GPS and information from the owners and	MoE, UNEP/UNDP, Project Executive Unit	To be specified in Annual Work Plans
neighbors 1.3.6. Issuing cadastral certifications for each verified parcel (including titles and other legal documents as necessary)	MoE, UNEP/UNDP Project Executive Unit	To be specified in Annual Work Plans

Output 2. Strengthened the public sector and local organizations institutional capacity on both sides of the border for the management of trans-boundary natural resources

Baseline: Proven weaknesses of government actors and institutions in decision making processes, governance, policy formulation and implementation, coordination and monitoring of programs and projects aiming to restore ecosystem integrity in the Haitian side of the border. Insufficient data available on the current state of natural resources along the border. Insufficiency in qualified personnel to perform effective actions aiming to reverse the current trend. Poor collaboration between the Haitian Government and the Dominican Government to jointly address the environmental and other issues shared along the border.

Indicators	Product 2.1. Information on the state of natural resources, biodiversity and socioeconomic aspects of the border zone raised			
Indicators				
Byend 2011:		2.1.1. Raising		
- 15% of the information on		information on		
trans-boundary trade on		trans-boundary		
sensible environmental goods		environmentall		
completed		y sensible	MoE, UNEP,	To be
_	An inventory and	goods trade	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	specified in
- 15% of detailed biophysical	assessment of existing	such as:	Project Executive	Annual
and socioeconomic	natural resources along	charcoal, wood,	Unit	Work Plans
information on Masacre and	the border realized	flora and fauna		
Pedernales watersheds		species		
completed	Data on resource	regulated under		
	exploitation and trading is	CITES.Anne		
- 15% of impacts on human	updated and available for	2.1.2. Updating		
trans-boundary migration	decision makers and	biophysical		
information are known.	policy makers	information on		To be
		the state of	MoE, UNEP,	specified in
By the end of 2013:		natural	Project Executive	Annual
- Information on trans-		resources,	Unit	Work Plans
boundary trade on sensible		including water		TOTAL I LUITS
goods 100% completed		quality of		
		Masacre and		

 Detailed biophysical and socioeconomic information on the Masacre and Pederanles watersheds 100% completed 95% of human transboundary migration impact on the environment known 		Pedernales watersheds on both sides of the border, together with regional government and nongovernment al players. 2.1.3. Raising information on the direct incidence of human trans- boundary movements on	MoE, UNEP, Project Executive Unit	To be specified in Annual Work Plans
		the		
	Product 2.2 Geographic in	environment.	and tools for monitor	·ing
Indicators	deforestation by remote se		and tools for momen	s
		2.2.1. Designing information systems analysis, database creation, and development of applications.	MoE, UNEP, Project Executive Unit	To be specified in Annual Work Plans
		2.2.2. Training of personnel and system users.	MoE, UNEP, Project Executive Unit	To be specified in Annual Work Plans
 50% of geographic information nodes installed and operating, by mid 2012 Geographic information system nodes 100% 	GIS-based reliable data is available to monitor the evolution of forest cover in the concerned	2.2.3. Development of a tool for remote sensing monitoring of deforestation.	MoE, UNEP, Project Executive Unit	To be specified in Annual Work Plans
completed and operating, by the end of 2013	watershed	2.2.4. Procurement computer and measurement equipment, and software.	MoE, UNEP, Project Executive Unit	To be specified in Annual Work Plans
		2.2.5. Installation of nodes in communities in Haiti and in Dominican communities to establish an information exchange	MoE, UNEP, Project Executive Unit	To be specified in Annual Work Plans

Indicators	Product 2.3. Community I raised in the local populat and sanitation			
		Conducting training workshops for decision makers or community leaders.	MoE, UNEP, Project Executive Unit	To be specified in Annual Work Plans
Byend 2011: - At least 15% of leaders and key players are trained and		2.3.2. Conducting training workshops to mid to high elementary school youngsters.	MoE, UNEP, Project Executive Unit	To be specified in Annual Work Plans
sensitized - Four bi national eco-visits with school boys-girls and youngsters organized	The capacities of key actors concerned with natural resources management and recovery are strengthened	2.3.3. Carry out bi national eco- visits with school girls- boys and youngsters.	MoE, UNEP, Project Executive Unit	To be specified in Annual Work Plans
By the end of 2013: - At least 65% of leaders and stakeholders are trained and sensitized by the project - Sixteen bi national eco-visits with school boys-girls and youngsters organized	Community leaders and decision makers become aware of and understand the needs to protect and manage local natural resources	2.3.4. Conducting educational sessions for forest users on the true value of natural resources, knowledge of current situation, training and awareness.	MoE, UNEP, Project Executive Unit	To be specified in Annual Work Plans
		2.3.5. Developing an awareness campaign on natural resources management, water and sanitation	MoE, UNEP, Project Executive Unit	To be specified in Annual Work Plans
Indicators	Product 2.4. Personnel fro			
Byend 2011: - At least 50% of governmental	The environmental decision making and	2.4.1. Providing support to the	MoE, UNEP, Project Executive	To be specified in

 institutions staff trained in integrated management of natural resources At least 50% of customs staff trained to control trade of species and products at the 	policy making capacities of targeted governmental agencies are enhanced	creation of the Regional Plants Propagation Community Center in the Masacre watershed.	Unit	Annual Work Plans
border By the end of 2013: - At least 100% of governmental institutions trained in integrated management of natural resources - Two trans-boundary customs transformed into "green customs"		2.4.2. Conducting training workshops to custom officers on both countries, to control trade of flora and fauna species and products through the border	MoE, UNEP, Project Executive Unit	To be specified in Annual Work Plans
		2.4.3. Transforming present customs in "green customs" through the strengthening of border customs control mechanisms in both countries.	MoE, UNEP, Project Executive Unit	To be specified in Annual Work Plans
		2.4.4. Developing training workshops to park and forest guards	MoE, UNEP, Project Executive Unit	To be specified in Annual Work Plans
		2.4.5. Developing training workshops to technicians from both countries in integrated management of natural resources.	MoE, UNEP, Project Executive Unit	To be specified in Annual Work Plans
Indicators	Product 2.5. Control and established	monitoring partici	patory networks in si	tu,
Byend 2011: • Seven (7) networks, 2/communes and municipalities within the Masacre and Pedernales	Integrated and network- based monitoring mechanisms are developed and implemented	2.5.1. Identification and selection of local key stakeholder leaders.	MoE, UNEP, Project Executive Unit	To be specified in Annual Work Plans

watersheds, established.		2.5.2.		
Four (4) networks in Haiti, 2/communes. Three (3) networks in DR, 2/municipalities By the end of 2013: By the fourth year, 14 networks, 2 communes and		Identification roles and competencies according to stakeholders groups, - institutional and locals.	MoE, UNEP, Project Executive Unit	To be specified in Annual Work Plans
municipalities, within the Masacre and Pedernales watersheds, established. Eight (8) networks		2.5.3. Formulation of statues and procedures.	MoE, UNEP, Project Executive Unit	To be specified in Annual Work Plans
in Haiti 2/communes. Six (6) networks in DR 2/municipalities.		2.5.4. Organization and establishment of networks of voluntary guards.	MoE, UNEP, Project Executive Unit	To be specified in Annual Work Plans
		2.5.5. Creation spaces for inter institutional dialogue and coordination at the local and bi national level	MoE, UNEP, Project Executive Unit	To be specified in Annual Work Plans
Indicators	Product 2.6. Created and	established the bi		conserve and
Byend 2011: - 50% of in situ monitoring and control system installed - 15% of requisites to declare the Haitian Biosphere Reserve within Man and the Biosphere UNESCO Program completed By the end of 2013:	Appropriate management, monitoring and surveillance mechanisms developed, implemented and adjusted on a regular basis	2.6.1. Identification, selection and demarcation of strategic vegetation cover zones with high biodiversity and conservation values and identify interest sites for natural regeneration	MoE, UNEP, Project Executive Unit	To be specified in Annual Work Plans
- 100% of in situ control and monitoring system established - 100% of requisites to declare the Haitian Biosphere Reserve within Man and the Biosphere UNESCO Program completed	A forest and natural resource conservation Master Plan is developed, adopted and implemented by year 2	2.6.2. Establishment, equipping and furnishing monitoring and protection infrastructures (guardhouses towers, guardhouses in control areas in roads, access paths and eco	MoE, UNEP, Project Executive Unit	To be specified in Annual Work Plans

touristic trails) in strategic areas 2.6.3. Isolation areas for forestry regeneration, grazing areas and plantations, according to management zones.	MoE, UNEP, Project Executive Unit	To be specified in Annual Work Plans
2.6.4. Promotion of bi national exchanges to establish a bi national platform on the issue of decentralized management of trans-boundary protected areas and its buffer zones.	MoE, UNEP, Project Executive Unit	To be specified in Annual Work Plans
2.6.5. Developing trans-boundary management plans	MoE, UNEP, Project Executive Unit	To be specified in Annual Work Plans

Output 3. Sustainable livelihoods alternatives demonstration through production models, integrated water resources management and basic sanitation and risk management

Baseline: The National Strategies for Growth and Poverty Reduction are being implemented, but the Units for Study

Baseline: The National Strategies for Growth and Poverty Reduction are being implemented, but the Units for Study and Planning of concerned ministries in charge of the implementation process are not fully functional. No management mechanism for the external assistance is in place and institutional and technical management capacities are yet to be developed.

Indicators	Product 3.1.Agriculture in	Product 3.1.Agriculture in controlled environment developed			
Three 500-m² each metallic	Greenhouse facilities for agricultural experimentations are built and functioning	3.1.1. Selection of communities, beneficiaries and products to cultivate in greenhouses	MoE, UNDP, Project Executive Unit	To be specified in Annual Work Plans	
 Three 500-m² each metallic greenhouses handed, by end 2011 Twenty 500-m² each metallic greenhouses handed, by the end of 2013 	Farmers and agricultural technicians are trained and acquire necessary skills to practice agriculture in controlled environment	3.1.2. Procurement of building materials to built, install, and equip greenhouses in selected communities and farms. Control	MoE, UNDP, Project Executive Unit	To be specified in Annual Work Plans	

	1	т	1
	environments or		
	micro-		
	greenhouses		
	will be built		
	with metallic		
	structures and		
	steel tubes,		
	galvanized steel		
	cables and		
	wires, anti		
	seismic plastic		
	roofs and		
	screens on the		
	sides		
	3.1.3.		
	Conducting		
	training		
	workshops to		
	beneficiaries.		
	Beneficiaries		
	will be trained		
	in greenhouses		
	management		
	and will receive		T . I
	permanent	MoE, UNDP,	To be
	technical	Project	specified in Annual
	assistance on	Executive Unit	Annual Work Plans
	crop production		work Plans
	management,		
	planting, fertilization,		
	cultural		
	practices,		
	harvest,		
	packing,		
	integrated pest		
	and diseases		
	management.		
	3.1.4.		
	Establishing a		
	fertilization	MoE, UNDP,	To be
	program for	Project	specified in
	ecological	Executive Unit	Annual
	greenhouses	Executive Unit	Work Plans
	production.		
	3.1.5.		
	Establishing		
	agreements		
	among key		
	stakeholders, to	MoE, UNDP,	To be
	guarantee	Project	specified in
	optimal	Executive Unit	Annual
	functioning of	Executive Utill	Work Plans
	greenhouses,		
	and the		
	abandonment of		
l	abundonnicht Of	1	

		unsustainable agricultural practices, in		
		other areas by		
		the		
		beneficiaries.		
		Maintenance		
		and operational		
		greenhouses minimal		
		guarantees that		
		ensure their		
		continued		
		functioning		
		once project is		
		finished		
		established.		
Indicators	Product 3.2. Drip irrigated	d agricultural cro	os production farms e	established
		3.2.1.	MoE, UNDP,	To be
		Identification	Project Executive	specified in
		local people to	Unit	Annual
		be benefitted	Cint	Work Plans
		3.2.2.		
		Conducting		T - 1 -
		training sessions in drip	MoE, UNDP,	To be
	Environmentally-friendly	irrigation	Project	specified in Annual
- 10 hectares of	drip irrigation systems	agricultural	Executive Unit	Work Plans
farmlands are drip irrigated,	and infrastructure are	crops		WOIR I tans
by end 2011	installed and operational	production.		
	The second secon	3.2.3.		
- 87 hectares of	Farmland productivity	Procurement of		T - 1 -
farmlands are drip irrigated,	improved and agricultural	materials and	MoE, UNDP,	To be
by the end of 2013	production increased by	equipment to	Project	specified in Annual
	year 2	establish drip	Executive Unit	Work Plans
		irrigation		WOIK I tans
		systems		
		3.2.4. Preparing		
		land for layers	MoE, UNDP,	To be
		of crops and	Project	specified in
		drip irrigation	Executive Unit	Annual
		systems installation.	LACCULIVE CITE	Work Plans
Indicators	Product 3.3. Bee hives esta		<u> </u>	l .
	,	3.3.1.		
		Identification	MoE LINDD	To be
Nino harra animia		and selection of	MoE, UNDP,	specified in
- Nine boxes apiaries	Improvement and increase	communities	Project Executive	Annual
installed and functioning, by end 2011	in honey production	and	Unit	Work Plans
- Sixty three boxes		beneficiaries		
apiaries are functioning, by	Skills on beekeeping and	3.3.2.	Mar IMPD	To be
the end of 2013	honey production	Procurement	MoE, UNDP,	specified in
	developed and enhanced	and installation	Project	Annual
		of apiaries in	Executive Unit	Work Plans
		selected		

		communities and farms and place apiaries in places according to type of flora and crops to be pollinated 3.3.3. Implementing introductory training workshops on apiary production and bee pollination	MoE, UNDP, Project Executive Unit	To be specified in Annual Work Plans
Indicators	Product 3.4. Improved mi			
	established based in the particular transfer of	3.4.1. Identifying and selecting communities, beneficiaries, types of livestock, and fodder species in the intervention area.	MoE, UNDP, Project Executive Unit	To be specified in Annual Work Plans
21 sheep/goats livestock units established within the Masacre and Pedernales watersheds by the end of 2013	The zoo-technical performance of small sized livestock improved by improving feeding quality.	3.4.2. Designing appropriate technological packages, according to feeding systems which can be a mixture of pasture, fodder, supplements, ferment feeds and agricultural and livestock wastes.	MoE, UNDP, Project Executive Unit	To be specified in Annual Work Plans

		3.4.3. Establishing fodder production lots in selected farms. 3.4.4. Training livestock producers in goat and sheep nutrition.	MoE, UNDP, Project Executive Unit MoE, UNDP, Project Executive Unit	To be specified in Annual Work Plans To be specified in Annual Work Plans
		3.4.5. Establishing compliance and monitoring agreements among key stakeholders, for food production using selected combinations and the abandonment by the end of the project of free roaming goat breeding.	MoE, UNDP, Project Executive Unit	To be specified in Annual Work Plans
Indicators	Product 3.5. Multiple pur		d) forestry farms esta	ablished
		3.5.1. Identifying and selecting communities, beneficiaries,	MoE, UNDP, Project Executive Unit	To be specified in Annual
		and adequate forestry species	Oint	Work Plans
5 hectares of forestry energy farms planted, by mid 201243 hectares of forestry	Sylvo-energy approaches are tested in selected sites in order to control and ensure sustainable	and adequate forestry species 3.5.2. Procurement of materials, inputs and tillage tools to establish model farms.	MoE, UNDP, Project Executive Unit	Work Plans To be specified in Annual Work Plans
farms planted, by mid 2012	are tested in selected sites in order to control and	and adequate forestry species 3.5.2. Procurement of materials, inputs and tillage tools to establish model	MoE, UNDP, Project	To be specified in Annual

		Establishing compliance and monitoring agreements among key stakeholders aiming at guaranteeing optimal functioning of energy farms, and the abandonment of forest extraction activities, after project end. Beneficiaries will be compensated with materials, inputs and tillage tools to establish multiple purpose forestry farms, and training. They will provide labor.	Project Executive Unit	specified in Annual Work Plans
- Two secure water reservoirs established, by end 2011	Water storage facilities are constructed and functioning in order to	3.6.1. Identifying water sources and evaluating most appropriate water capture techniques.	MoE, UNDP, Project Executive Unit	To be specified in Annual Work Plans
- Six secure water reservoirs established, by the end of 2013	guarantee the availability of water resources for multiple purposes	3.6.2. Investing in selected systems for water storage and capture from selected superficial water sources.	MoE, UNDP, Project Executive Unit	To be specified in Annual Work Plans
Indicators	Product 3.7. Housing cond improved	litions for rural en	vironmental basic sa	nitation
Eight healthy homes built by end 2011 - Sixty six healthy homes built by the end of 2013	Sanitation facilities are established and functioning	3.7.1. Developing in cooperation with DINEPA the methodological guidelines for sanitation in the frame of the project context		To be specified in Annual Work Plans

		3.7.2. Identifying and select communities, beneficiaries, construction budget and desired of sanitation facilities.	MoE, UNDP, Project Executive	To be specified in Annual Work Plans
		3.7.3. Building sanitation facilities for an adequate dispos of excreta (latrines with ventilation).	MoE, UNDP,	To be specified in Annual Work Plans
		3.7.4. Investing housing and community are completion (floors, roofs, wall painting, kitchen counter and other detail	MoE, UNDP, Project Executive Unit	To be specified in Annual Work Plans
		3.7.5. Carrying out community people training events on the importance of basic sanitation and low cost sanitation measures.	MoE, UNDP, Project	To be specified in Annual Work Plans
		3.7.6. Establishing compliance and monitoring agreements among beneficiaries, to guarantee optinuse of latrines.	MoE, UNDP, Project Executive Unit	To be specified in Annual Work Plans
Indicators	Product 3.8. Community (established.	Compensation fu	ınd to support local ir	itiatives
- By end 2011, 60% of the fund is capitalized with funds requested - By the end of 2013, 100% of the fund is	Financial assistance is available for community projects Management capacities of local communities	3.8.1. Designing and establish a transparent institutional structure to administer funds.	MoE, UNDP, Project Executive Unit	To be specified in Annual Work Plans
capitalized with funds requested	enhanced to manage allocated funds	3.8.2. Designing strategies to	MoE, UNDP, Project Executive Unit	To be specified in Annual Work Plans

assign resources and type and size of initiatives to be financed with the fund. 3.8.3. Establishing bi national mechanisms to evaluate the initiatives or projects presented by communities and	MoE, UNDP, Project Executive Unit	To be specified in Annual Work Plans
assignation of resources.		
3.8.4. Capitalization of funds throughout microprojects execution and development of financial products.	MoE, UNDP, Project Executive Unit	To be specified in Annual Work Plans

Output 4. Bi-national technical cooperation in relation to project management strengthened, to guarantee efficient functioning and dissemination of results

Baseline: There have been some bi national initiatives going on. However, they are not sufficient regarding natural resource management in such a way to enhance technical cooperation between the two countries in order to produce lessons learned that can be disseminated at a large scale.

Indicators	Product 4.1. Bi national coordination committee established and operating			
- By end 2011, the bi-national	Turania	4.1.1. Conducting meetings to activate the committee.	MoE, UNEP, Project Executive Unit	To be specified in Annual Work Plans
progress - By the end of 2013, the bi- Nine meetings organ	with concerned stakeholders by year 1 Nine meetings organized	4.1.2. Elaborating institutional mechanisms for permanent functioning.	MoE, UNEP, Project Executive Unit	To be specified in Annual Work Plans
national committee conduct on annual operating plan and on assessment of project progress	ng plan and stakeholders by year 3	4.1.3. Designing and establishing ordinary meetings schedules, related to the Project.	MoE, UNEP, Project Executive Unit	To be specified in Annual Work Plans

		4.1.4. Conducting		
			MoE, UNEP, Project Executive Unit	To be specified in Annual Work Plans
		4.1.5. Establishing a mechanism to jointly cannel international technical and financial cooperation.	MoE, UNEP, Project Executive Unit	To be specified in Annual Work Plans
Indicators	Product 4.2. Installed and country	operating technic	al project execution t	eams in each
	Country	4.2.1. Furnish offices and providing needed personnel and equipment to execute Project activities.	MoE, UNEP, Project Executive Unit	To be specified in Annual Work Plans
- 98% of the total activities in the 2011 annual operating		4.2.2. Preparing Project operating manuals with physical and administrative procedures.	roject perating annuals with hysical and Ilministrative MoE, UNEP, Project Executive Unit	To be specified in Annual Work Plans
plan is executed, by end 2011 - 100% of the total activities in the 2012 – 2013 annual	The necessary operating/working framework for the project is in place and operational 4.2.3. Elaborating annual operating plans. 4.2.4. Procurement of needed transportation means to implement and execute project field activities and monitoring. 4.2.5. Organizing and conducting project visibility MoE, Project Unit	MoE, UNEP, Project Executive Unit	To be specified in Annual Work Plans	
operating plan is executed, by the end of 2013		Procurement of needed transportation means to implement and execute project field activities and monitoring.	MoE, UNEP, Project Executive Unit	To be specified in Annual Work Plans
		4.2.5. Organizing and conducting project	MoE, UNEP, Project Executive Unit	To be specified in Annual Work Plans
Indicators	Product 4.3 Installed and			
Byend 2011: - Three (3) periodic reviews: Two (2) project monitoring	Appropriate and effective monitoring and evaluation mechanisms developed	4.3.1. Creating a digital monitoring	MoE, UNEP, Project Executive Unit	To be specified in Annual

reviews, one/semi-annual;	and adjusted on a yearly	system (project		Work Plans
and one (1) final assessment	basis	web page).		
with results from project first		4.3.2.		
year		Monitoring,		To be
- Working technical bi national		assessments and	MoE, UNEP,	
teams have conducted two (2)		write reports on	Project Executive	specified in Annual
project visibility events, one		the physical-	Unit	Work Plans
(1) to launch the project, and		financial project		work Plans
one (1) to disseminate first		progress.		
year project implementation		4.3.3.		
progress and/or results		Conducting visibility events	MoE, UNEP,	To be
		to disseminate	Project Executive	specified in
		project results	Unit	Annual
		and lessons		Work Plans
		learned from it.		

ANEXO VI. LISTE DES REUNIONS TECHNIQUES BINATIONALES REALISÉES DANS LE CADRE DU PROJET

Date	Lieu	Objectif
11-12 Août 2011	Santo Domingo, Republique Dominicaine	Première Réunion du Comité de Pilotage Binational
10-13 avril d 2012	Cap Haitien	Réunion du Comité de Pilotage Binational
10 décembre 2012	Santo Domingo, Republique Dominicaine	Atelier de Validation du document technique Haiti-République Dominicaine: défis environnementaux transfrontaliers"
7 mars 2013	Santo Domingo, République Dominicaine	Réunion équipe technique binationale/Validation technique du plan de travail jusqu'à septiembre 2013
23 – 26 avril 2013 2 – 3 mai 2013	Dajabón, Santo Domingo, République Dominicaine Ouanaminthe, Haïti Pedernales	Vérifier les avancées au niveau terrain des activités réalisées dans kle cadre du projet et partage d'expérience entre les équipes techniques des deux pays.
7 mai 2013	Barahona, Santo Domingo, République Dominicaine	Réunion équipe technique binationale /Création d'un base de données conjointe
12 août 2013	Santo Domingo, République Dominicaine	Réunion équipe technique binationale
29 août 2013	Port au Prince, Haïti	Réunion équipe technique binationale
5 septembre 2013	Barahona, République Dominicaine	Réunion équipe technique binationale / Création d'un base de données conjointe
24 – 25 février 2014	Dajabón, République Dominicaine	Atelier de partage de connaissances

ANNEXE VII: LISTE DES DOCUMENTS CONSULTES

- La note conceptuelle du projet soumis à la Commission Interimaire pour la Reconstruction d'Haïti (Note Conceptuelle de Projet CIRH)
- Document de projet.
- La déclaration d'intention de Ouanaminthe pour la coopération triangulaire entre Haïti, la République dominicaine et le Ministère des Affaires Etrangères de la Norvège pour soutenir le programme Frontière Verte.
- Procès-verbal des réunions binationales
- Les plans de travail pour la section des communautés, type d'action et bénéficiaires et rapport des résultats.
- Les rapports de suivi et les moyens de vérification de projet
- Les documents de rapports d'étape et final
- Les documents de cahier de contrôle des activités des brigades de reboisement.
- Les documents des études réalisées dans le cadre du projet
- Les Dossiers du sous-projet de chèvres: Rapport Technique et Financier sur l'avancement du Sous-projet d'appui à l'élevage contrôlé de caprins Mouvman Fanm Kapotiy (MFK)
- Liste des bénéficiaires de chacune des interventions du projet
- Document sur les mesures prises pour renforcer l'apiculture
- Liste des bénéficiaires de reboisement dans les exploitations agricoles à écosystème de forêt gérée
- Constitution Politique de la République dominicaine du 26 Janvier 2010, Chap IV, Art.1
- Plan d'action pour l'Environnement (PAE)
- Constitution de la République d'Haïti
- Plan d'actions pour le Développement et le Relèvement National d'Haïti-Gouvernement de la République d'Haïti. Mars 2010
- Décret cadre sur l'Environnement 2006
- Document des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).
- Loi organique1-12 de la Stratégie nationale de développement 2030 de la République dominicaine (End).
- Communication du prix remporté par le projet comme un exemple d'une initiative qui encourage l'échange et le transfert des connaissances à travers la coopération Sud Sud.
- Guide d'évaluation des projets du FEM PNUD (acronyme GEF en anglais).